

L'ANALYSE DE MARCHÉ EN SITUATION D'URGENCE



L'ANALYSE DE MARCHÉ EN SITUATION D'URGENCE

RAPPORT DESTINÉ AU CASH LEARNING
PARTNERSHIP (CALP)

PAR SUBA SIVAKUMARAN



Le Cash Learning Partnership (CaLP) vise à promouvoir des transferts monétaires adéquats et de qualité au moment opportun, en tant qu'outil dans le cadre des interventions et de la préparation humanitaires.

Avec pour volonté initiale de rassembler les enseignements tirés de l'intervention d'urgence en réponse au tsunami en 2005, le CaLP est aujourd'hui composé d'Oxfam GB, la Croix-Rouge britannique, Save the Children, le Conseil norvégien pour les réfugiés et Action contre la Faim/ACF international. Les cinq organisations membres du comité de pilotage se sont réunies pour soutenir le renforcement des capacités, le partage des recherches et des informations sur les transferts monétaires comme outil efficace permettant d'aider les populations affectées par des catastrophes, sans dégrader la dignité des bénéficiaires et en leur laissant le choix, tout en stimulant les économies et marchés locaux.

Pour plus d'informations, consultez : www.cashlearning.org

Comment utiliser ce rapport

Le contenu de cette table des matières comporte un lien vers les pages correspondantes. Dans toute partie du document, cliquez sur le bouton dans le coin supérieur gauche pour revenir directement à la table des matières.

Publié par le Cash Learning Partnership
Oxfam House
John Smith Drive
Oxford OX4 2JY

Première publication en 2011

© Le Cash Learning Partnership (CaLP) 2011

Ce document est soumis aux droits d'auteur mais peut être reproduit par tout moyen sans frais ou permission préalables, à des fins pédagogiques et non commerciales. Pour une reproduction dans tout autre cadre que ceux énoncés ci-dessus, il est impératif de recevoir la permission préalable de l'éditeur.

Photo de couverture: Tom Pietrasik



TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	6
INTRODUCTION	7
SECTION 1 : CONTEXTE	9
Outils actuels	10
SECTION 2 : ÉLÉMENTS CLÉS DE L'ANALYSE DE MARCHÉ	15
Les prix	15
Les quantités	18
Les capacités des commerçants	18
La chaîne de marché des marchandises	18
SECTION 3 : AUTRES CONCEPTS ESSENTIELS DE L'ANALYSE DE MARCHÉ	21
Le marché du travail	21
Contraintes liées aux dettes et marchés du crédit	23
Analyse de l'économie politique	24
L'intégration des marchés	26
Élasticité de l'offre et de la demande, et modélisation des marchés	26
Comprendre l'effet multiplicateur	27
SECTION 4 : COMMENT L'ANALYSE DE MARCHÉ PEUT CONTRIBUER AU CYCLE DE PROJET	29
La préparation	30
Les interventions	32
Le suivi	40
Le relèvement rapide	41
SECTION 5 : LES FUTURS DOMAINES D'INVESTISSEMENT	43
Les données	43
Les capacités	44
Accroître la rigueur des pratiques actuelles	45
Les normes et systèmes	46
Conclusion	47
ANNEXES	
1. Étude de deux outils, l'EMMA et la MIFIRA, d'après les retours des participants	48
2. Comparaison des interventions EMMA dans des contextes et sur des marchés variés	52
3. Directives d'intervention de la DG ECHO	73
4. Institutions de suivi élargi de la sécurité alimentaire par pays	74
5. Liste des personnes interrogées	76
6. Bibliographie	77



REMERCIEMENTS

Cette recherche a grandement bénéficié des contributions et des orientations d'un groupe de praticiens dans le domaine de l'analyse de marché. Merci à Alessandro De Matteis, Lili Mohiddin et Ben Mountfield pour leurs commentaires très précieux. Un grand merci à Rosie Jackson et à Jessica Saulle, dont les conseils théoriques ont été essentiels à ce rapport final. Merci à Chethana Biliyar, pour son aide quant aux recherches dans le cadre du document final. Enfin, nous remercions l'ensemble des personnes interrogées, dont les expériences en matière d'analyse de marché se sont avérées indispensables à ce rapport. La responsabilité pour toutes les erreurs qui seraient présentes dans le texte revient à l'auteur.

INTRODUCTION

Que sont les marchés ? Les marchés sont constitués d'acteurs, d'institutions et de politiques qui influencent la production et la consommation (d'où les prix et quantités) des biens et des services. Un marché pour un bien spécifique peut être extrêmement différent du marché pour un autre bien, même si ces deux biens sont vendus sur le même marché physique.

L'analyse de marché n'est pas un phénomène nouveau dans le monde humanitaire. On peut retracer son origine au début des années 1950, lorsque certains pays développés souhaitaient disposer de leur propres surplus alimentaires¹. L'emphase mise récemment sur l'analyse de marché a été utilisée dans le cadre de la modalité relativement nouvelle des transferts monétaires mais elle est pertinente pour tous types d'interventions humanitaires. Il est essentiel, pour un développement continu de la conception systématique des programmes, de comprendre comment les marchés sont affectés par les crises et comment les interventions des organisations peuvent à la fois se bénéficier d'une meilleure compréhension des marchés et avoir un impact sur ces derniers.

Questions de recherche

Malgré le nombre d'outils disponibles et l'abondance d'innovations relatives à la conception de programmes, la communauté humanitaire fait face à certaines difficultés au moment de mener une analyse de marché destinée à contribuer à une planification plus générale des programmes en cas de crises. Ce document traite de deux obstacles à une analyse de marché détaillée, plus complète et cohérente. Par le biais d'une étude des capacités et de la mentalité actuelle au sein du secteur, ce rapport aborde la manière dont on pourrait améliorer la qualité de l'analyse de marché, ainsi que son impact sur les programmes humanitaires.

Le premier des deux objectifs de recherche est de mieux comprendre comment les marchés peuvent être utilisés afin de « renforcer » l'impact d'une intervention, plutôt que d'une manière plus limitée et axée uniquement sur le principe de « ne pas nuire ». « L'action humanitaire [devrait] » bien sûr, au minimum, « protéger la vie humaine lorsqu'elle est menacée à grande échelle²».

Question de recherche n°1 : comment l'analyse de marché peut-elle renforcer l'impact des interventions, tout en garantissant un respect du principe « ne pas nuire » ?

Le second objectif vise à comprendre comment les organisations du secteur humanitaire peuvent se doter de ressources appropriées afin de mener une analyse de marché complète. Non seulement font-elles face à des contraintes en matière de temps et de ressources financières et humaines, mais en sus elles opèrent dans un contexte d'urgence où les marchés, les moyens de subsistance et les institutions sont disloquées, les points de repère existent rarement et la collecte de données peut s'avérer très difficile. Ce rapport débat des moyens par lesquels l'analyse de marché peut être améliorée en explorant différentes possibilités de renforcement des capacités institutionnelles et du secteur.

Question de recherche n°2 : quelles ressources sont nécessaires (et à quel moment) en matière d'information, de temps et de capacités afin de mener une analyse de marché complète ?

¹ En 1954, la communauté internationale, reconnaissant la possibilité que l'écoulement des excédents pourrait supplanter les importations commerciales et décourager la production locale dans les pays bénéficiaires, a établi les Principes de la FAO en matière d'écoulement des excédents. D'après le site web de la FAO, « Aide alimentaire », <http://www.fao.org/economic/est/international-trade/negotiations/food-aid/en/>

² Hofmann et al. Measuring the Impact of Humanitarian Aid: A Review of Current Practice. Overseas Development Institute, juin 2004.



Le renforcement du capital humain, le renforcement des capacités de participation à un marché, le fait de permettre aux individus d'être mieux à même d'épargner, etc., étaient traditionnellement considérés comme étant du domaine du développement. Cependant, suite aux changements transformationnels rapides des pratiques du secteur humanitaire, la manière de renforcer les interventions humanitaires dans l'optique d'accroître la résilience est également considéré. Les marchés peuvent ainsi jouer un rôle important dans : la définition des mécanismes permettant de mettre à l'échelle les interventions ; l'identification de méthodes de mise en œuvre de l'aide mieux optimisées et plus efficaces par rapport aux coûts ; la relance des capacités locales de production et de consommation ; ainsi que la définition d'interventions plus créatives, affinées et ciblées.

Ce document représente la première phase d'analyse par le Cash Learning Partnership : il vise à comprendre comment renforcer les interventions en ayant recours à l'analyse de marché, ainsi qu'à saisir ce qui est nécessaire pour bien mener cette dernière. La seconde phase devrait être une phase de recherche active portant sur deux, voire trois contextes d'urgence différents. Elle comportera l'usage d'outils d'analyse de marché variés et l'émission de recommandations au sujet de la valeur ou utilité d'outils spécifiques dans différents contextes d'urgence et différentes étapes du cycle de gestion de projet. Ces recommandations définiront les conditions dans lesquelles ces derniers peuvent être combinés, ainsi que dans quel objectif et de quelle manière.

Méthodologie

Le présent article s'est appuyé sur l'analyse de documents existants sur le thème des situations d'urgence et des marchés, de rapports sur des analyses de marché menées sur le terrain, de documents sur les programmes humanitaires et d'autres sur le développement. En outre, vingt-et-un entretiens structurés ont été menés avec des praticiens compétents en analyse de marché et provenant d'organisations de mise en œuvre, d'organisations bailleurs de fonds et d'institutions indépendantes. Ces entretiens se sont principalement focalisés sur les problèmes rencontrés avec les outils et pratiques actuels, de même que sur la compréhension de la manière dont les interventions ont été globalement conçues. Les difficultés méthodologiques comprenaient : la comparaison des résultats des analyses de marché utilisant une grande variété d'outils à différents stades d'une situation d'urgence ; un manque considérable de faits probants et d'études sur l'intégration de l'analyse de marché à la préparation aux situations d'urgence ; le manque de consensus au sein du secteur sur les « normes minimales » de l'analyse de marché et la manière d'atteindre un tel consensus ; et le manque d'un certain format standard pour les études rigoureuses portant sur le problème de l'inflation dans des contextes d'urgence et sur ses causes possibles.

Structure

Ce document se divise en cinq sections. La section 1 présente un bref contexte en matière d'analyse de marché, avec un aperçu des outils et pratiques actuels. L'objectif de la section 2 est d'apporter un aperçu très vaste mais concis des concepts (prix, quantités, capacités des commerçants et chaîne de marché) qui doivent être compris dans toute analyse de marché, qu'elle soit restreinte ou complète. La section 3 détaille d'autres concepts essentiels en matière d'analyses de marché, tels que les marchés du travail et du crédit. Elle adopte, à cette fin, le point de vue de l'économie politique et décrit la valeur essentielle que peut apporter aux programmes l'analyse de l'intégration des marchés, des élasticités de l'offre et de la demande, ainsi que des effets multiplicateurs des marchés. À l'heure actuelle, ces concepts ne sont pas toujours bien analysés et représentent des lacunes dans les pratiques. La section 4 étudie différents stades du cycle de projet, tels que la préparation, l'intervention, le suivi et le relèvement rapide, dans le but de comprendre comment l'analyse de marché peut mieux contribuer à ces étapes. La section 5 examine les recommandations destinées aux futurs domaines d'investissement, en se fondant sur les lacunes définies plus haut dans l'article et leurs conséquences pour le secteur humanitaire. S'en suit une brève conclusion.

SECTION I : CONTEXTE

À quels types de questions l'analyse de marché doit-elle répondre dans le cadre des programmes humanitaires ?

Un exemple de foyer, de catastrophe et de questions pertinentes pour la planification

Prenons l'exemple de Shan, 32 ans, un petit producteur dont les cultures ont été ravagées par des inondations. Le marché de bétail et de fruits et légumes le plus proche de chez lui se situe à trois kilomètres mais la route n'est praticable qu'en charrette à bœufs. Deux commerçants sur dix viennent de la même communauté que Shan et ils ne sont pas en mesure d'approvisionner le marché ; ainsi, ce dernier ne se voit approvisionné que de 60 % de la quantité de riz antérieure à la catastrophe et le pain est 30 % plus cher pour la même valeur nutritionnelle. Shan a encore une chèvre en vie. Il vit dans une maison dont un quart du toit est endommagé. Le marché qui vend des outils de bricolage, des tuiles et du ciment se trouve à deux heures de route et il n'a pas été affecté par les inondations, mais les fournisseurs ne sont pas préparés à la demande de reconstruction importante. Près de chez Shan habitent 30 familles qui font face à des circonstances similaires et qui disposent de différents types d'actifs.

L'organisation X a mené une évaluation des besoins et elle a vérifié les critères d'éligibilité. Son objectif est de garantir que la consommation de Shan et de sa famille revienne aux niveaux de référence d'avant la catastrophe ou qu'ils consomment 30 % de plus de denrées alimentaires de base qu'actuellement. L'organisation Y a décidé qu'elle aiderait Shan en matière d'abri.

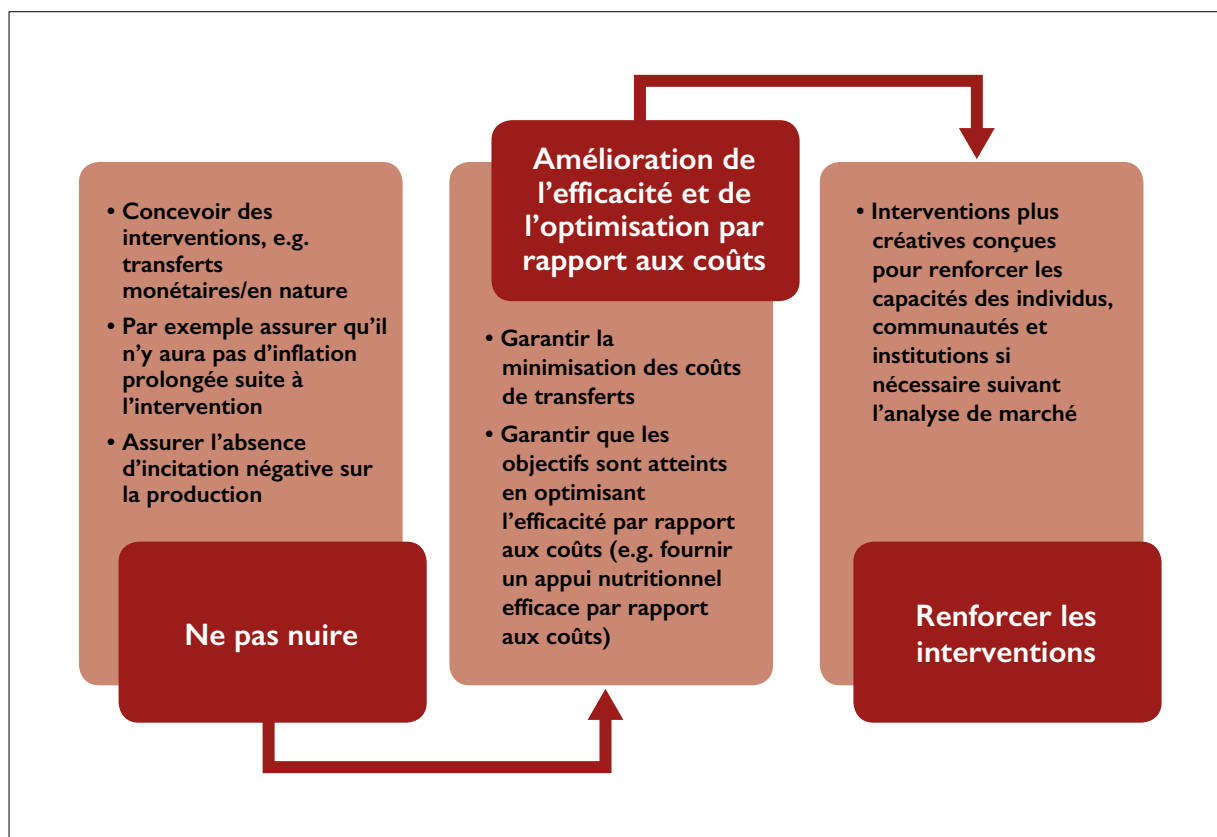
X devrait-elle donner à Shan de l'argent, du riz ou du pain (produit localement ou importé) ? Devrait-elle utiliser des coupons pour des biens alimentaires ou plutôt réparer les routes de façon à ce qu'il puisse vendre du lait de chèvre et trouver d'autres moyens de subsistance ? Ou bien faudrait-il combiner toutes ces approches (et si oui, comment) ? Combien de temps l'intervention durerait-elle ? À quelle fréquence l'organisation devrait-elle intervenir ? Jusqu'à ce que les marchés fonctionnent comme à l'habitude ? Quand fonctionneront-ils comme à l'habitude et que se passera-t-il entretemps ? Est-ce que Shan utilisera l'argent ou la nourriture uniquement à des fins de consommation ou utilisera-t-il cette aide afin de rembourser des dettes ou payer l'éducation de ses enfants ? Cela affectera-t-il la somme que l'organisation devrait lui donner ?

L'organisation Y est concernée par une série de questions similaires qui concernent, entre autres, la possibilité d'une inflation éclair ou à plus long terme. De plus, l'ampleur plus importante de ce transfert d'aide unique mené par Y est susceptible de provoquer des effets différents de ceux de X, en matière de ciblage, d'accès ou de partenariat, et de suivi de l'utilisation de l'aide dans le but désiré.

De plus, il est très probable qu'une certaine intégration des marchés sur lesquels X et Y souhaitent intervenir (par ex., s'ils concernent l'eau, la santé, l'assainissement, la nourriture, les carburants ou les services) doive être prise en compte pour accroître potentiellement l'efficacité et pour entraîner d'autres effets. Enfin, si une catastrophe était susceptible de survenir à nouveau dans les mêmes régions, comment les deux organisations devraient-elles suivre les marchés de manière continue et utiliser ces expériences en vue de contribuer à la planification des mesures d'urgence ?

Ces questions n'apportent qu'un bref aperçu de l'ampleur et de la profondeur des éléments auxquels l'analyse de marché peut répondre. Tenter de visualiser l'éventail d'objectifs que l'analyse de marché pourrait aider à atteindre (dans le cadre d'une analyse et d'une intervention humanitaires plus vastes) résulterait en le schéma ci-dessous. Ce dernier couvre le spectre des approches depuis celle, minimaliste, du principe de « ne pas nuire » à une approche suivant laquelle l'analyse de marché sert à renforcer les interventions, en passant par une autre suivant laquelle l'analyse permet d'accroître l'optimisation et l'efficacité des interventions.

FIGURE 1 : ILLUSTRATION DE LA VARIÉTÉ DES OBJECTIFS DE L'ANALYSE DE MARCHÉ



Outils actuels

À l'heure actuelle, de nombreux outils et orientations en matière d'analyse de marché coexistent. Ils sont énumérés ci-dessous dans une courte liste inspirée de celle élaborée par le Programme alimentaire mondial³. Les « macro-outils » analysent l'économie au sens large (au niveau national et mondial). Les « méso-outils » analysent, par exemple, les chaînes de valeur ou bien des problèmes sectoriels spécifiques au sein des marchés. Les « micro-outils » analysent les unités individuelles, telles que les foyers et les commerçants. Ces outils ont tous été employés lors de la situation d'urgence afin de contribuer non seulement aux interventions mais aussi au suivi continu. Ils ont, par ailleurs, été utilisés dans le cadre de systèmes d'alerte précoce.

³ Programme alimentaire mondial. *Market Analysis Framework: Tools and Applications for Needs Assessments*. Service d'analyse de la sécurité alimentaire OXDF, ébauche à des fins de conseil interne, 3 octobre 2011.

TABLEAU I : RÉSUMÉ DES OUTILS ACTUELS D'ORIENTATION EN MATIÈRE DE MARCHÉS

Portée	Analyse	Ressources disponibles
Micro	Revenu agricole	WFP Market Analysis Tool: How to Conduct a Food Commodity Value Chain Analysis?
	Scénarios de chocs	PDPE Market Analysis Tool: Shock Scenarios PDPE Market Analysis Tool: Price and Income Elasticities
	Capacités des commerçants	WFP Market Analysis Tool: How to Conduct a Trader Survey?
	Statut d'acheteur ou vendeur net	WFP Market Analysis Tool: How to Estimate Household Net-Seller/Buyer Status and the Welfare Impact of Shocks?
Micro-meso	Élasticités au niveau national	USDA Economic Research Service (ERS)
	Pouvoir d'achat	FEWSNET Market Guidance, No. 5: Terms of Trade and Food Security Analysis
		PDPE Market Analysis Tool: Terms of Trade FEWSNET Market Guidance, No. 3: Adjusting Prices for Inflation and Constructing Price Indices
Meso	Analyse structure-comportement-performance	FEWSNET Market Guidance, No. 2: Structure-Conduct-Performance and Food Security
	Analyse statistique des performances	PDPE Market Analysis Tool: Market Integration
		IFPRI Food Security Portal: Policy Tools
	Analyse de la chaîne de valeur	WFP Market Analysis Tool: How to Conduct a Food Commodity Value Chain Analysis?
Analyse alpha	WFP P4P Monitoring and Evaluation	
Meso-macro	Analyse du prix de parité à l'importation	FEWSNET Markets Guidance, No. 1: Import/Export Parity Price Analysis
		PDPE Market Analysis Tool: Import Parity Price
Macro	Environnement habitant	World Bank Prospects: Commodity Markets
		Rapports Doing Business de la Banque Mondiale
		Indicateurs de la Banque mondiale
		Economic Intelligence Unit
		Profil des tarifs de l'OMC
		Rapports du FMI par pays
	Marchés et prix mondiaux des marchandises	Banque de données de l'unité VAM (Vulnerability Analysis and Mapping) du PAM
		Publications The Market Monitor de l'unité VAM du PAM
		Outil portant sur les prix, du Global Information and Early Warning System de la FAO
		Regional Agricultural Trade Intelligence Network (EAGC)
		South African Futures Exchange (SAFEX) Commodity Derivatives Market
		Publications Market Report de International Grain Council (IGC)
		Production and Market Flow Maps de FEWS NET
		Marchés mondiaux et archives commerciales de Foreign Agricultural Service (FAS)



Analyses et interventions plus vastes	MIFIRA	<i>Barrett et al. Market information and food insecurity response analysis. 2009</i>
	EMMA	<i>Emergency Market Mapping and Analysis Toolkit</i>
	Évaluations de la sécurité alimentaire	<i>Manuel d'évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence du PAM</i>
		<i>WFP Comprehensive Food Security & Vulnerability Analysis Guidelines</i>
		<i>Famine Early Warning Systems (FEWS NET)</i>
	Développement de scénarios	<i>Scenario Development for Food Security Early Warning de FEWS NET</i>
	Outil de synthèse	<i>Technical Guidance Sheet: The Basics of Market Analysis for Food Security</i>
	Analyse du coefficient multiplicateur	<i>Social Accounting Matrices and Multiplier Analysis de l'IFPRI</i>
	Modélisation de marchés multiples	<i>Agricultural Policy Impact Analysis with Multi-Market Models: A Primer</i>
Modèles généraux d'équilibre calculables	<i>Modèles généraux d'équilibre grâce au système général algébrique de modélisation pour des Modèles généraux d'équilibre calculables, de l'IFPRI</i>	

Étant donné le nombre d'outils, d'approches et de cadres de travail conceptuels, l'intégration de l'analyse de marché dans les pratiques d'évaluation, sans parler de la mise en œuvre des interventions, s'est avérée être une tâche colossale pour le personnel non spécialiste dans ce domaine⁴. L'outil EMMA est celui qui a été utilisé le plus fréquemment par le personnel humanitaire à ce jour, devant l'outil MIFIRA, et l'on a recours ici à une brève explication de ces deux outils (une explication plus complète est disponible en annexe).

La portée fondamentale de l'EMMA est de contribuer à une prise de décision rapide pour une grande variété de besoins⁵, lors de situations d'urgence à déclenchement rapide. Cet outil a également fait preuve de son adaptabilité à d'autres contextes à évolution lente. À ce jour, plus de vingt évaluations ont été menées en situation d'urgence et plus de 250 personnes ont été formées à l'usage de l'outil EMMA. Son utilisation dans différents contextes a généré une grande diversité d'expériences pratiques qui fournissent des perspectives importantes au secteur humanitaire. Les façons d'améliorer les expériences relatives à l'EMMA (ou de résoudre les problèmes actuels avec cet outil) selon les praticiens sont résumées ci-dessous. Une explication plus détaillée des deux outils se situe dans l'annexe.

- **Les choix d'intervention** : les résultats apportés par l'EMMA ne se traduisent pas toujours par les choix d'intervention des organisations, notamment lorsqu'ils concernent des marchandises, coupons ou de l'argent dans des situations exceptionnelles.
- **Choix des marchés clés** : besoin d'une meilleure orientation basée sur des faits probants quant au choix des marchés clés.
- **La coordination dans le temps** : de nombreuses difficultés sont survenues en matière de timing des résultats d'une EMMA pour être inclus dans les décisions liées aux interventions ; c'était notamment le cas pour les EMMA menées conjointement par plusieurs organisations.
- **Les pré-requis en matière de capacités** : les faits suggèrent que, bien qu'elles aient été conçues pour le personnel non spécialiste, les EMMA sont mieux mises en œuvre par du personnel expérimenté (comme pour toute évaluation)⁶.

⁴ Programme alimentaire mondial. *Market Analysis Framework: Tools and Applications for Needs Assessments*, Service d'analyse de la sécurité alimentaire, OXDF, ébauche à des fins de conseil interne, à vérifier avant toute citation, 3 octobre 2011.

⁵ *The EMMA Toolkit*, « Introduction and Overview », p 5.

⁶ Powell, Jude. *The Emergency Market Mapping and Analysis (EMMA) Review*. Oxfam, 2012

- **Un arrêt sur image ne prend pas en compte les conditions de marché changeantes** : l'outil EMMA n'est pas conçu en soi pour un suivi permanent du marché ni pour une redéfinition de programme fondée sur des conditions de marché changeantes. Il ne s'agit pas d'une critique envers l'EMMA mais d'une volonté de signaler le manque d'orientation que les équipes ont ressenti de manière générale pour le suivi continu des marchés, etc.
- **De meilleurs liens avec d'autres évaluations** : la composante d'analyse de marché doit être mieux mise en relation avec l'analyse des lacunes (ainsi qu'avec l'analyse des interventions comme indiqué précédemment). De plus, les cartes de marché sont trop souvent extraites et réalisées isolément, sans les relations nécessaires avec l'analyse de contexte et d'interventions.
- **Le manque d'analyse de marchés multiples** : certains praticiens ont eu le sentiment que cet outil représentait un effort très conséquent pour l'analyse d'une seule marchandise. En revanche, l'EMMA, bien que conçu pour l'analyse d'un seul marché, peut fournir des renseignements précieux sur les marchandises liées, par exemple, sur celles qui ont des nœuds (commerçants ou fournisseurs) en commun sur la chaîne de marché.
- **Repères et saisonnalité** : l'EMMA, créé à l'origine pour une utilisation après des situations d'urgence à déclenchement rapide, présente aussi une importante flexibilité et une adaptabilité à des besoins de préparation dans un contexte d'urgence, notamment lors de situations d'urgence prévisibles. Selon l'une des personnes interrogées, la création de données de référence de qualité pour l'EMMA lors de situations d'urgence prévisibles, de même que des EMMA à différents moments du calendrier saisonnier, pourraient être très utiles, étant donné la familiarité croissante du personnel avec cet outil.
- **Les interventions à court terme** : l'EMMA a été élaboré en tant qu'outil d'intervention à court terme. Toutefois, dans de nombreux cas, à cause des ressources et efforts requis afin de mettre l'outil en pratique ainsi que d'un manque de suivi et de surveillance, les résultats qu'apporte cet outil ont été appliqués à des programmes à plus long terme auxquels il n'est pas adapté. De plus amples informations ainsi que des études de cas sont nécessaires afin de comprendre les problèmes liés à ce point.

Le cadre de travail *Market Information and Food Insecurity Response Analysis* (MIFIRA) est un outil d'analyse des interventions qui vise à évaluer la faisabilité des options de transfert dans des conditions de marché, des circonstances liées aux foyers et des préférences données (Barrett et al., 2009). L'approche MIFIRA évalue la manière dont les marchés, les consommateurs et les commerçants interviendront face aux transferts et comment ces derniers peuvent être adaptés en vue d'un usage lors de crises alimentaires aussi bien chronique que d'urgence. L'outil MIFIRA est relativement nouveau et, à mesure qu'il sera utilisé plus fréquemment, il apportera plus de perspectives.

- **Le besoin de personnel spécialisé pour mettre cet outil en pratique** : afin de pouvoir être utilisé, l'outil MIFIRA nécessite du personnel spécialisé capable de comprendre le type d'informations requis par les questions ainsi que les limites des données à disposition.
- **La nécessité d'un repère** : étant donné que la MIFIRA requiert des données de référence, elle n'est pas applicable dans toutes les situations d'urgence. En outre, bien qu'elle produise une analyse moins subjective que l'EMMA, par exemple, elle ne peut pas fournir une analyse des interventions dans un délai aussi court que cette dernière.
- **Interventions prédéfinies** : la MIFIRA permet déjà, par nature, de choisir entre des transferts monétaires en espèces ou sous forme de coupons ou des interventions en nature même si, cela va de soi, l'application de cet outil apporte également des perspectives importantes et intéressantes concernant d'autres interventions de marché non traditionnelles.



L'EMMA et la MIFIRA sont deux outils d'analyse de marché parmi d'autres. D'autres approches peuvent offrir un plus haut degré de précision grâce à une analyse plus rigoureuse, permettant d'affiner la conception des interventions (c'est-à-dire, non seulement le choix des interventions mais aussi la manière de concevoir et de mettre à l'échelle des interventions efficacement et de façon optimisée) mais peuvent être plus difficiles à mettre en œuvre. Ces outils concernent différents stades du cycle de projet ; certains couvrent plus d'un stade tandis que d'autres ne couvrent que la phase d'intervention, par exemple. Aucun outil ne couvre seul l'ensemble des thématiques pour toutes les étapes. La difficulté ne consiste alors pas à créer un instrument qui soit applicable à toute situation et à tout moment, mais à comprendre comment dépasser les limites des outils existants ainsi qu'à les réutiliser lors de différentes étapes afin de parvenir à une compréhension plus complète.

SECTION 2 : ÉLÉMENTS CLÉS DE L'ANALYSE DE MARCHÉ

Quel type d'analyse de marché est-il suffisant ? Il s'agit d'une nécessité dont on entend souvent parler. De nombreux membres du personnel des organisations souhaitaient disposer de directives claires au sujet du type d'analyse de marché suffisant ou au sujet des normes minimales de l'analyse de marché. Toutefois, en plus de donner un aperçu très vaste mais concis des éléments à analyser (sans qu'ils soient nécessairement suffisants), il est impossible de prescrire une approche universelle requise pour tous les contextes. Les contraintes en termes de ressources auxquelles font face les organisations et les bailleurs de fonds façonneront inévitablement l'ampleur et la complexité de l'analyse de marché ainsi que la qualité de l'intervention qui s'en suivra. Cette section présente une brève vue d'ensemble de certains éléments clés. Elle vise à identifier, au sujet de chacun d'entre eux, des questions pertinentes vis-à-vis des programmes en situation d'urgence. Tous les outils mentionnés ci-dessus étudient au moins quelques caractéristiques clés de l'analyse de marché, à des degrés de précision différents.

Les prix

De nombreuses organisations relèvent régulièrement les prix, ce qui représente, pour beaucoup, le premier point d'entrée de l'analyse de marché.

- **Quel est le prix d'un bien ?** Quelle est la valeur nominale en termes monétaires ou d'échange (par exemple, lorsqu'on échange un sac de blé contre cinq sacs de riz) ?
- **Comment les prix évoluent-ils ?** Il convient d'essayer de comprendre si les marchés clés subissent une inflation ou déflation importante (cela pourrait être dû à de nombreux facteurs). La question de la **saisonnalité**⁷ est abordée ici. **Comment les prix évoluent-ils par rapport à un autre élément ?** Il convient d'essayer de comprendre si les prix sont en hausse par rapport aux biens de substitution⁸ et aux revenus, notamment au revenu du travail. Les produits de substitution pour les biens analysés doivent être identifiés avec précision, et les prix pour une marchandise spécifique doivent être relevés à intervalles réguliers (par ex., une variété particulière de haricot ou de riz en brisures ou entier). De cette manière, il sera possible de comparer le même type de produit et de disposer d'un processus permettant de comprendre les fluctuations de prix. Dans les zones isolées et rurales qui connaissent des problèmes de liquidité, il est nécessaire de se focaliser sur les prix du troc, autrement dit, les conditions de vente, comme par exemple un chameau contre cinq sacs de maïs.

⁷La saisonnalité fait référence à la propension des biens à présenter des fluctuations périodiques au niveau des prix et de la disponibilité de manière prévisible, habituellement sur une période d'un an. D'après FEWS NET. Saisonnalité : par exemple, le nombre de commerçants et de services de transport tend à être le plus élevé aux environs de la période des récoltes. Le volume, l'origine et la qualité des marchandises sur le marché varient au cours de l'année. Les produits locaux sont plus communs au moment des récoltes et les produits importés le sont plutôt au cours de la saison de soudure. Les infrastructures routières deviennent inutilisables lors de la saison des pluies dans les régions qui ne disposent pas de routes praticables par tous les temps. La qualité des produits périssables tels que les légumes et les céréales change au fil de l'année et peut influencer les prix. Les prix de marché suivent aussi, à tous les niveaux, les schémas saisonniers. FEWS NET, Évaluation et analyse de marché, Marché et sécurité alimentaire, site web de FEWS NET.

⁸On observe souvent un manque de compréhension quant à la manière dont les foyers substituent une marchandise à une autre, ou bien de l'argent à des marchandises. La propension marginale à consommer la marchandise en question, à savoir, la proportion d'une hausse de revenu dépensée pour consommer cette marchandise, n'équivaut jamais à 1. C'est notamment le cas avec les transferts monétaires. Même en matière d'aide en nature, lorsque les foyers devraient techniquement consommer tous les articles qui leur sont fournis si le ciblage est fait correctement, cette propension est rarement égale à 1. Il est important de comprendre comment les foyers substituent un bien à un autre, ainsi que la quantité de certains biens ou d'argent à donner, afin d'identifier les marchés à évaluer.



- **Qu'arrive-t-il lorsque les prix deviennent trop élevés ou trop bas, et quand un prix est-il considéré comme trop élevé ou trop bas ?** De nombreuses interventions connaissent des fluctuations de prix au cours de leur cycle de projet. Cela peut être dû à de nombreux facteurs : l'inflation mondiale/importée ; un manque d'intégration des marchés entre les zones de déficit et celles de surplus sur les marchés locaux/régionaux ; ainsi que les effets de l'intervention même, qui peuvent faire grimper ou déprimer les prix encore plus dans certains contextes. Quelle que soit la raison de la fluctuation de prix, il convient de la mesurer et de la comprendre, puis d'étudier la manière dont les interventions s'adapteront à ce type de fluctuations.

Déterminer si les interventions mèneront à des fluctuations de prix

L'une des interprétations de l'approche « ne pas nuire » peut impliquer que les interventions doivent être évaluées pour déterminer si elles mèneront à des fluctuations de prix⁹. Il peut se révéler très difficile d'isoler les effets de causalité de ces interventions. Dans le cas de l'inflation, celle-ci peut être « importée » depuis une inflation mondiale des prix ou bien refléter les asymétries structurelles entre marchés locaux et régionaux, ou encore être causée par les interventions elles-mêmes. L'étude de cas ci-dessous dépeint une intervention humanitaire qui a connu une inflation des prix, à laquelle les chercheurs ont attribué nombre de causes différentes.

Brève étude de cas sur l'inflation des prix lors d'un programme de transfert monétaire à grande échelle en situation d'urgence¹⁰

En Éthiopie, les chercheurs ont utilisé un modèle de régression fondé sur des données longitudinales avec deux vagues de données, afin de déterminer les effets des transferts monétaires par rapport aux transferts alimentaires dans ce contexte. Les effets des prix identifiés sont intéressants et précieux pour une étude indicative sur la manière dont l'inflation des prix peut survenir sans être remarquée (ou comment ses causes peuvent être mal interprétées).

Entre 2005 et 2007, Save the Children UK a mis en œuvre en Éthiopie le *Meket Livelihood Development Project* (MLDP) parallèlement au *Productive Safety Net Programme*. Le MLDP a payé les participants aux travaux publics 5 birrs par jour, soit assez pour acheter trois kilogrammes de céréales de base, « en se fondant sur l'hypothèse selon laquelle le prix moyen à la consommation pour les céréales serait de 1,7 birrs par kilogramme » (Kebede 2006 : 584¹¹). Durant la première année de mise en œuvre du programme, les prix des céréales ont augmenté beaucoup plus que d'habitude à Mekele, pour **des raisons directement liées au PSNP et au MLDP. Premièrement, les commerçants n'ont pas été en mesure de répondre rapidement aux signes annonçant une augmentation de la demande suivant les injections d'argent dans les communautés locales. Deuxièmement, au lieu d'être régulières et prévisibles, les transferts d'argent étaient tardifs et sont ont été effectué sous la forme de versements uniques imprévisibles, faisant grimper les prix à cause des hausses de la demande lorsque les vivres manquaient. Troisièmement, il est possible que certains commerçants aient exploité les bénéficiaires des transferts monétaires en leur facturant des marges de profit excessives. Quatrièmement, de nombreux agriculteurs ayant reçu des transferts monétaires n'ont pas vendu leurs céréales au marché, puisqu'ils n'avaient plus besoin de vendre leur production pour financer leurs dépenses essentielles** (Kebede 2006¹²).

⁹ Par exemple, les hausses de prix (les injections d'argent et une demande accrue pour des marchandises clés pourraient mener à des hausses de prix considérables pour ces marchandises, là où l'offre n'est pas élastique) et l'inflation peuvent avoir un impact négatif sur la production et l'offre (dans le cas de l'aide en nature, par exemple, lorsque les bénéficiaires pourraient revendre des marchandises reçues à bas prix, comme cela a parfois été observé).

¹⁰ Sabates-Wheeler, R., et Devereux, S. 'Cash Transfers and High Food Prices: Explaining Outcomes on Ethiopia's Productive Safety Net Programme'. Working Paper 004. Future Agricultures, 2010.

¹¹ Kebede, E. 'Moving from emergency food aid to predictable cash transfers: Recent experience in Ethiopia'. *Development Policy Review* 24, N°5 : 579-599, 2006.

¹² Ibid.

Même si ces faits suggèrent fortement que les transferts monétaires ont provoqué une inflation des prix sur les marchés ruraux en Éthiopie, il s'agissait de la première année du programme et ces effets pourraient être interprétés comme étant liés à la transition. Les commerçants nécessitaient du temps et de la confiance afin de réagir aux signaux de demande accrue associés aux transferts monétaires, qui sont survenus de façon tardive et irrégulière, ainsi qu'aux problèmes de mise en œuvre du programme. Néanmoins, **« sur le moyen terme, l'augmentation des prix signifie malgré tout que les bénéficiaires des transferts à Meket ne pouvaient pas acheter le panier alimentaire nécessaire »** (Kebede 2006 : 597¹³).

La **seconde source de variabilité des prix est la saisonnalité, qui est très forte dans l'Éthiopie rurale où les prix des céréales sont parmi les plus volatils au monde** ; et cette volatilité n'a pas été réduite de beaucoup depuis la libéralisation des marchés dans les années 1990 (Gabre-Madhin et Mezgebou 2006). Entre le milieu et la fin de l'année 2005, ces prix ont varié de 39 %, avec la plus grande variabilité (65 %) lorsque les prix étaient au plus bas (dans la région des nations, nationalités et peuples du Sud ou RNNPS) et la plus faible variabilité (29 %) lorsque les prix étaient au plus haut (dans la région de Tigray).

Le tarif payé par le PSNP était fixé à 6 birrs par jour en 2005-2006, en se fondant sur l'hypothèse que cela permettrait d'acheter trois kilogrammes de céréales de base, aux prix en vigueur à l'époque. **Aucune indemnité n'a été versée pour compenser les différences de prix entre les régions (et même en leur sein) ou les fluctuations du prix de la nourriture qui auraient pu survenir en cours d'année (notamment au cours des mois précédents la récolte suivante).**

En réalité, d'importantes variations de prix ont été observées dans l'espace et dans le temps, ce qui signifie que le **taux de conversion des transferts monétaires du PSNP en denrées alimentaires était hautement variable d'un woreda¹⁴ à l'autre et d'un mois sur l'autre**. À cause de cette volatilité des prix, le pouvoir d'achat conféré par le transfert monétaire en matière de céréales de base a évolué de plus de 100 %, depuis 2,5 kilogrammes (dans la région de Tigray, mi 2005) jusqu'à 5,9 kilogrammes (dans la RNNPS fin 2005). En moyenne, sur l'année, 6 birrs pouvaient permettre d'acheter plus de 3 kilogrammes de denrées alimentaires dans deux régions (l'Oromiya et la RNNPS) mais pas dans les deux autres (l'Amhara et la Tigray).

Les faits probants au sujet de l'inflation des prix causée par les programmes de transfert monétaire sont isolés. Une évaluation rigoureuse de la mesure dans laquelle l'inflation observée est imputable aux programmes de transfert monétaire, réalisée par exemple à l'aide de modèles économiques, peut s'avérer coûteuse et chronophage, ainsi que peu concluante. Selon le contexte et le programme, il vaudrait mieux allouer les ressources qu'elle mobiliserait pour déterminer les actions à entreprendre lorsqu'une inflation (quelle qu'en soit la cause) est observée. Des recommandations à destination des organisations peuvent ainsi être émises, étant donné qu'elles doivent définir des seuils de fluctuation de prix et les choix de programme qui en découlent. On s'éloigne ici de l'approche minimale de « ne pas nuire » pour tendre vers une approche plus consolidée, liée à la protection de la consommation et de la production. De nombreuses organisations réfléchissent d'ores et déjà à la manière de suivre les prix et de modifier les programmes lorsque les conditions de marché évoluent (voir la section sur le suivi et la mise en œuvre d'autres changements).

¹³ Ibid.

¹⁴ Subdivision administrative de troisième niveau en Éthiopie.

Les quantités

La disponibilité des biens pour les programmes monétaires en espèces, sous forme de coupons et d'aide en nature est un indicateur clé des déficits ou des surplus. L'ajustement des prix aux quantités disponibles peut prendre du temps, c'est pourquoi il ne suffit pas de s'appuyer uniquement sur les prix afin de déterminer, avant une intervention, si le marché supportera l'échelle de cette intervention. Cela dit, si l'objectif est que 20 000 foyers consomment 2 kilogrammes de blé par semaine, le marché doit alors fournir 20 000 fois 2 kilogrammes, soit 40 000 kilogrammes de blé chaque semaine pendant x semaines, ceci en s'approvisionnant peut-être dans une région particulière. Le problème est que les informations au sujet des quantités disponibles (ou échangées) sont moins aisément accessibles. Il est essentiel de se renseigner auprès des commerçants et de tenter de recouper leurs réponses avec leurs fournisseurs, si le programme essaie de s'approvisionner directement sur les marchés locaux sans qu'aucune évaluation de marché intensive ne soit réalisée. Cela est également lié à l'estimation de l'élasticité de l'offre sur le marché en question, à la capacité des commerçants à se procurer différents volumes de produits avec des contraintes de temps précises, ainsi qu'à la compréhension de la chaîne de valeur relative à une marchandise spécifique.

Les capacités des commerçants

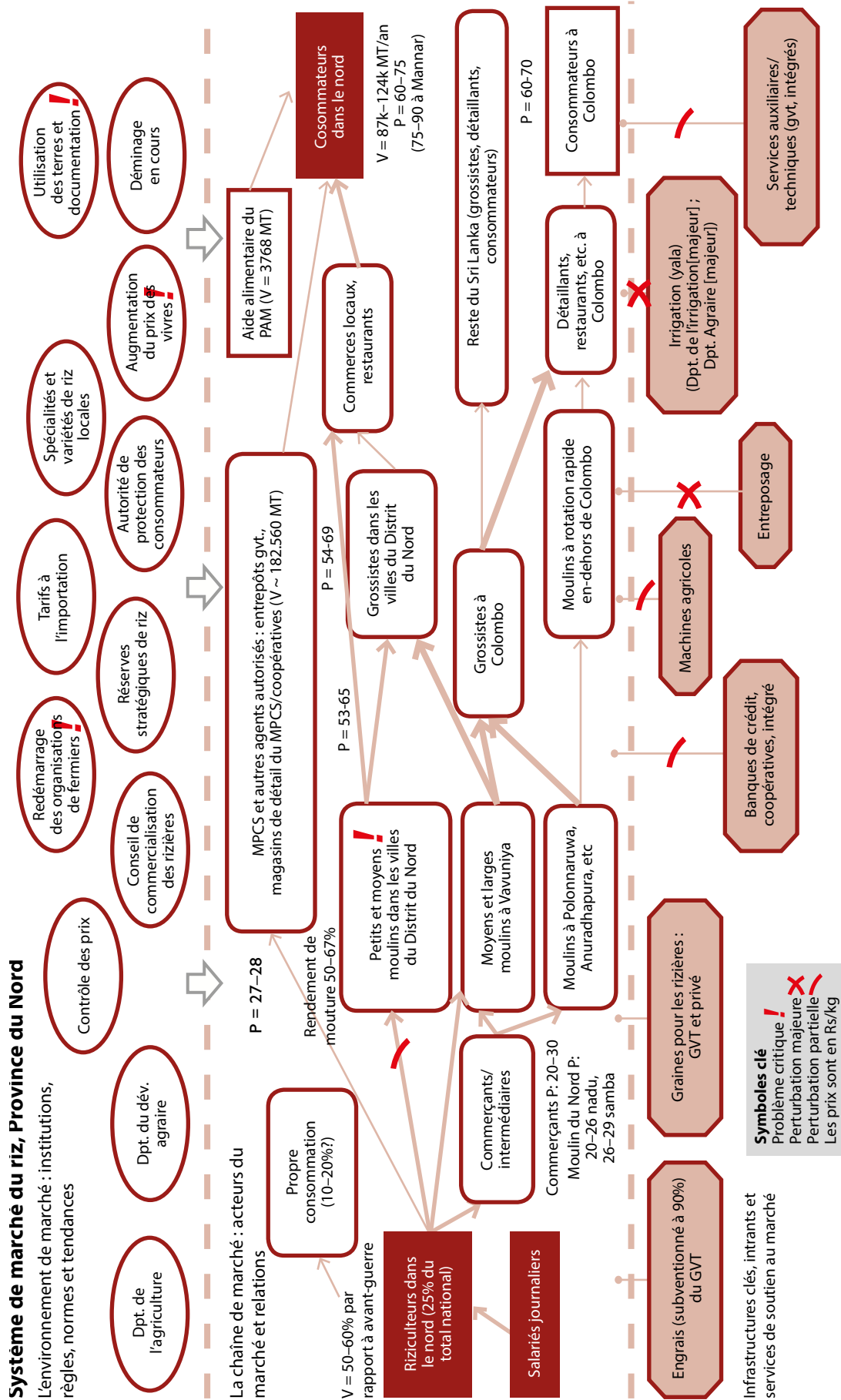
Les sondages effectués auprès des commerçants doivent indiquer les difficultés ou capacités potentielles pour le stockage et l'accès des commerçants à des fonds de roulement (crédit). Cela permettra de déterminer leur capacité à augmenter leur approvisionnement, les coûts induits et la durée de cette augmentation (ainsi que le temps nécessaire à cette tâche). Cela constitue également une tentative d'anticipation des pénuries potentielles. Les informations provenant des commerçants constituent l'un des aspects de la chaîne de commercialisation, parce que ces derniers sont le principal lien entre producteurs et consommateurs. Les commerçants fournissent très souvent un aperçu précieux des marchés, qui ne peut être déduit des données secondaires. Les sondages effectués révèlent également des informations sur le transport et le coût du transport. Il est aussi important de prendre en compte les besoins des commerçants afin de s'assurer que ce lien intermédiaire essentiel au sein de marchés fonctionnels est aussi stable et renforcé que possible.

La chaîne de marché des marchandises

La chaîne de marché d'un bien particulier est constituée des relations fondamentales entre les moyens de subsistance, les marchés et les institutions (tangibles et intangibles, formelles et informelles). Voici un exemple de chaîne de marché suivant la structure de cartographie de l'EMMA pour le système de marché du riz dans le nord du Sri Lanka, début 2011. Cette structure étudie les politiques générales et institutions qui influencent les marchés, la chaîne d'approvisionnement et de distribution du riz, ainsi que les perturbations et les problèmes essentiels qui touchent les acteurs ou institutions de la chaîne. Une analyse de la chaîne de marché peut être effectuée pour tout bien ou service pertinent, notamment les marchés du travail, les marchés liés au logement, à la santé, etc. L'analyse de la chaîne de marché tentera toujours de déterminer ce qu'il convient d'analyser ou non ; cela dépendra du contexte, des ressources et des contraintes rencontrées.

¹⁵ SENAC, Programme alimentaire mondial. *Orientations sur l'analyse et la prévision de la situation des marchés et protocole d'intervention*. Rome, août 2007.

FIGURE 2 : CARTOGRAPHIE EMMA DU SYSTÈME DE MARCHÉ DU RIZ DANS LE NORD DU SRI LANKA





Dans le cadre de l'analyse de marché, le but de l'analyse de la chaîne de marché est de comprendre : comment l'offre et la demande interagissent et sont perturbées à un moment précis dans le temps ; quelle sera leur réaction ; et ce que les interventions doivent cibler afin de stimuler des acteurs de marché clés, ceci dans le but de relancer les chaînes de marché ainsi que l'approvisionnement local en biens et services essentiels. En outre, les bénéficiaires ne doivent pas uniquement être perçus en tant que tels, mais aussi en tant qu'acteurs des marchés.

Les bénéficiaires en tant qu'acteurs de marché

L'un des éléments de l'analyse de la chaîne de marché qui n'est pas toujours abordé de manière adéquate est le problème des préférences des foyers, qui est abordé dans ce rapport. Les foyers entretiennent des relations complexes avec les marchés, qui influencent leurs véritables préférences pour un type de transfert. Cela signifie, par exemple, que l'accès des foyers aux marchés et leur confiance dans leur participation aux marchés, entre autres choses, influencent leur préférence pour une aide sous forme d'argent en espèces, de coupons ou en nature. Ainsi, les préférences pour une aide en nature ne peuvent pas être interprétées uniquement comme une indication, de la part des personnes interrogées, d'un échec des marchés, de même que les préférences pour une aide sous forme monétaire ne peuvent être interprétées comme une indication d'un bon fonctionnement des marchés¹⁶.

Étant donné que les préférences des bénéficiaires sont importantes à prendre en compte pour la conception des transferts par les organisations, celles-ci doivent fournir plus d'efforts afin de dégager et de mettre au jour ces préférences à travers un travail de sondage minutieux portant sur les dépenses, les revenus et les préférences. Des interventions pourraient également être conçues autour de ces préférences, ainsi que cela a été fait dans certains contextes où, par exemple, les organisations géraient le transport des bénéficiaires jusqu'aux marchés.

¹⁶ Les résultats d'une récente étude MIFIRA menée au Kenya a montré que les bénéficiaires préféraient l'association d'argent et de nourriture plutôt qu'exclusivement l'un ou l'autre, et que lorsque ces préférences étaient modélisées (à l'aide d'un modèle de régression logistique multinomial), les variables liées au marché n'indiquaient pas de préférence claire pour l'argent plutôt que pour la nourriture ou vice-versa. Cela a suggéré que les marchés étaient généralement perçus comme permettant d'échanger efficacement de l'argent contre de la nourriture et que les préférences en faveur de la nourriture ou d'une association argent-nourriture étaient aussi influencées par des facteurs non liés aux marchés. Ces derniers pouvaient être la confiance du foyer dans la participation aux marchés, le temps de trajet jusqu'aux marchés, etc. Voir également la note de bas de page 8. Voir Mude et al. *Manuscript: Responding to food insecurity: Employing the MIFIRA framework in rural Northern Kenya*. 2011.

SECTION 3 : AUTRES CONCEPTS ESSENTIELS DE L'ANALYSE DE MARCHÉ

Les concepts fondamentaux énoncés ci-dessus représentent un aperçu très vaste mais concis d'éléments à analyser dans le cadre de toute analyse de marché. Ils ne permettent cependant pas, en soi, d'acquérir une compréhension suffisamment bonne des marchés à appliquer aux programmes. La forte prévalence des programmes humanitaires dans les situations de conflit ou de fragilité, la prépondérance des interventions argent contre travail et les faits probants significatifs selon lesquels les foyers ont recours aux transferts afin de régler leurs dettes : tous ces facteurs appellent à une étude approfondie des marchés et de leurs acteurs. La pertinence de ces domaines de marché vis-à-vis des programmes humanitaires est abordée ci-dessous.

Par ailleurs, des techniques d'analyse de marché plus rigoureuses, qui impliquent l'examen de concepts fondamentaux aussi bien que de concepts supplémentaires définis ci-dessus, recèlent une valeur inestimable puisqu'elles permettent d'apporter à l'analyse un plus haut degré de précision et d'exactitude au profit des concepteurs de programmes. En plus d'une estimation plus précise des prix, des quantités, etc. au niveau local, régional ou mondial, ces techniques sont en mesure de montrer plus précisément comment mieux concevoir les interventions au-delà d'une approche « ne pas nuire », en vue de renforcer activement la résilience des foyers et des acteurs de marché. Afin de tenter de faire le lien avec des concepts plus techniques au profit de membres du personnel humanitaire non économistes, la section ci-dessous traite brièvement des éléments suivants : la valeur des techniques analytiques d'évaluation de l'intégration des marchés, l'élasticité de l'offre et de la demande, l'effet multiplicateur des marchés, ainsi que les techniques de modélisation des marchés.

Le marché du travail

Les liens entre les marchés du travail, l'insécurité alimentaire et les moyens de subsistance sont rarement bien compris par les analystes, qui traitent les marchés du travail en tant que variables indépendantes. Toutefois, cette vision évolue ; ainsi, le Programme alimentaire mondial introduit actuellement l'usage d'enquêtes sur le travail de manière intégrée lors de la phase d'évaluation des besoins en situation d'urgence. La participation des foyers au marché du travail affecte leur flux de trésorerie et leurs actifs. L'incapacité à participer aux marchés et le besoin de survie peuvent ainsi mener à des stratégies d'adaptation négatives telles que la vente forcée ou la participation à des activités indésirables. Le marché du travail peut agir en tant qu'indicateur des chocs de sécurité alimentaire (voir ci-dessous pour les indicateurs pertinents) ou bien attirer l'attention sur des zones où les marchés peuvent être moins bien intégrés que dans d'autres (voir graphique ci-dessous). Afin de comprendre la complexité des relations entre le travail et la production des foyers, d'une part, et leur consommation, d'autre part, il convient d'étudier le marché du travail pour une population donnée au fil du temps, dans l'optique de refléter les schémas liés à la saisonnalité ainsi que les schémas de migration. Naturellement, il est possible de mener des évaluations uniques portant sur un marché du travail à la suite d'une situation d'urgence et elles de telles évaluations déjà été menées avec succès à certaines occasions. Par exemple, des analyses EMMA ont été réalisées avec succès dans le cadre de travaux de construction en Haïti et de travaux agricoles au Liberia.



Dans un exemple en Afghanistan¹⁷, certains indicateurs du marché du travail liés aux tensions et aux chocs de sécurité alimentaire dans les hautes terres du centre du pays comprennent :

- un pic inhabituel des migrations vers Kaboul, l'Iran et le Pakistan, surtout durant les mois d'été lorsque la migration est généralement moins fréquente ;
- un nombre accru de travailleurs sans activité qui se tiennent sur la grande place ou aux principaux carrefours ;
- une baisse significative des taux de salaire journalier pour le travail manuel, ne consistant pas en un schéma saisonnier habituel ;
- un grand nombre de migrants de retour dans leur région à cause des politiques migratoires de l'Iran ou du Pakistan ;
- des surplus limités restant de la dernière saison des récoltes, qui peuvent réduire les possibilités d'emploi, notamment celles liées à la commercialisation et aux échanges ;
- la baisse du nombre et de l'importance des travaux publics planifiés et des projets de construction du NSP (National Solidarity Program) dans la région.

En de nombreuses occurrences, même s'il existe un nombre important de programmes d'argent contre travail (ou de vivres contre travail), beaucoup de programmes ne mènent toujours pas d'analyses du marché du travail, qui permettrait notamment de comprendre la saisonnalité, ou ne tiennent pas compte des mouvements de population ni de la demande liée au relèvement du marché du travail¹⁸. Bien que l'objectif des programmes d'argent contre travail puisse être fondé, par exemple, sur la sécurité alimentaire, une analyse du marché du travail s'avère néanmoins nécessaire afin de garantir que le travail n'est pas détourné de projets plus productifs.

Argent contre travail et les marchés du travail¹⁹

Au Sri Lanka, des erreurs sont survenues dans les programmes à cause d'un manque de compréhension du marché du travail. En effet, les salaires de l'intervention argent contre travail étaient fixés à 400 roupies sri lankaises par jour, contre 100 par jour avant le tsunami (100 roupies sri lankaises = 1 dollar américain). Les activités d'argent contre travail comprenaient le nettoyage des décombres, le traçage de routes et le dévasage d'étangs. Cela a créé une inflation ainsi qu'un manque de main d'œuvre pour les activités de subsistance telles que les micro-entreprises et l'agriculture. Les activités d'argent contre travail se sont superposées à la [pleine] saison agricole et la main d'œuvre n'a pas pu être embauchée à temps, puisque les salaires du travail agricole étaient moitié moindres par rapport à ceux de l'argent contre travail. Par conséquent, certains grands producteurs agricoles ont contracté des prêts bancaires et importé des moissonneuses. Maintenant que les activités d'argent contre travail ont pris fin, les travailleurs sont au chômage car les exploitations agricoles qui les employaient auparavant sont aujourd'hui mécanisées. Ces travailleurs sans terre doivent donc désormais trouver de nouveaux moyens de subsistance et ils nécessitent un accès à un capital auprès d'institutions de microfinance. Ils requièrent également des services non financiers, étant donné qu'ils doivent être encore formés pour devenir des entrepreneurs. Une meilleure conception des activités d'argent contre travail par une équipe d'aide humanitaire et des institutions de microfinance pourrait avoir minimisé les distorsions et encouragé les bénéficiaires à épargner, ce qui les aurait aidés par la suite à obtenir des prêts (Aheeyar, 2006²⁰).

¹⁷ FEWS NET. *Labour Markets, Livelihood Strategies and Food Security in Afghanistan*. Mai 2007

¹⁸ Voir Pakistan Emergency Food Security Alliance, *Lessons Learned*. Mai 2011

¹⁹ Banking with the Poor Network. *Microfinance and Cash For Work in Livelihood Restoration following a Natural Disaster*. 2006.

²⁰ Aheeyar. *Cash grants and microfinance in livelihood recovery in Tsunami affected areas of Sri Lanka*. Londres : Overseas Development Institute, 2006

Il ne suffit d'ailleurs pas toujours de fixer des taux de salaire assez bas pour atténuer de telles distorsions, puisque les foyers qui rencontrent des contraintes importantes peuvent ne pas se retirer eux-mêmes des programmes d'argent contre travail, malgré un salaire plus élevé et/ou des possibilités de travail qui permettent d'accumuler un capital autre part. Un exemple est montré ci-dessus.

Contraintes liées aux dettes et marchés du crédit

Les transferts monétaires ont été fréquemment utilisés par les bénéficiaires afin de rembourser leurs dettes, étant donné que l'endettement des ménages fait souvent partie des stratégies d'adaptation en cas de choc. Il ne s'agit pas nécessairement d'une stratégie d'adaptation négative ; le recours aux dettes, dans une mesure raisonnable, a toujours existé en tant que dispositif garantissant une consommation régulière dans le temps. Toutefois, il est fondamental de comprendre la prévalence du surendettement et la disponibilité du crédit, deux éléments qui requièrent une analyse des marchés du crédit. Si les foyers présentent des schémas de surendettement, cela pourrait suggérer que les marchés du crédit sont distordus, c'est-à-dire, que les marchés de prêt d'argent facturent des taux d'intérêt excessifs, par exemple en l'absence d'autres créanciers. Les interventions qui soutiennent le microcrédit ou d'autres institutions financières pourraient ainsi être justifiées.

La disponibilité de crédits plus élevés (à savoir, non pas des crédits de consommation individuels mais des prêts aux petits commerçants, par exemple), est une adaptation importante des marchés face aux changements prévus au niveau de l'offre ou de la demande. En effet, ce type de crédit agit en tant que facilitateur pour l'ensemble de la chaîne de marché. Ce genre d'analyse de marché du crédit peut être disponible auprès d'institutions de microfinance ou de banques dans la région concernée (qui, souvent, n'offrent pas de prêts non sécurisés pour les pauvres ou les petits commerçants. D'autre part, cette analyse peut nécessiter d'être intégrée uniquement aux analyses de marché existantes. D'autres analyses et études de cas plus pratiques doivent être commandées au sein de ce secteur important.

Il convient également de préciser que, souvent, les enquêtes portant sur les revenus et dépenses des foyers ne rendent pas compte, pour diverses raisons, du poids des dettes que ces derniers doivent rembourser. Ci-dessous, un exemple de journal des comptes d'un foyer pauvre montre la complexité et la sophistication de la manière dont les foyers gèrent les flux de trésorerie. Ces derniers sont pertinents pour comprendre comment les marchés du crédit et les transferts (monétaires ou en nature) influencent les dépenses du foyer.

TABLEAU 2: EXEMPLE DE BILAN D'UN MÉNAGE

Bilan de clôture de Hamid et Khadeja, novembre 2000			
Actifs financiers	174,80 \$	Passifs financiers	223,34 \$
Compte épargne de microfinance	16,80 \$	Compte de prêt de microfinance	153,34 \$
Épargne avec un garde-monnaie	8,00 \$	Prêt privé sans intérêts	14,00 \$
Épargne logement	2,00 \$	Avance sur salaire	10,00 \$
Assurance vie	76,00 \$	Épargne pour des tiers	20,00 \$
Envois d'argent au village natal	> 30 \$	Crédit commerçant	16,00 \$
Argent prêté	40,00 \$	Arriérés de loyer	10,00 \$
Espèces en caisse	2,00 \$		
Valeur financière nette	-48,54 \$		
Revenu annuel 840 \$ (env. 2 \$ par jour)			
Chiffre d'affaires annuel 965 \$			

²¹ Collins et al. *Portfolios of the Poor: How the world's poor live on \$2 a day*. Princeton University Press, 2009

Analyse de l'économie politique

Le contrôle de différents actifs et capitaux clés par des acteurs de marché peut se révéler extrêmement différent en situation d'urgence « normale », lorsque le flux de biens était auparavant régulier avant d'être affecté uniquement par des distorsions de marchés typiques, telles que des pannes d'infrastructures, par rapport à des situations complexes telles que des conflits. Les difficultés liées aux acteurs politiques et à la gouvernance dans ce dernier cas interagissent avec les flux de capitaux et les problèmes de sécurité qui entraînent des conséquences pour les acteurs de marché, ainsi que pour l'analyse de marché. L'étude de la manière dont les marchés peuvent être évalués peut mener à des recommandations importantes en matière d'analyse des interventions. Cela est valable lorsque l'évaluation concerne non seulement les prix et les flux de marchandises, mais aussi la compréhension de la manière dont les acteurs puissants restreignent les flux de marché. Voici une liste de questions qu'il convient de poser²².

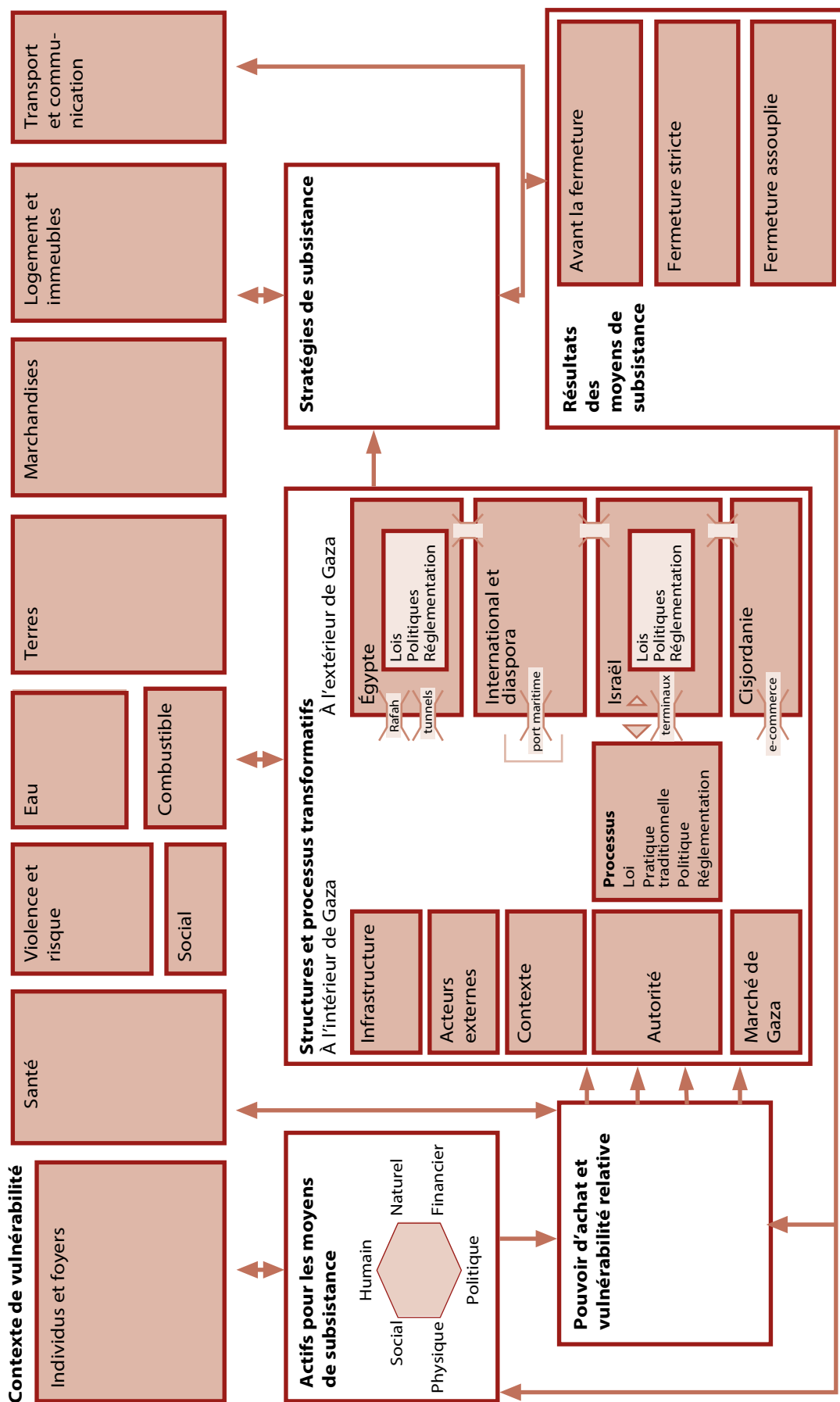
- Y a-t-il un chevauchement entre les principaux acteurs de marché et ceux impliqués dans le conflit ?
- Le marché encourage-t-il les liens entre les groupes séparés par le conflit ou renforce-t-il les divisions ?
- Des groupes spécifiques affectés par le conflit (tels que les anciens combattants) peuvent-ils réellement participer à ce marché ?
- Comment le conflit affecte-t-il le marché et vice versa ? Renforce-t-il les inégalités existantes ? Les tendances de marché influent-elles sur les dynamiques du conflit, que ce soit positivement ou négativement ? Comment les évolutions du conflit affectent-elles ce marché ?

Par exemple, une récente analyse menée par le CICR à Gaza a superposé la carte d'analyse de la vulnérabilité/du conflit²³ avec l'analyse EMMA pour trois périodes de temps : avant le blocus, pendant le pic du blocus et pendant le relâchement du blocus. Le but était de comprendre comment les flux de marché sont restreints par une activité de nature politique. Même si ces résultats sont encore à paraître, ils suggèrent que les questions de fonctionnement du marché et d'accès à celui-ci, qui sont intrinsèquement et entièrement liées aux équilibres politiques, peuvent être analysées conjointement et rapidement à l'aide d'outils existants. Les résultats indiquent aussi que les opportunités actuelles pour l'analyse de marché peuvent évoluer dans le bon sens.

²² USAID : http://apps.develebridge.net/amap/index.php/Applying_a_Conflict_Lens_throughout_the_Project_Cycle

²³ Humanitarian Action in Conflict: Implementing A Political Economy Approach. L'adaptation de ce cadre de travail au contexte de Gaza, superposé au cadre de travail EMMA, a été réalisée par Ben Mountfield.

FIGURE 4 : CARTOGRAPHIE DE LA VULNÉRABILITÉ



Cette analyse a indiqué les domaines qui ne font actuellement pas l'objet de recherches suffisantes et qui doivent contribuer aux analyses de marché futures. Tous ces domaines ne peuvent pas être analysés dans tous les contextes à cause d'un manque d'information et de temps, mais il est essentiel de reconnaître leur importance et d'en prendre conscience.

Les concepts ci-dessus doivent donc être étudiés, lorsque cela est possible, en tant que partie intégrante de l'analyse de marchés en cours, en même temps que les marchés de marchandises pertinents liés aux objectifs de l'organisation. La section ci-dessous examine des concepts ou techniques « plus avancés » pour l'analyse de marché, qui sont généralement mis en œuvre par des économistes ou des spécialistes techniques mais dont la valeur doit être mieux comprise par le personnel humanitaire non économiste, de sorte qu'il puisse décider quand commander une telle analyse et comment l'interpréter.

L'intégration des marchés

Comme cela est expliqué dans la boîte à outils EMMA, un système de marché est intégré lorsque les liens entre les acteurs locaux, régionaux et nationaux fonctionnent bien. Cela signifie simplement que l'intégration des marchés évalue dans quelle mesure les biens circulent entre les marchés, notamment entre les zones de surplus et de déficit.

Dans un système de marché intégré, tout déséquilibre de l'offre et de la demande dans une région est compensé par un mouvement de biens relativement aisé depuis d'autres marchés locaux ou régionaux. On observe donc un réajustement suite à une situation d'urgence et les biens circulent d'un endroit à l'autre à différentes vitesses, avec des prix qui reflètent les coûts du transport, par exemple, et sans autres distorsions. Une intégration complète du marché fait référence à la situation dans laquelle un changement de prix dans un marché donné (pour le bien X) est entièrement transmis à un autre marché géographiquement distinct (pour le même bien), à l'exception des coûts de transport²⁴. Cela indique le degré d'isolement des marchés et donc, la capacité des marchés à répondre à des flux changeants, par exemple, sans affecter les prix de manière disproportionnée.

Les retombées pour le secteur humanitaire s'avèrent claires. L'évaluation du niveau d'intégration des marchés peut amener à comprendre si les interventions contribueront à une hausse ou baisse des prix sur les marchés (intégrés ou non). Un haut niveau d'intégration entre le marché local et le marché mondial impliquera par exemple la possibilité que des crises mondiales telles que la crise des prix alimentaires de 2007-2008 puissent entraîner une flambée des prix à l'échelle locale.

L'intégration des marchés peut, en fin de compte, être perçue comme une mesure de la fonctionnalité des marchés ; elle est donc extrêmement pertinente pour le choix de la stratégie d'intervention. De manière générale, plus le niveau d'intégration est élevé, plus une stratégie faisant appel aux transferts monétaires devrait être efficace et optimisée.

Élasticité de l'offre et de la demande, et modélisation des marchés

Divers modèles ont été utilisés par le passé afin d'évaluer la disponibilité de la nourriture dans des contextes d'urgence, l'approvisionnement agricole en réaction à des chocs affectant les marchés (chocs en situation d'urgence) et d'autres paramètres de fonctionnement des marchés. Ces modèles peuvent être d'une complexité

²⁴ Voir l'examen plus approfondi de la question dans Rapsomanakis et al, *Market Integration and Price Transmission in Selected Food and Cash Crop Markets of Developing Countries: Review and Application*. Food and Agriculture Organization.

variable et ils ont été utilisés par le passé avec différents niveaux de réussite afin de prédire et prévoir des changements affectant l'offre et la demande. Ces modèles sont limités, par exemple, par la disponibilité des données et par leurs hypothèses de base qui peuvent exclure certaines variables.

Les deux concepts d'élasticité des prix pour l'offre et la demande (que l'on nomme habituellement l'élasticité de l'offre et l'élasticité de la demande), qui font partie intégrante de ces modèles, peuvent se révéler très utiles pour estimer de manière précise (par l'évolution des pourcentages) comment l'offre et la demande seront affectées en réaction aux modifications de prix. L'élasticité des prix pour l'offre fait référence à la réactivité de l'offre aux changements de prix et l'élasticité de la demande correspond à la réactivité de la demande à ces changements. La définition exacte de l'élasticité des prix de l'offre est : le pourcentage de changement de l'offre divisé par le pourcentage de changement du prix pour un bien donné. Cela prend en compte la disponibilité des intrants, la complexité de la chaîne d'approvisionnement, la mobilité du travail et du capital, les inventaires et l'entreposage et de nombreux autres facteurs.

S'ils sont conçus avant la situation d'urgence comme ils le devraient, ces modèles sont, par conséquent, capables d'évaluer rapidement les éléments suivants après une situation d'urgence: la manière dont l'offre et la demande pourraient évoluer et dans quelle mesure ; et la manière dont l'inflation observée et prédite interagira avec les interventions. Ils peuvent donner des estimations correctes des marchandises disponibles, des prix et de la disponibilité dans le temps. Ces modèles peuvent également évaluer dans quelle mesure les interventions elles-mêmes affecteront les marchés, de manière à chiffrer précisément la probabilité d'une inflation provoquée par une intervention ou d'un effet de dissuasion sur les marchés locaux, par exemple. Ils sont donc en mesure de recommander des options d'intervention plus affinées avec une plus grande certitude. Par exemple, au Turkana, des résultats portant sur la capacité d'intervention différentielle des petits et grands commerçants ont apporté un aperçu de l'importance relative de la qualité des infrastructures, des prix en tant que signaux d'investissement et d'autres facteurs²⁵.

Les outils EMMA et MIFIRA évaluent les commerçants et la chaîne d'approvisionnement mais ils ne constituent pas, en soi, des modèles de marché. Suivant la complexité du contexte et l'échelle de l'intervention à concevoir, notamment si elle est prévue pour le long terme, le fait de commander ce type d'analyse de marché peut fournir des perspectives indispensables qui ne pourraient être obtenues au moyen d'autres outils.

Comprendre l'effet multiplicateur

Les injections d'argent (et d'articles en nature obtenus localement) engendrent des effets plus conséquents sur les marchés que ne le fait l'ensemble des transferts en eux-mêmes, par le biais de ce que l'on nomme l'effet « multiplicateur ». La somme d'argent croissante détenue par les foyers mène à des dépenses accrues en matière de nourriture, de santé et d'éducation, à un investissement dans des actifs productifs, au remboursement des dettes et à l'épargne. Ces éléments stimulent à leur tour l'emploi local et d'autres achats locaux, ce qui entraîne une hausse des revenus générés dans l'économie locale (auxquels il faut, bien sûr, soustraire les dépenses liées aux importations). L'effet « multiplicateur », c'est-à-dire, la mesure dans laquelle une hausse de l'argent détenu mène à une hausse des revenus, peut avoir des conséquences étonnamment variées d'un contexte à l'autre²⁶. Les acteurs qui profitent de l'effet multiplicateur et les avantages qu'ils en tirent varient également d'un contexte à l'autre.

²⁵ De Matteis, A. *Market Functioning in Turkana District, Kenya*. 2006.

²⁶ Une revue documentaire sur les coefficients multiplicateurs régionaux réalisée par Concern a indiqué les estimations de coefficients suivantes : de 2,94 au Malawi à 1,2-1,7 dans les régions du Royaume-Uni de taille similaire au Malawi ; et de 2,24 à Portoviejo, en Équateur, à 1,25-1,69 au Nicaragua (avec l'emploi en tant que variable indicative dans ces derniers cas). L'étude en elle-même a indiqué un coefficient de 2,28 et de 2,79 pour Dowa ville du centre du Malawi. Voir Davies, Simon. *Making the Most of it: A Regional Multiplier Approach to Estimating the Impact of Cash Transfers on the Market*. Concern Worldwide, 2008.

Dans le cadre du programme DECT de Concern au Malawi, le coefficient multiplicateur était d'environ 2,28 ; ainsi pour chaque dollar américain injecté, un total de 2,28 dollars de revenu était stimulé et créé. La valeur réelle du coefficient variait en fonction de la quantité hypothétique de biens achetés par les bénéficiaires au sein de l'économie locale.

En Ouganda, une approche a été suivie pour tenter de retracer les effets multiplicateurs en dessinant la trajectoire des injections d'argent au profit des bénéficiaires (analyse « qualitative » des coefficients multiplicateurs). Il a été noté que « les commerçants locaux ne bénéficiaient pas des dépenses effectuées par les participants au projet autant que ce qui était attendu et, en réalité, les grands commerçants tiraient avantage des dépenses des producteurs agricoles moyens et des commerçants locaux. Au final, les autorités ont gagné presque 3 % des injections d'argent sous forme de taxes et de frais de services. Elles prévoyaient d'ouvrir de nouveaux marchés de bétail locaux (Okwang) afin de répondre à la demande future (et de tirer un plus grand revenu des échanges informels)²⁷».

L'étude de Concern Worldwide au Zimbabwe a montré que le coefficient multiplicateur pour les transferts monétaires était de 2,59 contre seulement 1,67 pour l'aide alimentaire (en supposant que 20 % de la nourriture était utilisé pour faire du troc). « Les transferts monétaires ont provoqué un impact beaucoup plus positif sur les marchés locaux que l'aide alimentaire²⁸».

L'importance de comprendre l'effet multiplicateur des interventions sur les marchés (une estimation quantitative) peut fournir des comparaisons, par exemple entre les options d'intervention, mais une analyse qualitative des effets multiplicateurs peut également se révéler extrêmement utile. En effet, cette dernière indique les groupes qui bénéficient le plus des injections d'argent, ceux à renforcer afin de consolider le système de marché et ceux qui ne tirent pas autant d'avantage des injections et qu'il faut soutenir.

De plus, le fait de savoir comment le marché multiplie l'effet des injections sera particulièrement pertinent dans le cadre du choix des personnes à cibler, ainsi que de la manière d'intervenir et du moment opportun. La capacité d'évaluer l'effet multiplicateur permet en fin de compte de faire un choix plus raisonné, motivé de façon empirique et non pas fondé sur une idéologie (ce qui réduit, par exemple, la dépendance vis-à-vis de l'analyse qualitative). Afin de comprendre l'évaluation du coefficient multiplicateur, il convient d'effectuer une analyse de marché systémique très rigoureuse et, au final, cela détermine probablement les critères les plus pertinents pour une sélection des options d'intervention. Tandis que les contraintes de temps peuvent empêcher les résultats obtenus de contribuer aux interventions immédiates, ce type d'analyse doit être commandé lorsque cela est possible afin d'apporter des résultats qui influenceront une phase ultérieure des interventions en situation d'urgence.

²⁷ Creti, P. The Impact of Cash Transfers on Local Markets. CaLP. 2010.

²⁸ Concern Worldwide. *Hard Cash in Hard Times: Cash Transfers Versus Food Aid in Rural Zimbabwe*. Avril 2011.

SECTION 4 : COMMENT L'ANALYSE DE MARCHÉ PEUT CONTRIBUER AU CYCLE DE PROJET

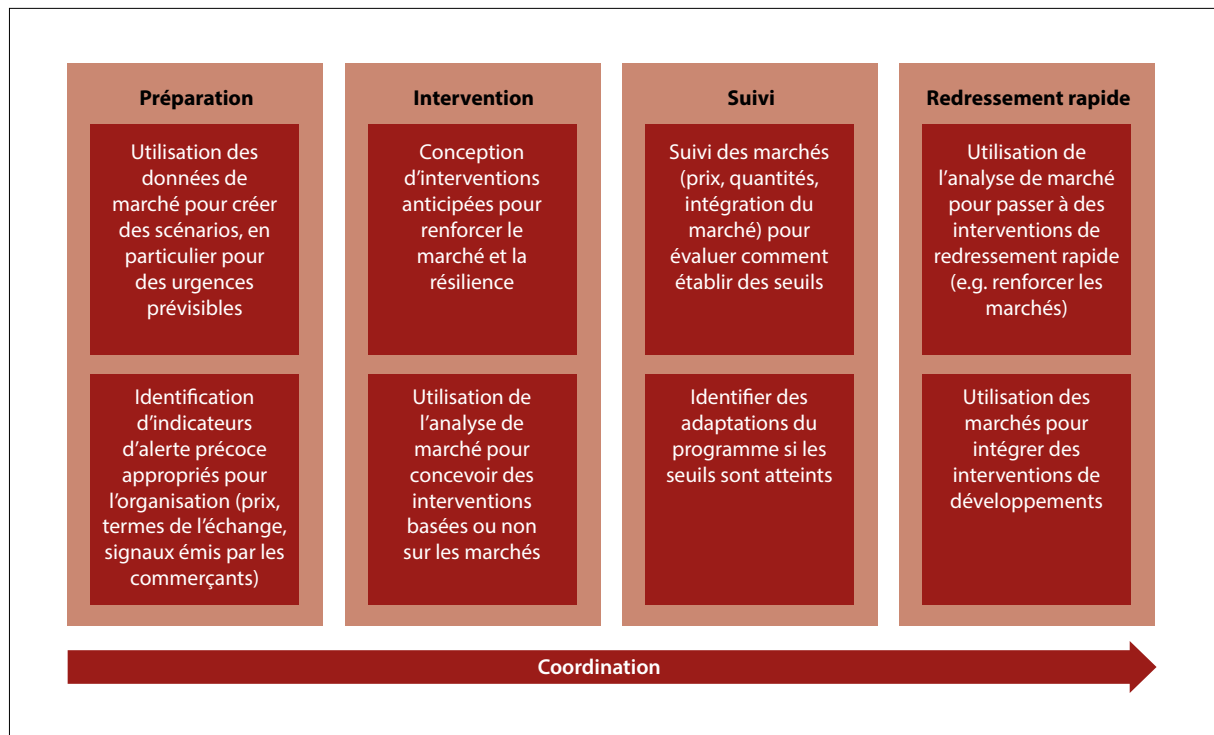
Jusqu'ici, dans le cadre des pratiques actuelles, l'analyse de marché a surtout été utilisée lors de la phase d'intervention, tandis que quelques organisations ont eu recours à un suivi des prix dans le but d'ajuster leurs programmes au cours du deuxième ou troisième cycle de mise en œuvre. Toutefois, l'analyse de marché est également essentielle pour contribuer à la préparation (lors des phases de planification d'urgence et d'alerte précoce) ainsi qu'à l'intervention précoce, à l'intervention traditionnelle, à l'intervention alternative aux options fondées sur les transferts, au suivi et aux ajustements continus, de même qu'aux stades de relèvement rapide et de développement. Au cours de ces étapes, les résultats de l'analyse de marché peuvent également être pris en compte dans les évaluations d'optimisation des coûts et d'efficacité par rapport aux coûts.

De nombreuses interventions d'urgence, si ce n'est la majorité, sont menées sans l'aide des éléments suivants : la planification des mesures d'urgence, le délai d'alerte précoce et de transition, et des données de référence fiables. Dans de telles situations, l'utilisation des marchés en tant qu'instruments de stimulation des moyens de subsistance et de garantie de la sécurité alimentaire est limitée. Par ailleurs, la contribution de l'analyse de marché au choix de l'intervention a tendance à être dominée par une approche défensive visant à limiter les risques d'inflation des prix même si, très rarement, des estimations des prix suite à l'intervention sont réalisées. Par exemple, le manque de signaux d'alerte précoce concernant les prix²⁹ (ou d'autres « signaux de pénurie » par le biais d'autres données) réduit le temps disponible pour les interventions et restreint la conception des programmes, limitant aussi, en fin de compte, la résilience des moyens de subsistance. Le manque de données de référence fiables restreint l'analyse des lacunes et peut mener à des montants de transfert, une coordination des transferts dans le temps, une échelle et une conception des programmes inappropriés.

La difficulté ne réside pas seulement dans le manque de données en elles-mêmes. Elle dépend aussi de la capacité à comprendre des données complexes liées aux prix et aux marchés, issues de systèmes d'alerte précoce, ainsi que de l'aptitude à intégrer cela à la planification des mesures d'urgence et aux analyses de référence qui contribuent aux analyses d'interventions. Bien que les données puissent être collectées par d'autres organisations, la présence d'analystes de marché est tout de même nécessaire au niveau opérationnel afin de traduire l'analyse en décisions. Ce pré-requis concernant les capacités est abordé plus bas dans ce rapport. Le graphique ci-dessous présente brièvement les actions à entreprendre afin d'intégrer l'analyse de marché au cycle de projet. Puis, chaque phase sera abordée une par une.

²⁹ Naturellement, tous les signaux liés au prix ne concernent pas des pénuries.

FIGURE 5 : VUE D'ENSEMBLE DE L'ANALYSE DE MARCHÉ DANS LE CYCLE DE PROJET



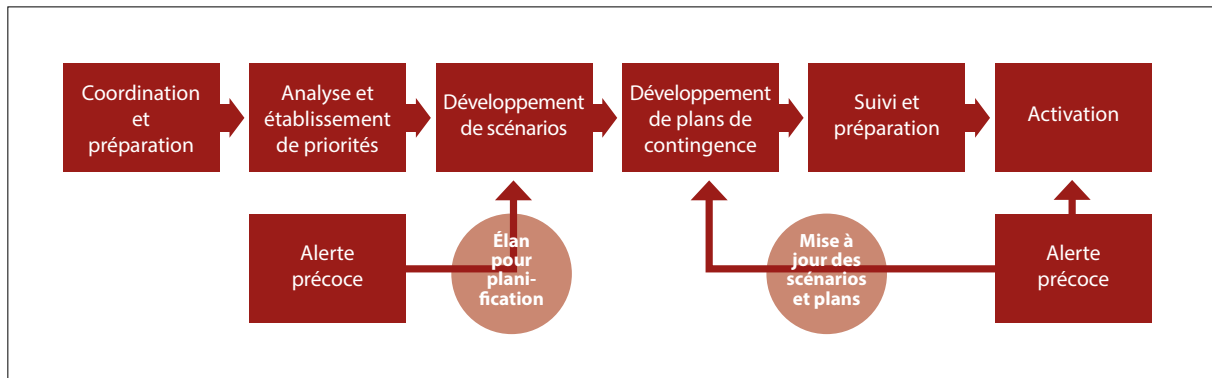
La préparation

L'étape de préparation d'urgence englobe la planification des mesures d'urgence et l'alerte précoce. Dans les pays exposés à des catastrophes ou conflits récurrents ou bien dans les régions où les situations d'urgence sont prévisibles, les organisations humanitaires devraient investir plus de ressources et de temps dans la planification des mesures d'urgence, qui fait appel à l'analyse de marché et aux interventions fondées sur les marchés. Le corollaire est que chaque organisation devra également élaborer, en se fondant sur son mandat et ses objectifs, un système permettant d'interpréter les signaux d'alerte précoce (ainsi que des indicateurs pour ces signaux, par exemple) par le biais des données relatives au fonctionnement des marchés (ainsi que précisé plus haut), que ce soit le prix des articles alimentaires, les termes de l'échange liés au travail et aux marchandises ou à la migration de travail, etc. Par ailleurs, afin d'éviter la répétition et de garantir la spécialisation du travail, une coordination précise est indispensable entre les organisations.

Le réseau *Famine Early Warning Systems Network* (FEWS NET) dispose d'un modèle de planification des mesures d'urgence³⁰, comme indiqué ci-dessous, ce qui est utile pour déterminer quand cette planification peut être activée par les signaux d'alerte précoce.

³⁰ FEWS NET. The Contingency Planning Process. Site web de FEWS NET. <http://www.fews.net/ml/en/info/Pages/plancpp.aspx>

FIGURE 6 : MODÈLE DE PLANIFICATION D'URGENCE DE FEWSNET



La manière dont l'analyse de marché peut être incorporée à la planification des mesures d'urgence comporte deux aspects. Le premier consiste à s'assurer que des systèmes sont mis en place afin d'effectuer un suivi des marchés et qu'ils sont capables de générer des signaux d'alerte précoce. Le second consiste à réagir à ces signaux en développant une planification des mesures d'urgence tenant compte des changements attendus au niveau du fonctionnement du marché. Les scénarios qui prennent en compte les changements attendus liés à la disponibilité et aux prix seront nécessaires. Pour chacune de ces étapes, il est indispensable de rassembler des données de référence et de comprendre les éléments déclencheurs de l'alerte précoce, de même que de retracer, par la suite, la manière dont les marchés évolueront au cours de la situation d'urgence.

Ainsi, lors des situations d'urgence, l'inflation est souvent engendrée par des facteurs externes. La planification des mesures d'urgence relative à de tels événements peut tenir compte, entre autres, de l'évolution des prix et des programmes, comme l'illustre l'exemple ci-dessous, au Lesotho.

Le document de conception du programme pilote de transfert monétaire de World Vision International³¹ au Lesotho comprend une section sur les plans de mesures d'urgence pour différents événements. En voici quelques exemples.

- Les changements au niveau du prix des denrées alimentaires de base (par rapport à octobre 2007). Des actions de planification de mesure d'urgence sont suggérées pour différents scénarios (différents niveaux d'augmentation des prix ainsi qu'une baisse des prix). Les mesures envisagées comprenaient : l'absence d'action, l'accroissement de la valeur du transfert monétaire (lié à la hausse des prix observée), et la modification du programme selon les consultations avec les bénéficiaires (en changeant le transfert d'argent contre de la nourriture).
- Les points de distribution comme cibles de vols. Dans ce cas, les options de mesures d'urgence pourraient inclure un débat avec l'agent de transfert monétaire sur les améliorations à appliquer au système, ainsi qu'une suspension du programme.

Le processus de planification des mesures d'urgence requiert une analyse judicieuse. Il est important qu'il soit régulièrement réexaminé et que, si nécessaire, certains indicateurs soient révisés à mesure que l'organisation comprend mieux la situation.

³¹ Lor-Mehdiabadi et al. *Evaluation and Review of the Use of Cash and Vouchers in Humanitarian Crises: Part 2: Review Report*. Direction générale de l'aide humanitaire de la Commission européenne. 2008.



Une planification qui s'appuie sur des scénarios prend par exemple en compte la manière dont l'accès aux marchés pourrait être affecté par des inondations, de possibles fluctuations des prix et pénuries. Cette planification recommande également des options de réactions à ces cas de figure. Ainsi qu'une personne interrogée l'a fait remarquer, l'outil EMMA peut être utilisé afin de : faire un arrêt sur image avant une situation d'urgence (ou pendant les premières phases d'une situation d'urgence à évolution lente) ; planifier des mesures d'urgence (qui ont recours à des scénarios) ; et tester si les marchés peuvent fournir les quantités nécessaires avant une étape donnée de la situation d'urgence.

Ainsi, FEWS NET dispose de systèmes d'alerte précoce liés à la fois aux marchés nationaux et locaux, notamment du point de vue des moyens de subsistance. Ces données précieuses sont aussi accompagnées d'une analyse portant sur plusieurs régions et elles incluent non seulement des informations sur les prix mais aussi sur le fonctionnement des marchés. Les communautés de commerçants s'appuient sur ces données afin de générer un revenu. Les systèmes d'alerte précoce doivent être développés de façon plus approfondie et être accessibles dans les régions et pays exposés à des catastrophes ou situations d'urgence récurrentes. D'autres systèmes permettant de rassembler des données de suivi pertinentes (principalement dans le domaine de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance) sont énumérés ci-dessous. Une version plus complète de ce tableau indiquant les pays et les marchandises est accessible en annexe.

Systèmes de suivi alimentaire et d'alerte précoce

- **GIEWS** : *Global Information and Early Warning System* de la FAO
- **FEWS NET** : réseau *Famine Early Warning System* de l'USAID
- **GMFS** : *Global Monitoring for Food security*
- **VAM** : unité *Vulnerability Analysis and Mapping* du Programme alimentaire mondial
- **MARS-FOOD** : Surveillance de l'agriculture par télédétection (MARS), de la Communauté européenne et du Centre commun de recherches (CCR)
- **EARS** : *Environmental Analysis and Remote Sensing*
- **AP3A** : Alerte Précoce et Prévision des Productions Agricoles (CILSS/Agrhymet) au Sahel, donc uniquement dans certains pays africains
- **SADC** : *Regional South African Early Warning System for Food Security*
- **DMC** : *Drought Monitoring Centres* (SADC/IGAD) dans l'est de l'Afrique centrale

Source : GMFS, <http://www.gmfs.info>

Même si la disponibilité des données liées à l'alerte précoce est importante et doit faire l'objet d'un soutien, la capacité des organisations à interpréter ces informations d'alerte précoce ainsi qu'à planifier une intervention adéquate doit également être développée.

Les interventions

Dans les premières occurrences de mise en œuvre d'analyses de marché dans les programmes de transfert monétaire, de même que pour l'aide en nature, on observait une reconnaissance croissante du fait que l'analyse de marché avait révélé la viabilité des interventions humanitaires non traditionnelles qui étaient normalement considérées comme étant du domaine des organisations de développement. En voici quelques exemples.

Premiers exemples de mise en œuvre d'analyses de marché et d'options d'intervention

À Aceh, Oxfam a étudié l'impact de l'aide alimentaire sous forme de nourriture importée sur les marchés de la province, peu après le tsunami. L'ONG a découvert que l'aide alimentaire était couramment revendue et qu'un conseil de commercialisation des céréales existant avait disposé, en réalité, d'un surplus suffisant et de la capacité à répondre aux besoins en situation d'urgence. *En conséquence de l'aide alimentaire, les commerçants locaux ont observé une chute importante de leurs ventes. Ils en ont conclu que les marchés de marchandises avaient été bien implantés avant le tsunami, que les principaux stocks de riz et la chaîne de marché avaient été largement épargnés par la catastrophe, et que, par conséquent, il aurait été préférable d'avoir recours à un programme monétaire ou de coupons*³².

En octobre 2005, un puissant tremblement de terre a frappé la région du Cachemire administrée par le Pakistan ainsi que la Province de la frontière du Nord-Ouest, faisant plus de 73 000 victimes. Après une évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence, le PAM a décidé de mener une évaluation de marché et une enquête auprès des commerçants dans les régions les plus en proie à l'insécurité alimentaire. L'application d'une analyse de marché « en temps réel » s'est avérée utile dans le contexte de cette situation d'urgence à déclenchement rapide, puisque certains marchés avaient été détruits alors que d'autres s'étaient déjà relevés. *L'enquête a permis de peaufiner le ciblage et la conception de l'opération prolongée de secours et de redressement (PRRO), et elle a conclu que l'aide alimentaire dans les zones urbaines aurait très probablement entravé le relèvement du marché. Ainsi, les distributions d'aide alimentaire du PAM se sont vu redirigées vers les zones rurales*³³.

Dans le nord de l'Afghanistan, après un programme d'argent contre travail, les acteurs ont réalisé que *ce n'était sans doute pas l'argent gagné par ce biais qui provoquait l'impact majeur sur les moyens de subsistance, mais plutôt les avantages conférés par les infrastructures-mêmes restaurées dans le cadre des projets, telles que les routes, les ponts, les puits, le matériel d'approvisionnement en eau potable, les bâtiments scolaires et les protections contre les inondations. Le transport de biens depuis et vers les marchés locaux s'est radicalement amélioré et il a été accompagné d'une chute nette des coûts de transport en de nombreuses occurrences. En outre, l'ouverture de nombreuses boutiques, qui ont fait démarrer le commerce le long des axes routiers, a facilité l'accès aux denrées de base*³⁴.

Suite au développement des outils EMMA et MIFIRA pour l'analyse d'interventions, ces deux ou trois dernières années, un nombre conséquent d'analyses de marché a été mené dans le cadre de l'analyse des interventions. La plupart de ces analyses ont fait appel aux outils EMMA, afin de définir quelles options de transfert utiliser (argent, coupons ou en nature). Les entretiens avec certains membres du personnel ont indiqué qu'ils percevaient l'analyse de marché comme un outil permettant de peaufiner les interventions prédéterminée (telles que les interventions d'argent ou en nature), suivant le mandat de chaque organisation. Un résultat intéressant de ces rapports est le fait qu'ils recommandent des interventions sur les marchés alternatives, souvent en tandem avec des transferts traditionnels (bien que ces interventions ont été mises en œuvre seulement dans un très faible nombre de cas).

Le tableau ci-dessous indique les dix meilleures interventions recommandées par trois rapports EMMA, qui montrent la vaste gamme d'interventions fondées ou non sur les marchés qu'une analyse de marché peut engendrer, depuis les transferts jusqu'au soutien aux marchés, en passant par le plaidoyer en faveur de politiques générales. Voir l'annexe pour une comparaison des vingt rapports EMMA disponibles au moment de la publication de la présente étude.

³² Ibu, M. et Murphy, E. *Market Analysis Tools in Rapid-Onset Emergencies: Phase One Report*. Warwickshire : Practical Action Consulting, 2007.

³³ Programme alimentaire mondial, instructions SENAC, Vol. 2, juillet 2006.

³⁴ Harvey et al. *Cash for Work: A Contribution to the International Debate based on Lessons Learnt in Afghanistan*. Eschborn : GTZ, 2009.

TABLEAU 3: 10 RECOMMANDATIONS PRINCIPALES POUR DES INTERVENTIONS BASÉES SUR LES MARCHÉS DE 3 QUESTIONNAIRES EMMA

Analyse de marché	Système de marché du riz, province du nord, Sri Lanka, mars-avril 2011	Système de marché de la construction à Port-au-Prince, Haïti	Système de marché des feuilles de tôle ondulée galvanisée, Haïti
Période	Mars-avril 2011	Du 7 au 17 février 2010	Du 7 au 17 février 2010
Organisations	OFDA de USAID pour USAID au Sri Lanka	L'IRC, la Croix-Rouge américaine, la Croix-Rouge haïtienne, FICR, Save the Children, Mercy Corps, Oxfam GB, ACDI/VOCA, PAM et FEWS NET.	L'IRC, la Croix-Rouge américaine, la Croix-Rouge haïtienne, FICR, Save the Children, Mercy Corps, Oxfam GB, ACDI/VOCA, PAM et FEWS NET.
Intervention 1	Stockage amélioré, en se fondant sur les préférences des agriculteurs : stockage commun ou individuel ; à l'échelle des habitations ou du village ; dans des centres de services agricoles ou des coopératives polyvalentes	Coordination par les parties prenantes au sujet de la façon de réagir face à un régime foncier peu clair	Distribution d'argent aux foyers pour qu'ils achètent eux-mêmes des feuilles de tôle ondulée galvanisée (et d'autres matériaux de construction)
Intervention 2	Approvisionnement en pompes à eau et matériel d'irrigation	Recrutement à court terme d'ingénieurs du génie civil et de techniciens de la diaspora locale afin d'éviter de drainer le secteur privé local de ses compétences existantes	Approvisionnement en feuilles de tôle ondulée galvanisée pour le marché local et distribution aux foyers affectés
Intervention 3	Contribution à la documentation foncière	Mise à jour du cursus de formation spécialisée et professionnelle afin de tenir compte de l'impact du tremblement de terre	Distribution de coupons pour l'achat de marchandises échangeables chez les commerçants locaux contre de la tôle ondulée galvanisée
Intervention 4	Diversification au profit d'autres activités agricoles : élevage de bétail ; cultures de rente telles que l'oignon, le piment, la noix de coco et/ou d'autres plantes de grande culture ; activités adaptées à la région et à la demande du marché	Formation de maçons, charpentiers, électriciens, etc. par des ONG (par exemple, VSO et Habitat for Humanity International dispensent ce genre de formations) ; mise en relation de la formation avec des possibilités d'approfondissement (formation en apprentissage, prêts aux petites entreprises, etc.)	Recapitalisation directe des institutions de microfinance existantes
Intervention 5	Soutien aux entreprises nouvelles et novices liées au domaine agricole : moulins à riz à l'échelle du village et épiceries de détail, location sous contrat de matériel pour les récoltes, etc.	Plateforme pour l'emploi sur Internet, dans le secteur de la construction afin de mettre en relation les sociétés locales à la fois avec les travailleurs locaux et ceux de la diaspora	Subventions en espèces allouées aux petits détaillants qui ont perdu leur stock et leur boutique, pour la reconstruction de celle-ci et le relèvement de leur entreprise
Intervention 6	Stimulation des organisations et associations d'agriculteurs (le cas échéant, via des coopératives polyvalentes)	Améliorer la communication avec le public au sujet : de l'aide au dégagement des décombres, des droits de propriété, des permis de construire, de l'aménagement du territoire, etc.	Plaidoyer en faveur des acteurs de la reconstruction (ONG, gouvernement, Nations unies, etc.) afin d'optimiser les infrastructures de marché existantes



SECTION 4 : COMMENT L'ANALYSE DE MARCHÉ PEUT CONTRIBUER AU CYCLE DE PROJET

Intervention 7	Réhabilitation des infrastructures d'irrigation	Soutien aux institutions de formation existantes 1. Réhabilitation et reconstruction des équipements 2. Renforcement des capacités chez le personnel encadrant, le personnel enseignant et le personnel des institutions locales (en lien avec les changements dans l'application des normes antisismiques) 3. Formation en apprentissage et facilitation de l'entrée des apprentis sur le marché	Système de suivi des prix pour les matériaux de construction (ciment, granulats, sable, bois, barres d'armature et feuilles de tôle ondulée galvanisée chez les principaux fournisseurs à Port-au-Prince)
Intervention 8	Encourager la mise en relation des acheteurs avec les acteurs progressifs du secteur privé	Agence pour l'emploi qui s'adresse à des travailleurs de tous niveaux dans le secteur de la construction	Microcrédit destiné aux petits détaillants qui ont perdu leur stock et leur boutique (nouvelles lignes de crédit)
Intervention 9	Financement des récépissés d'entrepôt	Encouragement du Parlement à adopter une loi qui autorise la propriété séparée au sein du même bâtiment (processus qui était en cours)	Soutenir le partage d'informations et la négociation entre détaillants et grossistes afin de garantir un approvisionnement continu des petits commerces
Intervention 10	Enquête plus approfondie intégrant une étude de la sécurité des systèmes semenciers (SSSA) ou une analyse de marché portant sur des moyens de subsistance alternatifs et diversifiés	Amélioration de l'accès au crédit à la construction avec des conditions générales adéquates	

Une étude de deux rapports MIFIRA établis au Kenya et en Somalie a également fourni des aperçus intéressants, d'une autre manière, au sujet de la faisabilité des transferts monétaires et de l'aide alimentaire dans différentes régions. Cette étude fournit une analyse assez précise des préférences des bénéficiaires, avec notamment une estimation de la propension marginale à la consommation au Kenya, la probabilité des hausses de prix et d'autres perspectives importantes concernant les marchés. Dans le cadre de travail MIFIRA, les possibilités d'intervention sont déjà définies entre les transferts monétaires ou en nature (ou, bien sûr, d'une association des deux) et les questions clés ont pour objectif d'évaluer le degré de certitude quant à la meilleure intervention à recommander, de même que des recommandations sur la manière de concevoir l'intervention choisie (coordination dans le temps, montant transféré, échelle), etc.

D'autres études de marché en situation d'urgence qui utilisent des modèles économétriques évaluant aussi les élasticités de l'offre et de la demande (et parfois les élasticités croisées) afin d'estimer plus précisément, par exemple, les interventions à sélectionner, ont suggéré à la fois des options d'intervention indirectes, telles que le soutien aux commerçants dans les Territoires palestiniens occupés en parallèle à l'aide alimentaire³⁵, et directes, telles qu'une association d'aide alimentaire et de transferts monétaires au Swaziland³⁶.

³⁵ Madi et al. *The Impact of Closure and High Food Prices on Performance of Imported Staple Foods and Vegetable and Fruit Markets in the Occupied Palestinian Territories*. Programme alimentaire mondial, décembre 2009.

³⁶ De Matteis, Alessandro. *Feasibility Study for Cash Transfers in Swaziland: An Analysis of Market Functioning*. Save the Children, août 2007.



Cela montre que des alternatives aux transferts de marchandises, de coupons ou d'argent ont été identifiées dans les analyses de marché en situation d'urgence comme mesures bénéfiques pour la restauration des moyens de subsistance individuels et communautaires, ainsi que des systèmes de soutien essentiels. En de nombreuses occurrences, ces alternatives sont considérées comme utiles en complément des transferts de marchandises, de coupons ou d'argent, et non pas à leur place. Néanmoins, ces interventions alternatives non fondées sur des transferts semblent encore être minoritaires lors de la mise en œuvre réelle³⁷, bien qu'elles exercent une influence indispensable sur les marchés, réduisant ainsi la dépendance vis-à-vis de l'aide et renforçant les interventions.

Les organisations rencontrent des difficultés lorsqu'elles mettent en œuvre des interventions qui vont à l'encontre de leur mandat, malgré les recommandations d'interventions alternatives émanant d'un cadre de travail sur l'analyse de marché. C'est pourquoi l'on reproche souvent aux évaluations de marché d'être simplement réalisées afin de justifier une intervention prédéfinie (monétaire, de coupons ou en nature). « *Les mandats sont déjà définis par les organisations humanitaires, ainsi que l'a affirmé l'une d'entre elles. Il est parfois nécessaire d'accéder à un crédit pour faire de la vente en gros, de relâcher les restrictions liées à l'importation ou encore de construire une route, etc. Nous encourageons nos partenaires à financer ces interventions (qui sont rarement mises en œuvre) mais à vrai dire, nous sommes limités par notre mandat : les interventions monétaires, de nourriture ou de coupons sont les seules possibles*³⁸».

Si, dans l'ensemble, les organisations de mise en œuvre souhaitent choisir parmi un large éventail d'interventions (fondées ou non sur des transferts), elles doivent alors réaliser les investissements nécessaires en matière de capacités d'intervention. Il convient de considérer cela comme une opportunité, que de nombreuses organisations ont déjà saisie dans différents contextes. Les organisations humanitaires doivent également investir dans l'évaluation de l'impact, en particulier dans l'évaluation de nouvelles modalités non fondées sur des transferts, de manière à pouvoir aussi améliorer leur mise en œuvre en répertoriant et en analysant une masse critique d'approches de ce genre.

L'analyse des interventions et la mise en œuvre lors de situations d'urgence à déclenchement rapide ou à évolution lente peuvent varier selon les données disponibles et la coordination des organisations. Le temps disponible, les ressources et les contraintes propres à chaque organisation affecteront naturellement toute intervention.

³⁷ Jusqu'ici, aucune étude n'a cependant comparé toutes les interventions mises en œuvre lors d'une situation d'urgence donnée par rapport aux interventions recommandées par une évaluation de marché. Cette affirmation se fonde sur les impressions recueillies lors des entretiens avec des membres du personnel humanitaire.

³⁸ D'après l'analyste principal d'une grande organisation humanitaire internationale

³⁹ Entretien avec Alessandro De Matteis

Les situations d'urgence à déclenchement rapide

Les situations d'urgence imprévisibles ou à déclenchement rapide requièrent souvent des interventions rapides qui ne permettent pas de consacrer un temps suffisant à l'évaluation pour protéger des vies. Dans ce cas, des outils d'évaluation rapide qui permettent d'orienter les choix d'intervention selon des lignes directrices rudimentaires et concises (tels que l'EMMA) doivent être utilisés en association avec des analyses de marché plus rigoureuses³⁹, dont la réalisation nécessitera plus de temps mais qui apporteront des résultats plus fiables. Ces derniers pourront être incorporés plus tard lors d'ajustements du programme. Une autre manière d'examiner le besoin de mettre les informations à jour et de refléter une intervention plus réfléchie au fil de l'évolution de la situation est d'effectuer des analyses de marché de façon répétée, à savoir, d'effectuer fréquemment des EMMA lors des phases clés d'une situation à déclenchement rapide en évolution. Cela implique, par ailleurs, que les programmes doivent être flexibles et adaptables aux conditions de marché changeantes : une flexibilité du financement ainsi que la reconnaissance de cette flexibilité pour modifier des interventions (qu'il s'agisse de passer à de nouvelles interventions ou d'ajuster celles déjà en place). En outre, il est indispensable de prêter attention à la coordination (abordée plus bas dans ce rapport).

Les situations d'urgence à évolution lente

Lors des situations d'urgence à évolution lente, les interventions précoces peuvent empêcher, par exemple, le recours à des stratégies d'adaptation négatives qui peuvent être utilisées par les foyers. L'analyse de marché a un rôle à jouer à cette occasion, étant donné que les foyers dépendent des marchés pour leurs stratégies de survie. Les interventions précoces fondées sur les marchés peuvent préserver les moyens de subsistance, à un très faible coût⁴⁰. Ainsi, Save the Children a découvert que la mise en relation d'un berger avec un commerçant pour du déstockage coûtait 1 dollar américain et que cette transaction fournissait de la nourriture pour deux mois ; autrement, cela aurait coûté entre 97 et 165 dollars américains par le biais d'un programme d'aide alimentaire (Abebe et al, 2008)⁴¹. Les interventions précoces sont parfois fondées sur les marchés, comme dans l'exemple ci-dessus. Dans d'autres cas, elles ne sont pas fondées sur les marchés mais impliquent de décider de l'intervention qui nécessitera une analyse de marché poussée. De plus, les interventions précoces n'empêchent pas toujours la survenue d'une situation d'urgence à grande échelle, auquel cas l'analyse de marché menée lors des premières étapes peut aider à concevoir des stratégies d'intervention complètes à différents moments.

Par ailleurs, l'objectif de maintenir une optimisation des coûts et une efficacité par rapports aux coûts lors d'une intervention (par exemple, au moment de sélectionner une intervention fondées sur des transferts) s'avère également indispensable, même si des analyses des coûts complètes ne peuvent pas être menées. Ainsi que l'a affirmé l'une des personnes interrogées, « *une faible efficacité par rapports aux coûts et une faible optimisation de ceux-ci est nuisible car cela retient l'argent des bailleurs de fonds pour une utilisation à court terme (lors de l'intervention) et peut entraîner des analyses et interventions incorrectes qui portent préjudice à autrui* ».

⁴⁰ « L'utilisation innovante des marchés dans le but de répondre aux besoins des communautés pastorales encore nomades, des personnes qui ont quitté ces communautés et d'autres populations démunies en zone péri-urbaine, peut renforcer les liens entre ces groupes, afin que chacun en ressorte gagnant. » Voir ALNAP. Humanitarian Responses in Drought. Octobre 2011.

⁴¹ ALNAP. Humanitarian Responses in Drought. Octobre 2011.

Optimiser les coûts et accroître l'efficacité par rapport aux coûts

Il est difficile de donner la priorité aux analyses fondées sur les coûts à la suite d'une situation d'urgence à déclenchement rapide, étant donné le temps et les ressources requises. De plus, il est peu aisé d'en généraliser les résultats sur plusieurs contextes, c'est-à-dire qu'une intervention peut être efficace par rapports aux coûts et présenter des coûts optimisés dans un contexte alors que ce ne sera pas vrai dans un autre. Néanmoins, la compréhension des concepts (fondés sur les marchés) d'efficacité par rapports aux coûts ou d'optimisation des coûts permet aux organisations et aux bailleurs de fonds de commencer à réfléchir à la manière d'intégrer des problématiques relatives aux coûts dans l'analyse de marché (qu'elle soit réalisée comme une étude à part entière ou non). Par exemple, les directives récemment publiées par le DFID montrent l'importance de comprendre le fonctionnement des marchés en vue de mettre en place des analyses des coûts⁴².

Les exemples ci-dessous montrent que, suivant le niveau d'intégration du marché, le moment du calendrier saisonnier et la région d'approvisionnement (marchés nationaux ou locaux), l'optimisation des coûts et l'efficacité par rapport aux coûts varient entre les options d'intervention, qui sont généralement des transferts de marchandises, de coupons ou monétaires.

L'efficacité par rapport aux coûts dans les zones rurales du Malawi rural⁴³

Coût de l'augmentation des indicateurs de sécurité alimentaire de 1%

Transfert	Consommation alimentaire	Diversité alimentaire	Groupe de consommation
Nourriture	\$46. 230	\$622. 726	\$84. 099
Argent	\$19. 451	\$40. 284	\$37. 698
Mixe	\$31. 844	\$86. 753	\$50. 952

Valeurs alpha selon différents scénarios

Transfert	Observé	Aucune rupture d'approvisionnement en nourriture	Aucune rupture d'approvisionnement en nourriture ni en argent
Nourriture	1.35	0.93	0.87
Argent	0.99	0.86	0.76
Mixe	0.98	0.88	0.78

« En dépit du fait que l'argent est plus efficace par rapport aux coûts lorsque l'on souhaite, par exemple, augmenter la consommation et améliorer la nutrition, la nourriture permet une meilleure optimisation des coûts. Selon les auteurs du présent document, en voici les raisons. Le manque de mouvement relatif [entre les marchés internationaux et locaux, par exemple] ainsi qu'une faible intégration, notamment au début ou à la fin de l'année, signifient que, dans les bonnes conditions, les organisations peuvent acheter à bas prix et transférer au prix fort. Si les achats non locaux sont mandatés à cause du fait que les prix locaux excèdent la parité à l'importation, le prix payé lors de l'approvisionnement en marchandises FAB (franco à bord) peut être très différent de la valeur des marchandises sur le marché local à certains moments du cycle agricole. Si la différence entre la valeur d'achat par le PAM et la valeur transférée au bénéficiaire est assez conséquente, de telles différences de prix peuvent remettre en cause les économies de coûts opérationnelles qui rendent l'argent plus attractif.⁴⁴»

⁴² Hodges et al. Guidance for DFID Country Offices on Measuring and Maximizing Value for Money in Cash Transfer Programmes. Octobre 2011.

⁴³ Audsley et al. Comparing Cash and Food Transfers: A Cost-Benefit Analysis from rural Malawi. Programme alimentaire mondial. 2011.

⁴⁴ Ibid.

Une récente étude publiée par Concern Worldwide au Zimbabwe (qui avait réalisé une évaluation de marché) a montré qu'il était faisable d'apporter aux populations de l'argent et non de la nourriture en réaction à une insécurité alimentaire localisée. L'organisation humanitaire a fourni de l'argent, ainsi que de l'argent et de la nourriture aux foyers affectés. Ainsi faisant, l'organisation a aussi mesuré l'efficacité par rapport aux coûts, c'est-à-dire qu'elle a comparé la quantité de denrées de base apportées par le transfert (après avoir pris en compte le partage, la mouture, les schémas de dépenses et les prix) avec le coût total de mise en œuvre des transferts. L'argent s'est révélé être 167 % plus efficace que la nourriture par rapport aux subdivisions administratives qui ont reçu la ration habituelle du PAM (Concern était un partenaire de mise en œuvre du PAM) et 134 % plus efficace que l'argent associé à la nourriture pour accroître la capacité des bénéficiaires à obtenir un kilogramme de denrées de base⁴⁵.

L'analyse de marché doit être appliquée avec précaution aux estimations d'optimisation des coûts et d'efficacité par rapport aux coûts, notamment car il est important de comprendre à quels prix se référer⁴⁶. Pour approfondir ce sujet, un rapport mené dans le district de Turkana apporte différentes estimations d'efficacité par rapport aux coûts, lorsque les prix sont comparés avec les prix locaux et les prix moyens nationaux (étant donné que les programmes peuvent choisir, par exemple, de s'approvisionner localement sur les marchés nationaux, si cette option est viable)⁴⁷.

Pour résumer, les données concernant les marchés peuvent apporter des estimations intéressantes et utiles au sujet de l'efficacité par rapport aux coûts et de l'optimisation des coûts, qui peuvent ne pas toujours être évidentes d'instinct. Même une brève analyse fondée sur les coûts peut parfois apporter des conseils suffisants sur la conception d'une intervention.

Les outils actuels d'analyse de marché n'apportent pas de recommandations approfondies sur la mise en place d'analyses de l'optimisation des coûts ou de l'efficacité par rapport aux coûts. Une bonne compréhension des concepts clés de l'analyse de marché (prix, quantités disponibles, capacités des commerçants et chaînes de marché des marchandises) apportera toutefois à l'analyste une vision complète de l'optimisation relative des coûts et de l'efficacité relative par rapport aux coûts propres à chaque possibilité.

L'analyse de marché est donc essentielle à l'analyse des interventions et cette section a tenté de définir deux aspects de cette dernière auxquels l'analyse de marché contribue mais qui n'ont pas encore été l'objet d'une mise en pratique intensive. Le premier aspect est l'utilisation de l'analyse de marché afin de concevoir des alternatives aux interventions fondées sur des transferts, que des faits probants indiquent déjà comme étant essentielle au renforcement de la résilience ; le second aspect est le recours à l'analyse de marché en vue de contribuer à l'étude des problématiques liées aux coûts dans le cadre des interventions. Examinons maintenant l'étape de suivi continu et les liens avec le relèvement rapide.

⁴⁵ Concern Worldwide. *Hard Cash in Hard Times: Cash Transfers Versus Food Aid in Rural Zambia*. Avril 2011.

⁴⁶ Les recherches ont indiqué, dans le cas de l'aide alimentaire, qu'« il manque une méthode pratique d'analyse du panier ration allant au-delà du simple rapport principal pour intégrer les aspects liés aux marchés. Il devient assez compliqué d'incorporer des aspects nutritionnels (par exemple, la garantie d'une alimentation apportant un bon équilibre nutritionnel) aux éléments d'efficacité par rapport aux coûts et d'alimentation ou de préférences, dans un seul indice. Voilà un autre domaine dans lequel universitaires et praticiens doivent conjointement développer des approches qui soient à la fois pratiques et fiables. »

⁴⁷ De Matteis, A. *Market Functioning in Turkana District, Kenya*. Oxfam, mai 2006.



Le suivi

La question du suivi des marchés, de la définition de seuils de prix et de l'ajustement des programmes a entraîné beaucoup de réactions lors des entretiens. De nombreux développeurs de programmes et conseillers ont affirmé qu'ils se sentaient frustrés par le manque d'orientation au sujet du suivi des marchés et de la définition de seuils de prix. Selon d'autres, le financement destiné au suivi des marchés est particulièrement important étant donné que le financement destiné à l'approvisionnement local et régional augmente et que ce dernier est utilisé dans des contextes d'interventions à plus long terme⁴⁸. Des questions importantes ont été posées par d'autres personnes interrogées dans le cadre des évaluations de programmes faisant appel aux transferts monétaires, telles que : *Les transferts monétaires peuvent-ils être assez souples pour réagir à de brusques augmentations des prix (ou même à une fréquente saisonnalité des prix de la nourriture) ? Les responsables de l'élaboration des politiques disposent-ils de la flexibilité budgétaire nécessaire pour indexer les transferts monétaires et les ajuster fréquemment, peut-être même chaque mois ? Quelle est l'association adéquate de transferts monétaires et de nourriture dans des contextes de prix de la nourriture imprévisibles et volatils*⁴⁹? Ces questions nécessitent de rassembler des données de suivi des marchés, qui ne sont pas limitées à de simples données de suivi des prix mais qui s'intéressent aussi au fonctionnement de la chaîne de marché.

À propos de la collecte et de la « généralisation » des données, l'une des personnes interrogées a confié : *« nous avons besoin " d'yeux et d'oreilles " dans le domaine de la collecte de données, depuis la plus petite échelle jusqu'à la plus grande, ainsi que de l'analyse au niveau macro . Il est nécessaire de créer un lien entre l'analyse (et la compréhension) très localisée et l'analyse macro. La réalisation du suivi et de l'analyse des prix demande beaucoup d'efforts; le bon équilibre entre les efforts de collecte de données et ce qui en est retiré doit être atteint. Toutefois, la généralisation est importante pour le suivi des prix »*. La Local and Regional Procurement Learning Alliance⁵⁰ coordonne, d'une part, le suivi des prix afin de s'assurer que ses programmes n'affectent pas négativement les marchés locaux et régionaux, et d'autre part, l'analyse de marché parmi les différents programmes⁵¹. Les expériences en cours de cette organisation seront extrêmement utiles à ce domaine de façon générale : elles apporteront des informations au sujet des indicateurs les plus pertinents et utiles, de même qu'au sujet du type de système le mieux adapté pour fournir des données qui entraînent une boucle de rétroaction pour la conception des programmes et l'amélioration continue.

Certaines ONG telles que Save the Children intègrent les hausses de prix aux repères HEA, engendrant la création de seuils liés à la réponse aux besoins essentiels. Bien qu'il n'existe pas de recommandations normalisées au sujet du suivi, des seuils et de l'ajustement dans l'ensemble du secteur, de nombreuses organisations ont néanmoins été réactives dans leurs ajustements, comme l'indiquent les exemples relatifs à la variabilité des prix de la nourriture. Les ajustements de prix réalisés au niveau des transferts ou le passage à des alternatives en nature ou autres peuvent être mis en œuvre dans tous les secteurs, et non pas seulement dans le secteur alimentaire.

⁴⁸ Wei, Emily. Local and Regional Procurement: A Case Study of Mercy Corp's programming in Haiti, Kyrgyzstan and Niger. Juin 2011.

⁴⁹ Sabates-Wheeler, R. et Devereux, S. *Cash Transfers and High Food Prices: Explaining Outcomes on Ethiopia's Productive Safety Net Programme January 2010*. Document de travail 004. Future Agricultures.

⁵⁰ Un partenariat entre la Cornell University et un groupe d'ONG qui reçoivent un financement pour des programmes d'approvisionnement local et régional, telles que Mercy Corps. Dans le cadre de cette alliance, un mécanisme de suivi des marchés est actuellement testé avec le développement d'indicateurs en parallèle des indicateurs de suivi, de pré-approvisionnement, de post-approvisionnement et de post-distribution. Une boîte à outils fiable portant sur les directives de suivi des marchés a été élaborée ; elle est disponible sur le site web de l'organisation.

⁵¹ LRP Learning Alliance <https://sites.google.com/site/lrplearningalliance/home>

Des faits probants indiquent également que plusieurs interventions novatrices intégrant la variabilité des prix de la nourriture ont été observées lors de récents programmes faisant appel aux transferts monétaires en Afrique⁵².

- Dans le programme « Emergency Drought Relief » (EDR) mené au Swaziland en 2007/2008, les transferts sociaux étaient constitués à moitié d'argent et à moitié de nourriture.
- Dans le programme « Cash and Food Transfers Pilot Project » (CFTPP) mené au Lesotho en 2007/2008, un décalage entre le suivi des prix et l'intervention a entraîné une baisse de la valeur transférée, jusqu'à ce qu'un ajustement unique de 25 % ait été réalisé vers la fin de cette intervention de cinq mois.
- Lors des projets « Food and Cash Transfers » (FACT) en 2005/2006 et « Dowa Emergency Cash Transfers » (DECT) en 2006/2007, les transferts étaient indexés sur les prix locaux de la nourriture et ajustés avant chaque déboursement mensuel (Devereux 2008).

Le relèvement rapide

Une grande partie des quelque vingt analyses de marché utilisant l'outil EMMA effectuées à ce jour ont plaidé en faveur d'une variété d'interventions. Celles-ci regroupent par exemple : le développement des systèmes d'information sur les marchés ; la coordination du transport, le dépassement des difficultés en matière d'infrastructures et la promotion d'un accès pour les petits commerçants ; le soutien au crédit ; ainsi que différentes interventions « indirectes » qui pourraient potentiellement faire partie de tout programme de relèvement rapide. Étant donné que ces distinctions entre intervention précoce, intervention en situation d'urgence et relèvement rapide commencent à disparaître, il est possible d'avoir recours, dans le cadre des programmes, à des interventions influencées par les marchés en vue de générer des effets à long terme sur les moyens de subsistance, la production et la consommation. La reconnaissance de cet état de fait signifie que les équipes responsables du « développement » traditionnel au sein des organisations peuvent aussi commencer à s'impliquer dans l'analyse de marché, résultant en une mise en œuvre de programme mieux harmonisée.

Cela pourrait inclure des actions telles que proposer à d'autres entreprises des services habilitants destinés aux commerçants, instaurer des programmes d'aide aux petits planteurs au sein des exploitations agricoles, mener un plaidoyer en faveur des politiques liées aux dispositifs d'information sur les marchés, etc. Un autre domaine d'intégration qui est aussi négligé est la mise en relation avec des programmes de protection sociale. L'USAID a organisé une conférence intitulée « Roundtable on Responding to Emergency Food Insecurity through Cash Transfer and Food Voucher Interventions » en vue de mieux comprendre l'utilisation des transferts monétaires en tant que moyens d'intervention face à l'insécurité alimentaire en situation d'urgence. Les participants à cette table ronde ont préconisé la mise en relation des transferts monétaires en situation d'urgence avec les programmes de protection sociale ou d'autres initiatives de développement à long terme. Cette recommandation a également été émise dans la Revue des bonnes pratiques⁵³ de l'Overseas Development Institute. Il convient d'étudier de tels liens pour d'autres types d'approvisionnement local et régional en situation d'urgence, étant donné que cet approvisionnement présente le potentiel d'engendrer des impacts à plus long terme sur le développement⁵⁴.

⁵¹ LRP Learning Alliance <https://sites.google.com/site/lrplearningalliance/home>

⁵² Sabates-Wheeler, R. et Devereux, S. *Cash Transfers and High Food Prices: Explaining Outcomes on Ethiopia's Productive Safety Net Programme January 2010*. Document de travail 004. Future Agricultures, janvier 2010.

⁵³ Harvey P. et Bailey, S. Revue des bonnes pratiques 11 : Programme de transfert monétaire dans les situations d'urgence, Overseas Development Institute, juin 2011.

⁵⁴ Wei, Emily. *Local and Regional Procurement: A Case Study of Mercy Corp's programming in Haiti, Kyrgyzstan and Niger*. Juin 2011.

Enfin, on observe un besoin évident de coordination parmi les organisations humanitaires et les bailleurs de fonds au cours de toutes ces étapes, au niveau du terrain, de la région et du siège, en particulier eu égard à la collecte de données. Pour tous les types d'intervention, la contribution des données de long terme au développement de données de référence et à l'identification de modèles ou de tendances ne doit pas être sous-estimée. Il convient de répondre aux questions « à la fois à l'échelle nationale et régionale (niveaux macro) et à l'échelle des bassins de marchés locaux (niveaux méso), tandis que d'autres questions doivent trouver des réponses à l'échelle des foyers (niveau micro). Ainsi, une des approches vis-à-vis de la mise en œuvre du cadre de travail est d'examiner les processus de collecte de données et d'analyse à trois niveaux d'analyse différents : micro, méso et macro. En découle la possibilité de diviser le travail en suivant l'avantage comparatif de différentes organisations engagées dans l'intervention en réponse à une [situation d'urgence] donnée⁵⁵». Puisque ces informations constituent un bien public (à savoir, non spécifique à une organisation), les analyses seront mieux appuyées par un effort collectif mené par les bailleurs de fonds. De plus, il n'est pas forcément nécessaire de créer de nouvelles institutions de collecte de données dans les régions qui n'en disposent pas. Les organisations de mise en œuvre ayant une présence continue sur le terrain dans ces régions peuvent souvent bénéficier de soutien dans la collecte de ce type de données à l'échelle micro du marché.

La nécessité d'une meilleure coordination : ⁵⁶

Pour finir, un choix d'interventions plus large requiert une meilleure coordination interinstitutionnelle parmi les gouvernements et les organisations. Sans coordination minutieuse, les choix d'interventions des institutions peuvent aller à l'encontre les uns des autres. Par exemple, au sein des communautés de bénéficiaires, les distributions d'aide alimentaire faisant l'objet d'un approvisionnement transocéanique ou régional sont des interventions axées sur l'offre, qui augmentent la quantité de nourriture disponible.

En revanche, les distributions d'argent et de coupons sont des interventions axées sur la demande, qui mènent à une hausse des dépenses par les bénéficiaires. Ces deux types d'intervention peuvent influencer les prix, les consommateurs et les producteurs locaux, mais de deux manières opposées. Leur association, notamment sans l'aide d'une coordination, peut potentiellement entraîner une volatilité et une instabilité des prix. L'analyse des interventions peut guider les organisations dans leur choix entre des interventions axées sur l'offre ou sur la demande ; elle peut également les aider à déterminer si une intervention qui associe ou fait s'enchaîner des composantes liées à l'offre ou à la demande est garantie.

De plus, la compréhension de la portée et de l'échelle des interventions en cours et planifiées parmi l'ensemble des institutions peut aider les analystes à évaluer plus précisément l'effet additif d'une intervention potentielle. L'estimation de l'ensemble des effets probables est d'un intérêt tout particulier lorsque de multiples institutions cherchent à apporter une aide alimentaire et/ou à distribuer de l'argent ou des coupons au sein du même groupe de marchés. Il se peut que l'évaluation réalisée par une organisation humanitaire indique qu'un certain tonnage de nourriture peut être fourni depuis une région sans inclure l'inflation. Si une seconde organisation ne réussit pas à intégrer la tentative de la première à investir dans sa propre analyse, elle peut réaliser des achats locaux ou des distributions locales d'argent et de coupons qu'elle n'effectuerait pas autrement. Le résultat net sur le marché pourrait prendre la forme d'une hausse des prix, ce qui nuirait aux acheteurs de nourriture et ferait potentiellement chuter la valeur des transferts monétaires. Ainsi, on observe un besoin croissant de coordination au niveau local dans l'ensemble des organisations opérationnelles.

⁵⁵ Barrett, C. B., Bell, R., et Lentz, E. C. Market Information and Food Insecurity Response Analysis. Springer, 2009.

⁵⁶ La section suivante est tirée de : Michelson et al. Cash, Food or Vouchers in Urban and Rural Kenya? An Application of the Market Information and Food Insecurity Response Analysis Framework. 2012.

SECTION 5 : LES FUTURS DOMAINES D'INVESTISSEMENT

Le débat abordé ci-dessus porte à la fois sur les composantes de l'analyse de marché qui, actuellement, ne sont pas correctement mises en œuvre, ainsi que sur les étapes du cycle de projet auxquelles l'analyse doit être mieux intégrée. Ce débat a ainsi déterminé trois domaines d'investissement que le secteur humanitaire doit examiner consciencieusement pour pouvoir progresser de façon systématique. **Des recommandations** pour ces investissements ont été formulées selon quatre thématiques : les données, les capacités, l'amélioration de la rigueur, ainsi que les normes et systèmes.

Les données

La collecte de données : dans de nombreux pays et de nombreuses régions, les institutions externes telles que FEWS NET et d'autres rassemblent des données pertinentes au sujet des marchés, en se concentrant principalement sur la sécurité alimentaire et le soutien aux moyens de subsistance. Il faut compléter cela par un suivi à long terme dans les zones et régions dans lesquelles ce type d'informations n'est pas toujours collecté, ou bien dans lesquelles les informations fournies par les institutions nationales ne sont pas toujours fiables. Ces données doivent également être collectées à l'échelle de différents marchés nationaux et régionaux, que des services tels que des organisations telles que FEWS NET peuvent couvrir, mais aussi à l'échelle de marchés véritablement locaux, sur lesquels des organisations ont choisi d'intervenir et pour lesquels, par défaut, les données doivent être recueillies par le personnel de bureau.

La collecte de données à long terme : il est nécessaire de mettre l'accent sur le maintien des équipes de terrain à long terme, en particulier dans les domaines non couverts par les institutions externes qui rassemblent des données. Ces équipes de terrain seraient nécessaires pour assurer la qualité des données, permettant une meilleure modélisation des prix, de meilleures prévisions, ainsi qu'une conception et un ciblage plus précis des interventions. Enfin, il n'est pas impossible de créer des systèmes d'information sur les marchés à bas prix dans des zones où les données sont actuellement difficiles à obtenir. Les exemples provenant du secteur du développement sont nombreux. Ainsi, les systèmes d'information locaux qui utilisent des radios rurales, des téléphones portables et d'autres moyens ont assuré la circulation des informations, ce qui a réduit les coûts de transaction et intégré les économies. Des progrès technologiques intéressants ont été réalisés augmentant la performance des marchés, un domaine que les bailleurs de fonds et les organisations humanitaires devraient également étudier⁵⁷.

Par ailleurs, l'accroissement des capacités de collecte de données permet de documenter les impacts tout le long de la chaîne de valeur, prenant en compte en particulier la saisonnalité⁵⁸. Cela implique non seulement le suivi des informateurs sur les marchés locaux mais aussi le suivi des éléments ayant trait à la chaîne de valeur, tels que les conditions météorologiques et l'état des cultures, les flux commerciaux, les flux du marché du travail et même les dépenses des foyers.

⁵⁷ Par exemple, on a découvert au Niger que l'introduction de téléphones portables est liée à une baisse globale des différences de prix des céréales à hauteur de 20 % entre les marchés. L'impact a été plus important sur les marchés les plus éloignés les uns des autres et sur ceux desservis par des routes de piètre qualité. Les téléphones portables ont également entraîné un effet au fil du temps : plus les marchés disposent d'une couverture réseau, plus les différences de prix baissent. Cela est dû principalement au comportement des commerçants en céréales : les portables permettent de réduire les coûts d'obtention d'informations sur les marchés, d'augmenter les informations disponibles et d'accroître l'optimisation du transport de biens à travers le pays. Voir Aker, J. Does Digital Divide or Provide? The impact of cell phones on grain markets in Niger. Center for Global Development, document de travail, octobre 2008.

⁵⁸ Wei, Emily. Local and Regional Procurement: A Case Study of Mercy Corps programming in Haiti, Kyrgyzstan and Niger. Juin 2011.

Les capacités

Bien que le rôle joué par les marchés soit de plus en plus reconnu, les organisations humanitaires ont fait preuve de lenteur dans le renforcement de leurs capacités d'analyse de marché. Les entretiens avec des bailleurs de fonds ont permis d'affirmer que seuls 30 à 40 % (environ) des demandes qui leur avaient été soumises dans l'optique de financer des interventions en situation d'urgence comprenaient une véritable analyse de marché, quelle qu'elle soit ; cela incluait les évaluations de type EMMA mais il s'agissait souvent d'évaluations de marché moins rigoureuses.

Les capacités : les bailleurs de fonds ont reconnu le manque de capacités d'analyse de marché au sein des bureaux pays, des bureaux régionaux et du siège, et ils ont entrepris des actions afin d'appuyer le renforcement des capacités techniques. Toutefois, les entretiens avec des praticiens ont souligné la nécessité d'intensifier les efforts pour accroître les capacités d'analyse. Pour cela, il existe deux possibilités. La première consiste à accroître la sensibilisation générale à la valeur de l'analyse de marché (et une vaste compréhension de ses implications) par le biais des bailleurs de fonds. La seconde consiste à améliorer, dans l'ensemble des régions, la disponibilité des profils suivants : les spécialistes de terrain qui comprennent très bien les marchés et possèdent les aptitudes analytiques, ainsi que les spécialistes techniques capables d'évaluer les élasticités, etc. Pour les régions dans lesquelles des situations d'urgence sont fortement prévisibles, les analystes de marché s'avèreront particulièrement utiles afin de comprendre un contexte de marché complexe. Ils seront en mesure de déterminer le niveau d'intégration des marchés ainsi que les élasticités de l'offre et de la demande, et ils pourront créer des modèles de marché basiques (ou les comprendre) en vue d'évaluer la viabilité des interventions.

La difficulté ne réside pas seulement dans le manque de données. Le manque de capacité à comprendre des données complexes liées aux prix et aux marchés, issues de systèmes d'alerte précoce, ainsi que d'aptitude à intégrer cela à la planification des mesures d'urgence et aux analyses de référence qui contribuent aux analyses d'interventions constituent des obstacles. Bien que les données puissent être rassemblées par d'autres organisations, les analystes de marché sont malgré tout nécessaires au niveau opérationnel afin de traduire l'analyse en décisions programmatiques. Il convient de préciser que, pour la plupart des analyses de marché, à l'exception de l'estimation formelle des coefficients multiplicateurs et des élasticités de l'offre et de la demande, aucune connaissance technique (par ex., économique ou économétrique) n'est requise. FEWS NET, qui fournit des analyses de marché bien perçues, a affirmé que la grande majorité de son personnel n'était pas constituée d'économistes ; en revanche, ce réseau dispose de nombreuses années d'expérience en matière d'interaction avec les marchés, d'observation des marchés et d'analyse de données. L'investissement des organisations dans les capacités d'analyse de marché constitue donc une action sur le long terme. Tandis qu'une analyse de marché rigoureuse à part entière peut se révéler extrêmement utile, il n'est pas toujours possible de s'en servir si les organisations ne sont pas capables de bien l'interpréter.

Utilisation des connaissances du personnel local : de nombreuses organisations indiquent aussi la présence de membres du personnel local disposant souvent de très bonnes connaissances des marchés et contextes locaux dans les bureaux pays ; il se peut néanmoins que, dans le cadre des évaluations et interventions de marché, le potentiel offert par ces personnes ne soit pas pleinement utilisé. Il convient d'identifier le service auquel ces dernières sont rattachées (par exemple, l'équipe de logistique, des finances ou encore des programmes) et d'employer leurs connaissances autant que possible. Ainsi que l'affirment Donovan et McGlinchy, « les analystes expérimentés peuvent exposer le contexte des événements passés. Ce souvenir institutionnel est souvent absent chez les organisations humanitaires qui renouvellent ou réaffectent fréquemment leur personnel. Les analystes locaux entretiennent également des relations proches avec les commerçants, les associations de commerçants et de producteurs, ainsi qu'avec d'autres groupes d'intérêts afin d'évaluer les conditions et d'émettre des recommandations au sujet des actions.⁵⁹ »

⁵⁹ Donovan, C. et McGlinchy, M. *Market Profiles and Emergency Needs Assessments: A Summary of Methodological Challenges*. Rome : Programme alimentaire mondial.

Les situations d'urgence à déclenchement précoce : à l'instar des recommandations émises à destination des bailleurs de fonds, dans les régions ou pays où les situations d'urgence sont susceptibles de se produire fréquemment, les organisations doivent renforcer leurs capacités d'analyse de marché. Cela implique d'augmenter le niveau de sensibilisation aux méthodes et à la valeur de l'analyse de marché (notamment la manière dont elle contribue à toutes les étapes du cycle de projet et non pas uniquement à la phase d'intervention) dans l'ensemble des bureaux des organisations. Par ailleurs, cela implique de commander une analyse de marché à des spécialistes et de travailler activement pour s'assurer que les suggestions de cette analyse contribuent à la mise en œuvre.

Accroître la rigueur des pratiques actuelles

Mettre à jour les évaluations dans le cadre d'une situation d'urgence à déclenchement rapide : les situations d'urgence imprévisibles ou à déclenchement rapide requièrent souvent des interventions rapides qui ne bénéficient pas d'un délai d'évaluation suffisant pour protéger des vies. Dans ce cas, des outils d'évaluation rapide qui autorisent des directives d'intervention rudimentaires et concises (tels que l'EMMA) doivent être utilisés en association avec des analyses de marché plus rigoureuses, dont la réalisation nécessitera plus de temps mais qui apportera des résultats plus fiables. Une autre manière d'examiner le besoin de mettre les informations à jour et de refléter une intervention plus réfléchie est d'effectuer des analyses de marché de façon répétée, à savoir, d'effectuer régulièrement des EMMA lors des phases clés d'une situation à déclenchement rapide en pleine évolution. Cela implique, par ailleurs, qu'il convient de rendre les programmes ajustables en fonction des conditions de marché changeantes : une flexibilité du financement ainsi que la reconnaissance de la flexibilité lors de la modification d'interventions (qu'il s'agisse de passer à de nouvelles interventions ou de peaufiner celles déjà en place).

Une flexibilité accrue lors des interventions alternatives aux options fondées sur des transferts : les bailleurs de fonds tels que ECHO et USAID ont, en effet, été réactifs aux alternatives de financement par rapport à l'argent, aux coupons et à l'aide en nature lorsqu'ils se sont vu soumettre de telles possibilités. Les bailleurs de fonds ont fait preuve de volonté et de flexibilité lorsque des suggestions bien réfléchies visant à envisager une grande variété d'interventions leur ont été communiquées. Toutefois, les directives officielles (voir annexe) peuvent encore présenter un penchant pour le choix entre des modalités de marchandises, de coupons ou d'argent, ce qui peut empêcher les organisations de s'aventurer trop loin hors de leur zone de confort.

Si, dans l'ensemble, les organisations de mise en œuvre souhaitent choisir parmi un large éventail d'interventions (fondées ou non sur des transferts), elles doivent réaliser les investissements nécessaires en matière de capacités d'intervention. Il convient de considérer cela comme une opportunité, que de nombreuses organisations ont déjà saisie dans différents contextes. Les organisations humanitaires doivent également investir dans l'évaluation de l'impact, en particulier pour de nouvelles modalités non fondées sur des transferts, de manière à pouvoir aussi améliorer leur mise en application en répertoriant et en analysant une masse critique d'approches de ce genre.

Changer le cycle de proposition : les bailleurs de fonds doivent également communiquer le type d'analyse de marché qu'ils souhaitent financer. Cette question comporte deux aspects : la rigueur de l'analyse de marché et la phase du cycle de projet. Bien que l'analyse de marché menée par des spécialistes puisse être plus onéreuse en termes budgétaires, la réduction globale des coûts qu'elle peut engendrer en contribuant à une intervention plus optimisée en matière de coûts et plus efficace par rapport aux coûts peut apporter des bénéfices plus importants. Lors d'une situation d'urgence prévisible avec des calendriers plus étendus, les bailleurs de fonds peuvent aussi, sans doute, autoriser des délais de proposition qui reflètent le temps nécessaire pour mener une analyse de marché rigoureuse en soutien à l'analyse d'interventions. Les bailleurs de fonds doivent également faire part de leur volonté de soutenir des initiatives telles que : l'analyse de marché à des fins de suivi, les ajustements de programme ultérieurs et leur mise en relation avec le relèvement rapide ainsi qu'avec la planification des mesures d'urgence.

Le besoin de coordination : comme indiqué plus haut, le besoin de coordination s'avère indispensable lors des premières étapes d'une situation d'urgence à évolution lente (par exemple, lors de la collecte et de l'analyse des données pertinentes), ainsi que lors de la phase d'intervention. La coordination est rendue possible, entre autres, par le biais de l'approche sectorielle. Les clusters sectoriels doivent, eux aussi, être coordonnés, notamment pour des programmes impliquant des transferts monétaires multiples (qui peuvent avoir différents objectifs), puisque des faits probants indiquent qu'à moins d'une forte conditionnalité, les foyers dépensent leur argent de façon cohérente en dépit du fait que ce dernier soit distribué pour répondre à des objectifs variés.

Les normes et systèmes

Compiler des données de référence et mettre à jour l'analyse de marché : lors d'une situation d'urgence à déclenchement rapide, du temps est souvent utilisé pour compiler de manière rétrospective des données de référence, par exemple un repère EMMA. Ainsi que l'a précisé une personne interrogée, étant donné la rapidité nécessaire, la qualité des données de référence, de l'analyse de l'intervention et des résultats sont eux aussi limités. La création de cartes EMMA qui sont ensuite mises à jour à mesure que la situation d'urgence progresse se révèle donc utile pour cartographier des conditions en rapide évolution. Ces cartes confèrent aussi l'avantage supplémentaire de contribuer à la préparation aux interventions indirectes, qui peuvent constituer des alternatives aux transferts lorsque c'est approprié. Ainsi, une fois le travail lancé, ces possibilités ne surprennent pas les acteurs de la mise en œuvre et les partenaires de financement.

Les organisations humanitaires devraient investir plus de ressources et de temps dans la **planification des mesures d'urgence** faisant appel à l'analyse de marché et aux interventions fondées sur les marchés, dans les pays exposés à des catastrophes ou conflits récurrents ou bien dans les régions où les situations d'urgence sont prévisibles. Le corollaire est que chaque organisation devra également élaborer, en se fondant sur son mandat et ses objectifs, un système permettant d'interpréter les signaux d'alerte précoce (ainsi que des indicateurs pour ces signaux, par exemple) par le biais des données relatives au fonctionnement des marchés, que ce soit le prix des articles alimentaires, les termes de l'échange liés au travail et aux marchandises ou bien liés à la migration de la main d'œuvre, etc.

Communiquer au sujet des normes : étant donné l'influence intrinsèque des bailleurs de fonds et leur capacité à définir des normes ainsi qu'à guider l'aide humanitaire, ces acteurs se doivent de communiquer qu'une analyse de marché plus rigoureuse, qui contribue à l'intervention, sera « récompensée », notamment dans des situations complexes. Dans les pays exposés à des situations d'urgence répétées ou à des conflits prolongés, ou bien qui connaissent une transition vers des situations de relèvement rapide ou de développement, une focalisation plus importante sur les marchés et le financement d'analyses de marché approfondies sont nécessaires à l'acquisition de larges quantités de données, à la stabilité relative de certaines fonctions des marchés et à la capacité à mener des évaluations de marché plus rigoureuses. Il est difficile d'établir des lignes directrices générales sur ce que signifie « plus rigoureux », en dehors de la recommandation évidente selon laquelle certaines méthodes et certains modèles d'analyse de marché génèrent des propositions et un examen plus objectifs que d'autres (tels que les modèles de marché). Les bailleurs de fond peuvent travailler avec les organisations humanitaires en vue de peaufiner leurs propositions suivant ces principes.

La sensibilisation aux composantes de l'analyse de marché qui ne sont pas toujours prises en compte : comme indiqué plus haut dans le texte, cela comprend le travail sur l'intégration des évaluations du marché du travail aux évaluations et analyses traditionnelles d'interventions en situation d'urgence, d'autant plus que les programmes d'argent contre travail continuent de dominer le domaine des transferts monétaires⁶⁰. Quant

⁶⁰ Les données initiales suggèrent que la majorité des programmes faisant appel à des transferts monétaires financés sont des programmes d'argent contre travail. Ainsi, 147 projets financés parmi les 189 du portefeuille de programmes monétaires et de coupons de l'ECHO après l'an 2000 étaient axés sur la modalité argent contre travail. Voir Lor-Mehdiabadi, W. et Adams, L. Evaluation and Review of the Use of Cash and Vouchers in Humanitarian Crises. Direction générale de l'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO), 2008.

aux évaluations du marché du crédit, elles comprennent également la collaboration avec des banques et des organisations de microfinance dans certaines régions, en vue de comprendre la situation en matière de crédit dans le contexte local et de disposer d'estimations approximatives du crédit disponible, des taux d'intérêt, de la prévalence du surendettement, etc. Pour finir, une analyse de marché qui tienne compte des conflits doit aussi être réalisée, par exemple avec l'aide de membres du personnel local bien informés sur la situation.

Dans des contextes complexes (tels que des situations de conflit) : l'importance de mener une analyse de marché en plus d'une analyse de l'économie politique spécifique à chaque pays doit être prise en compte et soulignée par les bailleurs de fonds, à la fois dans leurs directives et dans leur assistance technique.

Des cadres de suivi continus : les directives de suivi du marché doivent être évaluées dans le cadre des capacités ainsi que du mandat de chaque organisation, lors des situations d'urgence à déclenchement rapide aussi bien qu'à évolution lente. Il est par ailleurs nécessaire de débattre collectivement, au sein des organisations humanitaires, des directives pour l'établissement des seuils et de différents ajustements de programme possibles, ou encore du passage à de nouvelles interventions. L'objectif est d'institutionnaliser les éléments pertinents vis-à-vis du mandat et du mode opératoire de chaque organisation.

Conclusion

Les situations d'urgence rencontrées à l'heure actuelle ont souligné le besoin d'une aide humanitaire de plus en plus complexe. Les bailleurs de fonds autant que les organisations humanitaires collaborent dans le contexte d'une demande en hausse portant sur des ressources limitées. Il existe un impératif urgent et une responsabilité de mettre en œuvre des interventions à fort impact fondées sur les informations les plus fiables possible.

Les informations sur les marchés et l'analyse de marché sont des composantes essentielles de la boîte à outils des développeurs de programmes. Leur utilité est déterminée par la qualité et la rapidité à chaque étape, de la préparation à l'intervention, en passant par le suivi et le relèvement rapide. Il est donc indispensable de disposer d'informations et d'analyses qui dépeignent précisément la complexité des marchés tout en proposant des recommandations utiles. Il est nécessaire de prêter attention aux lacunes apparentes au niveau de la compréhension des perspectives politiques, du travail et du crédit. Les développeurs de programmes doivent également comprendre et commander des analyses de marché plus rigoureuses. Comme cela a déjà été mentionné, l'un des aspects importants de l'urgence et de la rapidité consiste à s'assurer que l'analyse de marché demeure pertinente vis-à-vis des programmes. L'investissement dans des systèmes, des capacités et la collecte de données revêt, à cette fin, une importance primordiale. Il sera ainsi possible de garantir que les organisations interviennent avec une souplesse accrue, une flexibilité et une innovation constante lors des situations d'urgence.

Le champ des pratiques humanitaires est, à ce stade, très prometteur ; il connaît de grandes transformations et fait preuve d'une très bonne réactivité. Les bailleurs de fonds aussi bien que les organisations humanitaires interviennent lors des situations d'urgence en veillant à tester des approches améliorées, afin de faire progresser le secteur. De plus en plus de praticiens mènent une analyse de marché et la sensibilisation à son importance fondamentale pour protéger des vies humaines avance à grand pas. En somme, il faut aborder les dernières étapes pour combler les lacunes dans le cadre d'une entreprise collective rassemblant des bailleurs de fonds et des organisations.

ANNEXE I : ÉTUDE DE DEUX OUTILS, L'EMMA ET LA MIFIRA, D'APRÈS LES RETOURS DES PARTICIPANTS

La perception de la théorie et des pratiques actuelles de l'analyse de marché semblaient refléter deux opinions principales. Selon la première, les outils d'analyse de marché actuels (tels que l'EMMA et la MIFIRA) sont plus que capables de fournir une analyse suffisante des marchés en situation d'urgence. Toutefois, la manière dont ces outils sont utilisés laisse beaucoup à désirer et, en fin de compte, ils apportent une évaluation qui n'est pas toujours pertinente ou utile. Les exemples cités ont notamment abordé la coordination inter-organisations, dont la mise en place nécessite des semaines, aboutissant à des interventions lancées bien après que les décisions de programme aient été prises, intervenant ainsi sur des marchés essentiels de façon inadéquate. Par ailleurs, de nombreux marchés ont aussi été exclus de ces évaluations et les personnes qui ont pris part aux évaluations de marché n'étaient souvent pas celles qui prenaient les décisions liées à la conception des programmes. Dans le cadre de cette analyse, en l'absence de capacités de sensibilisation au marché uniformément adéquates à l'échelle des programmes de pays, certaines organisations ont tenté de développer ou d'adapter des outils d'analyse de marché nécessitant une moindre formation préalable et pouvant presque être adoptés en tant qu'instruments prêts à l'emploi lors de contextes d'urgence.

Selon la seconde opinion, **les outils actuels d'analyse de marché destinés aux situations d'urgence ne font pas preuve d'une rigueur suffisante. C'est pourtant une caractéristique particulièrement importante, que ce soit pour les programmes à grande échelle (tels que peuvent l'être les transferts monétaires ou l'approvisionnement à grande échelle) ou pour les programmes de longue durée (dans des situations d'insécurité chronique, etc.).** Pour ces situations, il est nécessaire de réaliser une analyse de marché qui s'appuie sur des données de qualité (par ex., des données chronologiques à long terme), sur des modélisations ou simulations et sur un certain niveau d'analyse économétrique (en vue de réaliser des analyses techniquement fiables, comportant de faibles marges d'erreur). Dans un cas de figure idéal, « les modèles seraient mis à jour de façon continue tout au long de la situation d'urgence afin de rendre les erreurs d'appréciation et le manque de données plus évidents, ainsi que pour permettre d'adapter le programme d'aide selon les besoins »⁶¹. Cela revêt une importance particulière pour les programmes mis en œuvre à grande échelle, notion actuellement débattue. Par exemple, il a été suggéré que, si le montant total distribué lors d'un programme faisant appel à des transferts monétaires dépasse 10 % de la valeur totale échangée sur un marché, ce programme est considéré comme étant à grande échelle et devrait donc respecter certaines normes de rigueur. D'autre part, cette mise à jour des modèles est importante pour les acteurs qui cherchent à optimiser les coûts des programmes.

Nous allons maintenant aborder les résultats d'une enquête et étude concise des approches EMMA et MIFIRA, qui sont les deux outils le plus souvent cités pour leur utilisation par des organisations humanitaires.

Analyse et cartographie des marchés en état d'urgence (EMMA)

La mise en relation de l'emma avec l'analyse des lacunes et l'analyse d'interventions : bien que l'outil EMMA aborde l'analyse des lacunes et l'analyse d'interventions, des observations ont été réalisées par les personnes interrogées. En voici quelques-unes.

- « *Il est très difficile de mettre en relation l'analyse des lacunes et l'analyse de marché.* »
- « *Les marchés essentiels ne sont pas bien sélectionnés.* »

⁶¹ Benjamin Watkins, Programme alimentaire mondial

- « L'EMMA semble être principalement utilisée pour justifier le recours aux transferts monétaires ; quel est l'intérêt d'avoir recours à l'EMMA pour trouver d'autres types d'intervention si l'on sait tous que l'on utilisera soit de l'argent, soit de l'aide en nature? »
- « Les marchés évoluent mais pas l'EMMA. ».

La comparaison des possibilités d'intervention que les EMMA ont laissé entrevoir, sur les vingt évaluations réalisées, est disponible dans le document présenté ci-dessous. Il est utile en ce qu'il montre la grande variété des interventions suggérées par une EMMA. Néanmoins, malgré le niveau élevé de faisabilité de nombreuses interventions indirectes, qu'elles concernent une aide en argent, en coupons ou en nature, la majorité des interventions qui ont été mises en œuvre concernait ces trois modalités. Cela était dû à de nombreuses raisons.

- **Le timing des EMMA:** la résolution des problèmes de timing et de coordination, particulièrement dans le cadre d'EMMA menées en collaboration entre plusieurs organisations, a souvent nécessité beaucoup plus de temps que prévu. Les résultats consécutifs à cette coordination n'ont pas forcément été obtenus à temps pour contribuer aux recommandations en matière de conception des projets. Ces suggestions concernaient, entre autres : la coordination des interventions dans le temps ; les montants de transfert adéquats ; les interventions en elles-mêmes ou une association d'interventions, par exemple le recours à l'argent et à l'aide en nature, ce qui semble de plus en plus être efficace.
- **Le manque de conseils émanant des bailleurs de fonds :** de nombreux praticiens ont affirmé qu'afin de pouvoir soumettre une proposition aux bailleurs de fonds, cette dernière doit déjà refléter le soutien apporté par l'analyse de marché en faveur des recommandations d'intervention. Cependant, il n'y a pas de financement ou ressources disponibles à cette fin. C'est pourquoi « la distribution d'argent ou de nourriture est proposée, puis les bailleurs de fonds finance cette proposition afin d'analyser le marché, puis cette analyse est utilisée dans le but de justifier une distribution d'argent ou de nourriture ». Des conseils précis sur la manière dont les bailleurs de fonds estiment que les organisations humanitaires doivent financer l'analyse de marché ainsi que sur le niveau d'analyse attendu seraient utiles.
- **Le manque de compétences pour la mise en œuvre d'interventions indirectes et la crainte qu'elles empiètent sur le domaine du relèvement rapide et du développement :** cela amène la question essentielle suivante, avec laquelle luttent les praticiens. Si l'analyse de marché est neutre, abordée sans parti pris envers quelque choix d'intervention que ce soit, et si, en supposant que cette analyse est précise, une intervention différente est suggérée pour réduire la dépendance à l'aide, pour promouvoir les moyens de subsistance et pour entretenir les mécanismes de survie des personnes affectées, alors : que devrait-on faire ? Actuellement, la réponse à cette question diffère parmi les secteurs : dans certains cas, des interventions alternatives consistant, par exemple, à accorder un crédit aux commerçants sont mises en œuvre ; mais la grande majorité des organisations éprouvent des difficultés liées à leur mandat, aux besoins des populations affectées et à leur capacité.
- **Le choix des marchés :** dans le cadre de nombreuses initiatives EMMA menées conjointement par plusieurs organisations, il a été affirmé que le choix des marchés essentiels n'était pas toujours pertinent pour chaque organisation. Cela a par exemple amené certaines organisations à envisager d'adapter les EMMA en vue de créer des outils similaires conformes à leurs propres besoins. Certains rapports au sujet des EMMA ont aussi été critiqués pour une sélection non pertinente des marchés.
- **Les capacités et les EMMA :** la réussite des EMMA semble dépendre de la qualité des responsables et du personnel qui les mettent en œuvre. Les responsables qui étaient expérimentés et qui disposaient de personnel ayant de bonnes connaissances locales ont fourni les meilleurs résultats.
- **Mettre les marchés en relation dans l'analyse :** l'une des frustrations ressenties par certains praticiens concernait le fait que l'EMMA était un exercice assez poussée mais sur un seul marché de marchandises. Selon d'autres acteurs de mise en œuvre de l'EMMA, même si cette évaluation était conçue pour un seul marché de marchandises, il était possible de faire de nombreuses déductions au sujet d'autres marchés à partir du processus même de l'EMMA, par le biais d'une description qui pourrait contribuer à une approche multi-marchés.

- **Les EMMA et le court terme** : l'une des personnes interrogées a confié que l'EMMA devrait constituer une intervention rapide (qui n'a pas recours aux compétences techniques) conçue pour une intervention ne dépassant pas six mois. Selon elle, après l'utilisation de l'EMMA, il faudrait planifier une analyse MIFIRA ou une autre, plus solide, pour la phase allant de six mois à deux ans.
- **La mise en œuvre partielle des EMMA** : bien que cet outil présente un grand potentiel, les personnes interrogées ont mentionné que seules les cartes de marché étaient utilisées fréquemment et à part entière. Selon elles, les liens avec l'analyse des lacunes et l'analyse d'interventions n'étaient pas aussi forts qu'ils auraient pu l'être. La cartographie de marché est extraite et mal mise en relation avec l'analyse des lacunes ou l'analyse d'interventions, en dépit du fait que ces outils existent au sein de l'EMMA. La plupart ne font qu'extraire et utiliser la cartographie visuelle.

Market Information and Food Insecurity Response Analysis : MIFIRA

Le cadre de travail *Market Information and Food Insecurity Response Analysis* (MIFIRA) est un outil d'analyse d'interventions destiné à évaluer la faisabilité des options de transfert dans des conditions de marché, des circonstances liées aux foyers et des préférences données (Barrett et al. 2009). La MIFIRA tourne autour de deux questions. Premièrement : les marchés locaux fonctionnent-ils bien ? Deuxièmement : si les marchés locaux ne fonctionnent pas assez bien pour apporter une aide, y a-t-il suffisamment de nourriture disponible aux alentours afin de remédier à cette pénurie ? Par exemple, si les marchés ne peuvent pas répondre à une demande accrue causée par un afflux monétaire sans augmenter les prix, le recours à ces formes de transfert ne soutiendra pas la population ciblée aussi bien que des transferts de nourriture (en nature). En plus de cette analyse, la MIFIRA a été testée sur le terrain en Somalie (par FEWS NET, en 2011) et au Kenya (Ouma et al. 2010). Des analyses MIFIRA ont été récemment menées dans d'autres régions, mais leurs résultats sont à paraître et ne sont donc pas disponibles à l'heure où ce rapport est rédigé.

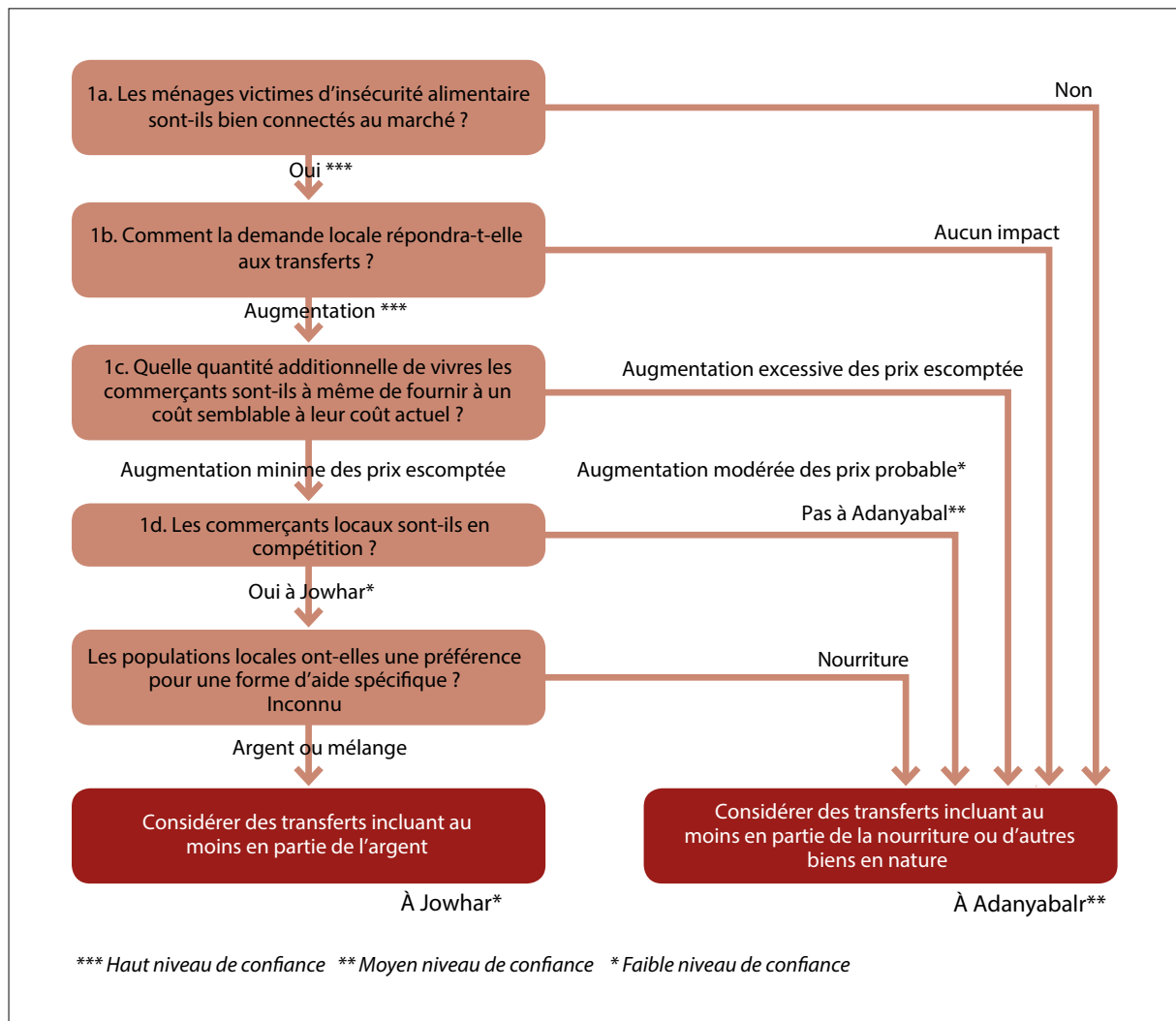
Chaque question de la MIFIRA est subdivisée en une série de sous-questions en vue de préciser et de faciliter l'analyse. La première question évalue si les marchés locaux sont fonctionnels selon une analyse à cinq dimensions. (1a) Dans quelle mesure les foyers touchés par l'insécurité alimentaire sont-ils liés aux marchés ? (1b) Quelle est la valeur approximative de la demande accrue sur les marchés alimentaires générée par l'intervention proposée ? (1c) Les commerçants locaux sont-ils en mesure de répondre à une telle hausse de la demande sans augmenter les prix de la nourriture ? (1d) Observe-t-on une concurrence suffisante entre les commerçants sur les marchés locaux ? (1e) Les foyers indiquent-ils une préférence pour une certaine forme d'aide ? La seconde question de la MIFIRA est : y a-t-il suffisamment de nourriture disponible aux alentours afin de remédier à cette pénurie ? Elle étudie l'effet potentiel des achats de nourriture réalisés par une organisation humanitaire sur les marchés sources⁶².

Bien que l'outil MIFIRA ne fasse l'objet que d'un sous-ensemble limité d'expériences par rapport à l'outil EMMA, les premières interventions qui ont eu recours à cet instrument peuvent laisser entrevoir des perspectives d'évolution.

- **La MIFIRA nécessite des données de bases pour être mise en œuvre, ce qui entraîne des difficultés dans les pays qui ne disposent pas de telles données.** Néanmoins, l'avantage inhérent est que le suivi continu des marchés et l'élaboration de repères apportent une valeur conséquente, dont la MIFIRA a besoin.

⁶² Michelson et al. *Cash, Food or Vouchers in Urban and Rural Kenya? An Application of the Market Information and Food Insecurity Response Analysis Framework*. 2012.

FIGURE 6 : ANALYSE MIFIRA MENÉE PAR USAID ET FEWS NET EN SOMALIE EN 2011



- **La MIFIRA requiert des membres du personnel spécialisés et expérimentés, et elle nécessite beaucoup plus de temps que l'EMMA, par exemple.** Bien que les résultats de ce type d'analyse soient moins soumis à la subjectivité que ceux de l'EMMA, la MIFIRA ne constitue pas pour autant un modèle de marché et n'apporte pas l'objectivité d'un tel modèle. Il convient d'examiner les compromis entre les contraintes de qualité, de coordination dans le temps et de ressources de l'outil MIFIRA par rapport à d'autres.
- **Les questions posées par l'analyse MIFIRA ne portent pas sur la capacité des commerçants à fournir des quantités de marchandises à un prix autre que le prix courant (précis ou approximatif).** Cette caractéristique est perçue comme une limite à la compréhension, par exemple de l'élasticité de l'offre et des coûts relatifs d'approvisionnement pour différentes quantités.
- **Interventions prédéfinies :** de par sa conception, l'outil MIFIRA présente des choix prédéfinis entre les interventions monétaires, de coupons ou en nature. Toutefois, naturellement, l'application de cet outil apporte également un aperçu significatif et intéressant d'autres interventions de marché non traditionnelles.

ANNEXE 2 : COMPARAISON DES INTERVENTIONS EMMA DANS DIFFÉRENTS CONTEXTES ET SUR DIVERS MARCHÉS

TABLEAU 4 : COMPARAISON D'INTERVENTIONS EMMA

Comparaison d'interventions EMMA		
Marché et pays évalués	Marché de la main-d'œuvre agricole dans le département du sud-est d'haïti	Marché des haricots dans le département du sud-est d'haïti
Période d'évaluation (remarque : différente de la date de publication)	Mars-avril 2010	Mars-avril 2010
Organisations engagées dans la mise en œuvre de l'évaluation (excepté celle à l'origine de l'évaluation, le cas échéant)	Le réseau SEEP, ACDI/VOCA, IRC, Save the Children, Diakonie	Le réseau SEEP, ACDI/VOCA, IRC, CROSE, Save the Children
Analyse des lacunes	<p>En raison de la fréquence des crises économiques en Haïti, on ne peut considérer le tremblement de terre du 12 janvier comme une catastrophe unique à l'origine de nettes différences en matière de dépenses et de consommation par rapport à la situation antérieure. Les foyers du Sud-Est ont déjà élaboré un éventail de stratégies d'adaptation, telles que la consommation accrue de produits agricoles cultivés localement (par ex. des tubercules amylicés) et l'utilisation des réserves d'argent et d'actifs. Par conséquent, la qualité de vie décline peu à peu, et non soudainement. Il est ainsi plus difficile de quantifier exactement les lacunes en matière de besoins à satisfaire et il est plus efficace d'examiner le niveau de revenus normal par rapport à celui affecté par la catastrophe. La restauration d'un niveau de revenus normal devrait permettre aux foyers d'accroître progressivement leur qualité de vie (par ex. les habitants commencent à acheter des aliments plus nutritifs) et de réaliser davantage d'économies afin d'atténuer l'impact d'une prochaine crise.</p>	<p>Le manque de demande est la principale contrainte sur le marché des haricots dans le Sud-Est. Les revenus des foyers ont diminué suite au tremblement de terre et une des stratégies d'adaptation consiste à acheter moins de haricots. Si les agriculteurs ne réussissent pas à se procurer de semences et à rassembler suffisamment de main-d'œuvre, les familles qui, auparavant, plantaient des haricots, pourraient se tourner vers des cultures moins onéreuses, ce qui diminuerait la production nationale et accroîtrait les importations. Par conséquent, cela pourrait réduire le volume des récoltes et diminuer les revenus des producteurs de haricots, en plus de provoquer une hausse des prix. Nous devons nous attaquer aux problèmes d'insécurité et des infrastructures de stockage hasardeuses à Croix-des-Bossales, à Port-au-Prince ; l'approvisionnement semble adéquat sur les marchés finaux, ce pourquoi il ne s'agit pas de la principale contrainte sur le marché. L'aide alimentaire a doublé, voire triplé dans certaines régions du Sud-Est et elle pourrait s'avérer responsable d'une partie du manque de demande. La chute des revenus des foyers explique, en revanche, de manière bien plus conséquente ce manque de demande.</p>



ANNEXE 2 : COMPARAISON DES INTERVENTIONS EMMA DANS DIFFÉRENTS CONTEXTES ET SUR DIVERS MARCHÉ

Intervention 1	Transferts monétaires sans conditions destinés aux plus vulnérables.	Restreindre la distribution de haricots à un minimum (par ex. pour les hôpitaux) et passer à un approvisionnement local pour les distributions restantes.
Intervention 2	Argent contre travail (mesuré et structuré de manière à ne pas nuire aux activités de plantation et de récolte).	Si ce n'est pas déjà fait, rendre publique la date de fin de la « montée en puissance » (31 mars) auprès des détaillants.
Intervention 3	Distribution (continue) de semences de haute qualité (certifiées, testées quant à la germination), dans l'idéal via des programmes d'achat local, des programmes de prêt ou des programmes portant sur les agriculteurs multiplicateurs de semences, etc.	Transferts monétaires sans conditions destinés aux plus vulnérables.
Intervention 4	Subventions ou prêts aux plus gros producteurs agricoles.	Argent contre travail (mesuré et structuré de manière à ne pas nuire aux activités de plantation et de récolte).
Intervention 5	Sollicitation des institutions financières existantes ou création de nouvelles infrastructures, en vue d'apporter un financement agricole (crédit, assurance).	Distribution (continue) de semences de haricots de haute qualité.
Intervention 6	Dynamiser les opportunités d'emploi rural alternatif	Rendre possible l'établissement d'un système de marché des semences pour le secteur privé pour des semences de haute qualité.
Intervention 7	Préparation aux interventions en vue de la saison des ouragans de 2010.	Sollicitation des institutions financières existantes ou création de nouvelles infrastructures, en vue d'apporter un financement agricole (crédit, assurance).
Intervention 8		Renforcement de la sécurité à Croix-des-Bossales.
Intervention 9		Interventions de réduction des risques de catastrophe.



Comparaison d'interventions EMMA		
Marché et pays évalués	Le système de marché des haricots en Haïti	Le système de marché de la main-d'œuvre du bâtiment à Port-au-Prince, en Haïti
Période d'évaluation (remarque : différente de la date de publication)	7-17 février 2010	7-17 février 2010
Organisations impliquées dans le processus d'évaluation (excepté celle à l'origine de l'évaluation, le cas échéant)	IRC, la Croix-Rouge américaine, la Croix-Rouge haïtienne, la Fédération internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Save the Children, Mercy Corps, Oxfam GB, ACDI/VOCA, le Programme alimentaire mondial et FEWSNET	IRC, la Croix-Rouge américaine, la Croix-Rouge haïtienne, la Fédération internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Save the Children, Mercy Corps, Oxfam GB, ACDI/VOCA, le Programme alimentaire mondial et FEWSNET
Analyse des lacunes	<p>Les discussions tenues avec les principaux informateurs dans les camps et sur les marchés ont indiqué une baisse considérable de la consommation de haricots suite au tremblement de terre.</p> <p>Une enquête rapide menée auprès des foyers vulnérables montre que les revenus d'un foyer moyen ont chuté de 60 à 70 % en conséquence directe du tremblement de terre. Avant le choc, la nourriture représentait environ 35 % des dépenses totales. Vu la baisse importante des revenus, les dépenses alimentaires représentent désormais environ 85 % des dépenses totales. Cela signifie que toute transformation environnementale susceptible d'accroître le prix des haricots aurait également des conséquences significatives sur les foyers.</p> <p>Pour calculer les lacunes au niveau de la demande en haricots par rapport aux ressources disponibles pour acheter des haricots, il faudrait disposer de données plus précises au sujet des revenus et des dépenses. Le groupe a fait face à d'importantes difficultés liées à la collecte de données quantitatives, en raison de problèmes au niveau de la stratification de la population affectée à Port-au-Prince.</p>	<p>L'enquête de référence de FEWSNET datant de 2009 nous informe que les plus pauvres ont un revenu moyen oscillant entre 9 500 et 12 500 gourdes par mois et qu'ils participent occasionnellement à des travaux de construction. Ils pourraient s'apparenter aux ouvriers non qualifiés repérés dans notre cartographie des marchés. Les foyers pauvres de Port-au-Prince gagnent entre 12 500 et 17 500 gourdes par mois et participent aussi occasionnellement à des travaux de construction. Ce fait sera sans doute lui aussi représenté sur nos cartes, dans la catégorie du travail non qualifié. D'après FEWSNET, les foyers à revenu intermédiaire gagnent entre 17 500 et 25 000 gourdes par mois et leurs membres sont susceptibles de travailler à des postes classés comme semi-qualifiés sur nos cartes. Tandis que 31 % de la population haïtienne reçoit des versements d'argent, les plus pauvres sont en réalité les moins susceptibles d'en bénéficier s'ils n'ont jamais pu envoyer des membres de leur famille à l'étranger ou y payer leur éducation. Les premières estimations montrent que les foyers subissent une chute de leurs revenus à hauteur de 60 à 70 %. Ce manque à gagner va, de toute évidence, subsister jusqu'à ce que les moyens de subsistance soient rétablis, ce qui dépendra de la rapidité avec laquelle les foyers réussissent à reconstituer leurs actifs et de la résistance du marché de façon générale. Une fois la situation stabilisée, il sera important d'effectuer une analyse de l'économie des ménages (HEA) ou une étude de référence afin de rassembler des informations plus détaillées sur les revenus, dépenses, mécanismes d'adaptation et stratégies de relèvement des foyers.</p>



ANNEXE 2 : COMPARAISON DES INTERVENTIONS EMMA DANS DIFFÉRENTS CONTEXTES ET SUR DIVERS MARCHÉ

Intervention 1	Transferts monétaires immédiats sans conditions et/ou coupons pour les consommateurs.	Coordination par les parties prenantes pour remédier à un régime foncier peu claire.
Intervention 2	Création à court, voire à long terme, d'activités génératrices de revenus.	Recrutement à court terme d'ingénieurs et techniciens du génie civil pour éviter d'avoir à drainer les compétences du secteur privé local.
Intervention 3	Apport immédiat d'argent, de coupons ou de semences certifiées aux petits producteurs dans les régions montagneuses.	Mettre à jour le programme de formation afin qu'il tienne compte de l'impact du tremblement de terre.
Intervention 4	Promouvoir les programmes de stimulation de la demande.	Formation de maçons, charpentiers, électriciens, etc., par des ONG (par exemple, VSO et Habitat for Humanity International dispensent des formations). Mise en relation de la formation avec des options de suivi (formation en apprentissage, prêts aux petites entreprises, etc.).
Intervention 5	Argent contre travail pour réparer les systèmes d'irrigation.	Plateforme pour l'emploi sur Internet pour le secteur du bâtiment, afin d'associer les entreprises locales à la fois avec les ouvriers locaux et la diaspora.
Intervention 6	À Port-au-Prince, achat d'outils pour le moyen terme et distribution aux petits producteurs dans le sud.	Amélioration de la communication avec le grand public au sujet : de l'aide au déblaiement des décombres, des droits de propriété, des permis de construire, du zonage, etc.
Intervention 7	Réparation immédiate des ports (Gouvernement d'Haïti ou autres programmes)	Soutien aux institutions de formation existantes : 1. réhabilitation et reconstruction d'infrastructures ; 2. renforcement des capacités parmi les hauts responsables, le corps enseignant et le personnel des institutions locales (dans le domaine des changements en application des normes antisismiques) ; 3. Apprentissage et simplification de l'entrée des apprentis sur le marché du travail.
Intervention 8	S'assurer immédiatement que les ports sont ouverts au commerce (Gouvernement d'Haïti).	Agence d'emploi pour ouvriers de tous niveaux dans le secteur du bâtiment.
Intervention 9	Ne pas fournir d'aide alimentaire avant d'avoir déterminé si le système de marché peut être restauré par d'autres interventions.	Encourager le parlement à adopter une loi autorisant la possession séparée au sein d'un même bâtiment (processus auparavant en cours).
Intervention 10	Si l'aide alimentaire s'avère nécessaire, envisager l'approvisionnement local.	Améliorer l'accès au crédit à la construction avec des conditions générales de vente adéquates.
Intervention 11	Apporter immédiatement des subventions d'aide aux entreprises, à hauteur de 100 à 500 dollars américains, pour les petits commerçants.	Construire des logements sociaux.
Intervention 12	Apporter immédiatement des subventions d'aide aux entreprises, à hauteur de 500 à 1 000 dollars américains pour les commerces de taille moyenne.	Inspection et mise en application des permis de construire et des normes de construction antisismiques.
Intervention 13	Installation immédiate d'un dispositif d'argent contre travail pour réparer les routes, les systèmes d'irrigation et les entrepôts de stockage.	
Intervention 14	À court terme, les organisations de mise en œuvre devraient rechercher des mesures créatives visant à sécuriser les marchés.	
Intervention 15	Avant la mise en œuvre des programmes, les organisations doivent soigneusement analyser la population ciblée en se concentrant sur les revenus et les dépenses.	
Intervention 16	Effectuer un suivi des importations et exportations en République dominicaine : volumes commercialisés, réglementations, quantités exportées qui retournent en Haïti, effets des augmentations subites de la demande.	
Intervention 17	Garder des données de référence fiables : volumes importés et exportés, prix, nombre de commerçants et leur interaction.	
Intervention 18	Mener une analyse plus approfondie du crédit formel accordé aux vendeurs et du crédit informel accordé à Madame Saras.	



Comparaison d'interventions EMMA		
Marché et pays évalués	Le système de marché des feuilles de tôle ondulée galvanisée en Haïti	Le système de marché du riz en Haïti
Période d'évaluation (remarque : différente de la date de publication)	7-17 février 2010	7-17 février 2010
Organisations impliquées dans le processus d'évaluation (excepté celle à l'origine de l'évaluation, le cas échéant)	IRC, la Croix-Rouge américaine, la Croix-Rouge haïtienne, la Fédération internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Save the Children, Mercy Corps, Oxfam GB, ACDI/VOCA, le Programme alimentaire mondial et FEWSNET	IRC, la Croix-Rouge américaine, la Croix-Rouge haïtienne, la Fédération internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Save the Children, Mercy Corps, Oxfam GB, ACDI/VOCA, le Programme alimentaire mondial et FEWSNET
Analyse des lacunes	<p>Une quantité de 8 à 9 feuilles de tôle ondulée galvanisée représente la demande totale inassouvie des foyers. Comme l'indique ce tableau, le besoin total en tôle ondulée galvanisée parmi les familles déplacées de leur foyer à Port-au-Prince est de 1,4 à 2,7 millions de feuilles. Cette lacune dans la couverture en matière de tôle existe principalement parce que les familles qui en ont besoin pour ériger un abri transitoire adéquat avant la saison des pluies n'ont pas le pouvoir d'achat nécessaire pour acquérir ce produit sur le marché local. Par ailleurs, même si elles disposaient de ce pouvoir d'achat, il faut tenir compte du fait qu'un maximum de 50 % des détaillants locaux en quincaillerie ont vu leur magasin détruit ou ont quitté Port-au-Prince pour la campagne, ou encore n'ont pas le capital nécessaire pour que le magasin reste ouvert.</p>	<p>De janvier à juin, 2 millions de foyers à Port-au-Prince et en province totalisaient un manque comparable à 17 000 tonnes d'équivalent céréales par mois. De juin à décembre, 2 millions de foyers à Port-au-Prince et en province manquaient de 9 000 tonnes d'équivalent céréales par mois. En plus de l'apport de ce volume d'aide alimentaire, la CNSA a suggéré de constituer, de juillet à novembre, un stock d'urgence de 90 000 tonnes d'équivalent céréales dont un maximum de 53 % de nourriture produite localement (suivant le niveau de production alimentaire locale). L'organisme a proposé que, de janvier à juin, l'aide alimentaire s'élève à 102 000 tonnes d'équivalent céréales (soit 4,8 % de la consommation totale de nourriture en 2008 en Haïti). Il convient de comparer cela au volume d'aide de 2008 (116 063 tonnes d'équivalent céréales) et de prendre en compte le fait que les volumes de l'aide apportée en 2010 seront bien plus importants, sachant que Port-au-Prince n'était habituellement pas une zone recevant de l'aide alimentaire.</p>



ANNEXE 2 : COMPARAISON DES INTERVENTIONS EMMA DANS DIFFÉRENTS CONTEXTES ET SUR DIVERS MARCHÉ

Intervention 1	Distribution d'argent aux foyers pour l'auto-approvisionnement en tôle de fer (et d'autres matériaux de construction).	Création d'une réserve alimentaire nationale (stock de sécurité).
Intervention 2	Approvisionnement en tôle de fer sur le marché local et distribution aux foyers touchés.	Établir une communication entre les organisations humanitaires et le secteur privé (notamment les importateurs).
Intervention 3	Distribution de coupons « pour l'achat de marchandises », échangeables chez les détaillants locaux contre de la tôle.	Garantir une sécurité renforcée sur les marchés.
Intervention 4	Reconstitution directe du capital des institutions de microfinance.	Distributions ciblées, comprenant des paniers de nourriture plus complets, en parallèle d'un dispositif d'argent ou vivres contre travail.
Intervention 5	Subventions en espèces accordées aux petits commerçants qui ont perdu leurs stocks et leur(s) magasin(s), pour la reconstruction de ce(s) dernier(s) et le redressement de leur entreprise.	Contrôle de la reprise du système de marché et suivi des mesures de sécurisation.
Intervention 6	Plaidoyer auprès d'acteurs de la reconstruction (ONG, Gouvernement, Nations unies, etc.) pour l'optimisation des infrastructures existantes de la chaîne de marché.	Redressement des infrastructures.
Intervention 7	Système de suivi des prix pour les matériaux de construction (ciment, granulat, sable, bois d'œuvre, barres d'armatures et tôle ondulée galvanisée chez les principaux fournisseurs à Port-au-Prince...).	Ports : garantir l'établissement d'un ordre de priorité pour les activités commerciales.
Intervention 8	Micro-crédit destiné aux petits commerçants qui ont perdu leurs stocks et leur(s) magasin(s) (nouvelles lignes de crédit).	Garantir aux petits entrepreneurs et commerçants l'accès au crédit et au micro-crédit.
Intervention 9	Contribuer au partage d'informations et à la négociation entre détaillants et grossistes afin d'assurer l'approvisionnement continu des petits commerces.	Étude de faisabilité portant sur les achats locaux de riz.
Intervention 10		Distributions ciblées continues de paniers de nourriture plus complets.
Intervention 11		Argent ou vivres contre travail.
Intervention 12		Coupons alimentaires.
Intervention 13		Subventions en espèces.

Comparaison d'interventions EMMA		
Marché et pays évalués	Le système de marché du ciment au Kirghizistan	Le système de marché de la tôle ondulée galvanisée au Kirghizistan
Période d'évaluation (remarque : différente de la date de publication)	23-28 juillet 2010	23-28 juillet 2010
Organisations impliquées dans le processus d'évaluation (excepté celle à l'origine de l'évaluation, le cas échéant)	IRC	IRC
Analyse des faiblesses	<p>Si la stabilité politique est maintenue, le marché du ciment sera tout à fait en mesure de répondre rapidement à une hausse de la demande. La chaîne d'approvisionnement est assez fonctionnelle pour que les détaillants soient à même d'accroître leur stock de produits (sans augmenter les prix sur le marché de façon significative) en cas de hausse de la demande. La construction de 2 000 abris transitoires, gérée à l'échelle internationale, nécessitera jusqu'à 15 000 tonnes de ciment, une quantité que les détaillants locaux pourront entièrement fournir puisqu'elle ne représente qu'un faible pourcentage de la capacité de production locale totale. Même en tenant compte de la demande supplémentaire provenant de l'entraide et du redressement des entreprises, la capacité de production de ciment du Kirghizistan suffit amplement à satisfaire tous les besoins de reconstruction.</p> <p>Afin de préserver les moyens de subsistance des acteurs du marché du ciment, il vaut mieux se procurer ce dernier sur les marchés des matériaux de construction plutôt que de contourner la chaîne de valeur et de s'approvisionner directement auprès des usines de ciment. La communauté internationale devrait prêter extrêmement attention à ses commandes de ciment, afin de s'assurer de la régler dans son intégralité.</p> <p>Autrement, cela placerait un lourd fardeau financier sur les usines, qui ne peuvent pas stocker du ciment produit pendant une longue période de temps sans que ce dernier perde en qualité. Le ciment ne doit pas être importé de l'étranger car cela aura des conséquences encore plus lourdes sur la demande, déjà réduite, sur le marché correspondant.</p>	<p>Une intervention directe à l'échelle du foyer et du détaillant stimulera le système de marché fonctionnel. Malgré la force du système de marché, il est essentiel que les organisations internationales coordonnent étroitement les aspects de leur intervention qui ont trait à l'achat et/ou la distribution de tôle ondulée galvanisée. Les principales perturbations affectant le système de marché de la tôle ondulée galvanisée sont l'importation réduite de ce produit ainsi que des matières premières associées, et la capacité de traitement locale. En raison de la fermeture prolongée de la frontière avec le Kazakhstan, la chaîne d'approvisionnement a perdu un apport considérable de tôle ondulée galvanisée et des matières premières associées.</p> <p>Les détaillants rapportent une chute à hauteur de 30 à 70 % affectant les ventes depuis le déclenchement de la situation d'urgence, sachant que les activités de construction ont ralenti ou se sont arrêtées en réaction aux violences. Bien que l'on observe des variations dans les zones de marché géographiques au Kirghizistan, les niveaux des stocks et de la production suffiront à continuer de satisfaire la demande restreinte pendant quelques semaines. Néanmoins, les stocks s'épuiseront rapidement lorsque la reconstruction financée par l'entraide et les organisations internationales débuttera réellement. Le système de marché ne sera pas en mesure de répondre aux besoins anticipés de la reconstruction sans le rétablissement du flux de tôle ondulée galvanisée et des matières premières associées provenant des marchés d'importation à un niveau équivalent ou supérieur à celui antérieur à la situation d'urgence, et sans la garantie d'une capacité adéquate de traitement. La pénurie ainsi provoquée ferait très probablement grimper les prix et pousserait les consommateurs à rechercher des matériaux de couverture alternatifs, tels que la tôle ondulée d'amiante-ciment, ou des solutions improvisées.</p> <p>Neuf fabricants de tôle ondulée galvanisée sur quatorze n'ont toujours pas repris leur activité. Par conséquent, il pourrait y avoir un goulot d'étranglement dans la chaîne de marché, qui limiterait la faculté du marché à répondre à la hausse de la demande liée à la reconstruction. La capacité des cinq fabricants en activité n'a pas été déterminée par l'intervention EMMA mais il faudrait la quantifier au plus vite.</p>



ANNEXE 2 : COMPARAISON DES INTERVENTIONS EMMA DANS DIFFÉRENTS CONTEXTES ET SUR DIVERS MARCHÉ

Intervention 1	Réaliser des achats en gros à un prix fixe auprès de commerçants locaux.	Coupons destinés aux foyers vulnérables.
Intervention 2	Émettre des coupons pour les personnes dont le logement ou l'entreprise a subi des dommages ou a été détruite.	Réaliser des achats en gros à un prix fixe.
Intervention 3		Coupons destinés aux producteurs, pour le recrutement de main-d'œuvre intérimaire.

Comparaison d'interventions EMMA		
Marché et pays évalués	Le système de marché des pommes de terre primeurs au Kirghizistan	Le système de marché de la farine de blé au Kirghizistan
Période d'évaluation (remarque : différente de la date de publication)	23-28 juillet 2010	23-28 juillet 2010
Organisations impliquées dans le processus d'évaluation (excepté celle à l'origine de l'évaluation, le cas échéant)	IRC	IRC
Analyse des faiblesses	<p>Le système de marché des pommes de terre primeurs s'est fractionné. Les liens entre le transport en gros depuis les producteurs vers des marchés de taille importante se sont considérablement réduits. Les dommages affectant de vastes zones commerciales telles que le grand bazar et Osh ont transféré un certain volume du commerce vers des zones de marché secondaires et tertiaires. Par exemple, une grande partie des affaires a été déplacée vers Zapodniy Bazaar et Frunzenskiy, où le nombre de commerçants est tel que beaucoup d'entre eux vendent sur le bord de la route, près du marché ; cette pratique était moins fréquente avant la situation d'urgence. Les commerçants qui font souvent affaire là-bas obtiennent fréquemment leurs biens en effectuant des trajets quotidiens en taxi vers des zones de production : ils y achètent les marchandises pour les ventes de la journée. À leur tour, ces zones de marché redynamisées sont la source de biens pour un autre phénomène de vente créé par la crise : la croissance multiple du nombre de commerçants dans les mahalas. La peur a empêché de nombreuses personnes de s'aventurer en dehors de la relative sécurité de leur quartier et des marchés sont apparus pour satisfaire une demande très locale. Dans les mahalas ouzbeks de la ville d'Osh, le modeste ensemble de kiosques, érigés il y a longtemps et représentant le centre commercial d'un quartier, est maintenant bondé de vendeurs de produits agricoles qui occupent sans permission le bord de la route.</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1) Les conditions météorologiques causent une chute imprévue du rendement, allant jusqu'à 40 % de la récolte de blé. 2) Les problèmes à long terme, tels que des machines vieilles ou inadaptées, et des systèmes d'irrigation qui fonctionnent mal, sont aggravés par le prix des fertilisants et des pesticides, qui sont en hausse en conséquence de la situation d'urgence ; cela provoque un impact négatif sur les producteurs de blé. 3) De nombreuses boulangeries à forte production sont fermées ; les dépôts de pain le sont également et les liaisons de transport entre boulangers et détaillants sont supprimées. 4) La sécheresse, les feux de forêt, l'embargo de la Russie sur les exportations de blé et sur l'accumulation de réserves vont sans doute créer une pénurie et faire grimper les prix dans l'ensemble de la région. 5) Le prix croissant de la farine affectera les boulangers, en particulier les petites boulangeries qui opèrent en marge des autres, dans les mahalas. 6) Certains des petits boulangers et des acteurs du marché qui ont subi une diminution d'activité ou dont la/les boutique-s ont été endommagé-e-s ne seront pas en mesure de réintégrer la chaîne de marché. Sans demande stimulante au niveau des commerces de détail, certains points de vente ne rouvriront pas, ou bien ceux actuellement ouverts pourraient cesser leur activité en raison de faibles revenus et de coûts opérationnels élevés. 7) La distribution directe de farine aux foyers signifiera qu'aucun capital n'entrera dans la chaîne de valeur locale, au-delà de l'importateur ou du grossiste, ce qui affaiblira davantage des sections essentielles de la chaîne de marché.



ANNEXE 2 : COMPARAISON DES INTERVENTIONS EMMA DANS DIFFÉRENTS CONTEXTES ET SUR DIVERS MARCHÉ

Intervention 1	Allocation de subventions en espèces aux agriculteurs les plus touchés.	Allocation de subventions en espèces aux agriculteurs les plus touchés.
Intervention 2	Argent contre travail pour que les agriculteurs désengorgent les systèmes d'irrigation et d'autres systèmes agricoles. Équipes dont le but est de désencombrer les marchés et les entreprises.	Argent contre travail pour que les agriculteurs désengorgent les systèmes d'irrigation et d'autres systèmes agricoles. Équipes dont le but est de désencombrer les marchés et les entreprises.
Intervention 3	Transport subventionné pour relier les exploitations agricoles aux marchés.	Système public d'information concernant les cultures et les marchés.
Intervention 4	Système public d'information concernant les cultures et les marchés.	Coupons destinés aux boulangers, aux détaillants et/ou aux foyers vulnérables.
Intervention 5	Coupons destinés aux détaillants, pour des achats auprès d'intermédiaires.	Plaidoyer auprès du Gouvernement kirghize pour l'achat d'un certain volume de blé auprès des agriculteurs.
Intervention 6	Plaidoyer auprès des gouvernements kirghize, kazakh, ouzbek et russe pour la réouverture des frontières à des fins commerciales.	

Comparaison d'interventions EMMA		
Marché et pays évalués	Rapport sur les systèmes de marché de la farine de blé et de la tomate dans l'est de la Libye	Pakistan Flood Response - KPK FINAL REPORT Rapport final concernant l'intervention en réponse aux inondations au Pakistan (en anglais uniquement)
Période d'évaluation (remarque : différente de la date de publication)	23 mai - 7 juin 2011	7-28 septembre 2010
Organisations impliquées dans le processus d'évaluation (excepté celle à l'origine de l'évaluation, le cas échéant)	PAM, IRC, FAO	ACF, ACTED, CARE, IRC, Oxfam, Save the Children
Analyse des faiblesses	<p>Blé :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les marchés des aliments de base fonctionnent suffisamment bien pour que toute intervention internationale centrée sur le blé ou la nourriture soit axée sur les marchés. 2. On compte assez de blé et de farine dans l'est de la Libye pour tenir jusqu'aux alentours de la fin juillet. 3. Les foyers de l'est de la Libye n'ont pas connu de perturbation importante de leur accès au pain, aux pâtes et à la semoule de blé, ni de leur capacité à en acheter. 4. La farine de blé n'est pas couramment utilisée à l'échelle des foyers et l'on ne devrait pas en distribuer directement aux familles. Il faudrait reproduire, dans les plans de contingence, l'ensemble des stratégies d'aide directe aux boulangeries avec l'apport de farine, de levure et de sel, en les associant à des coupons destinés aux foyers vulnérables repérés (distribution en cours à Misrata). La capacité de stockage ne suffira qu'à l'équivalent de trois mois de consommation de farine. L'une des conséquences de cette capacité limitée est la dépendance à une importation permanente, et le fait que les fluctuations du prix du blé acheté à l'étranger, sans réserves nationales, peut coûter cher au Fond de Stabilisation des Prix (Price Stabilization Fund [PSF]). C'est une faille du système de marché qui met à mal la sécurité alimentaire. 5. L'intervention EMMA n'a pas permis de recueillir de données pertinentes au sujet de la culture du blé en dehors de l'est de la Libye. On recommande une étude approfondie de la capacité de production nationale, dans le but final d'appuyer et de développer le rôle de la production locale dans la transformation et la consommation du blé. <p>Tomates :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Le marché de l'est de la Libye voit transiter de grands volumes de tomates importées, ce qui a garanti des prix relativement stables et bas pour les consommateurs. 2. La part de marché des producteurs de tomates libyens a diminué du fait de l'augmentation des importations. 3. La perte de main-d'œuvre étrangère, la hausse du prix des intrants, la sensibilité à la rouille et le blocage de l'accès aux marchés dans l'ouest ont diminué les rendements et restreint la surface plantée de tomates lors des deux premiers cycles végétatifs. 4. Bien que les tomates constituent une importante source de revenus, il ne s'agit pas de la seule. Toutefois, les problèmes énumérés au point précédent influent aussi sur la plantation et les rendements d'autres cultures plantées par des producteurs de tomates. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Environ 60 % des travailleurs occasionnels qui étaient employés dans les domaines agricoles (voir calendrier saisonnier) ont perdu 50 % de leur revenu estimé. 2. La demande de main-d'œuvre dans les domaines agricoles dépend de l'aptitude des agriculteurs à cultiver, qui dépend elle-même de l'état des terres et du système d'irrigation ; la situation est donc très incertaine pour la demande habituelle de main-d'œuvre saisonnière.



ANNEXE 2 : COMPARAISON DES INTERVENTIONS EMMA DANS DIFFÉRENTS CONTEXTES ET SUR DIVERS MARCHÉ

Intervention 1	Programme de coupons destinés aux agriculteurs, pour l'achat de semences, d'engrais et de pesticides.	Programmes monétaires ciblés, axés sur le fourrage et l'abri (fourrage et abri dans les plaines, abri dans les montagnes).
Intervention 2	Programmes de coupons destinés aux foyers vulnérables, pour l'achat de tomates et autres légumes cultivés en Libye.	Programmes axés sur le bétail, qui contribuent à la survie des animaux restants.
Intervention 3	Allègement de la dette des agriculteurs grâce à des subventions en espèces ou au remboursement direct de prêts impayés.	Association de fourrage, de bois d'œuvre et de terre à bois de chauffage, et de plantation en bordure de champs.
Intervention 4	Livraison de blé faisant l'objet d'un don bilatéral par cargo, pour la mouture et la distribution.	Solutions d'abri rapide pour le bétail dans les montagnes.
Intervention 5	Plaidoyer en faveur de la restauration de droits de douane sur les fruits et légumes importés.	Subventions en espèces ou coupons pour l'abri : intégration du secteur privé lorsque cela s'avère possible. Elle dépend de la formation à des méthodes de construction plus sûres et de l'utilisation de coupons pour obtenir du bois d'œuvre de qualité.
Intervention 6	Argent contre travail dans le but de réparer les infrastructures basiques qui soutiennent l'agriculture.	Achat de bois d'œuvre par les organisations, en dehors du Khyber Pakhtunkhwa et/ou du Pakistan.
Intervention 7	Assurance des cultures contre les risques naturels.	Accroître l'accès au crédit pour les petits détaillants de bois d'œuvre.
Intervention 8	Plaidoyer en faveur de l'escale de navires de ligne dans l'est de la Libye.	Intégration de l'abri pour le bétail dans la totalité ou la plupart des programmes d'abri.
Intervention 9	Sous forme de reconnaissance de dette : approvisionnement de blé bilatéral ou multilatéral par cargo, pour la mouture et la distribution ; la valeur de la marchandise devra être remboursée par des multinationales lorsque l'accès au crédit sera débloqué.	Approvisionnement en lots de semences de blé dans les régions montagneuses (et approvisionnement en intrants et outils, ou subventions en espèces à cette fin).
Intervention 10		Transferts monétaires à des petits producteurs dans les plaines et la partie inférieure des hautes terres, pour l'achat de semences et d'intrants (envisager la nécessité d'un second versement lors de la saison de plantation du maïs, dans l'ensemble du Khyber Pakhtunkhwa).
Intervention 11		Transferts monétaires à des petits producteurs (achat d'intrants agricoles et d'intrants pour le bétail).
Intervention 12		Augmenter l'accès au crédit pour les petits détaillants d'intrants agricoles.
Intervention 13		Amélioration de l'accès à la mécanisation (via la traction animale dans les hautes terres, où l'accès est difficile).
Intervention 14		Réduction ou suppression des frais de canaux d'irrigation.
Intervention 15		Possibilité de mettre en place un dispositif d'argent contre travail dans les hautes terres à des fins de réhabilitation. Envisager de faire de même dans les plaines deux mois plus tard, après la fin de la réhabilitation initiale.
Intervention 16		Identifier de nouvelles sources de revenus pour les femmes.
Intervention 17		Aide pour élever le bétail et la volaille.
Intervention 18		Entrepôts pour les semences et le fourrage ou banques de céréales (magasins de semences à l'échelle des foyers et infrastructures communautaires de stockage des semences et du fourrage).
Intervention 19		Stockage amélioré du fourrage et banques de semences pour les plantes fourragères.
Intervention 20		Plaidoyer en faveur de l'assouplissement des restrictions sur les importations de bois d'œuvre.
Intervention 21		Association de fourrage, de bois d'œuvre et de terre à bois de chauffage, et de plantation en bordure de champs.



Comparaison d'interventions EMMA		
Marché et pays évalués	Pakistan Flood Response - Wheat Seeds and Flour Final Report Rapport final sur les semences et la farine de blé lors de l'intervention en réponse aux inondations au Pakistan (en anglais uniquement)	Pakistan Flood Response - Sindh Final Report Rapport final concernant l'intervention en réponse aux inondations au Pakistan (en anglais uniquement)
Période d'évaluation (remarque : différente de la date de publication)	7-28 septembre 2010	7-28 septembre 2010
Organisations impliquées dans le processus d'évaluation (excepté celle à l'origine de l'évaluation, le cas échéant)	ACF, ACTED, CARE, IRC, Oxfam, Save the Children	ACF, ACTED, CARE, IRC, Oxfam, Save the Children
Analyse des lacunes	<p>Concernant le blé, les stocks de grain parmi les agriculteurs et les consommateurs ruraux ont été perdus suite à la destruction d'infrastructures d'entreposage. Cela a augmenté la demande des foyers liée à la consommation de blé. Tandis que des réserves de blé sous forme de grains sont disponibles auprès de PASSCO (entreprise d'approvisionnement et de stockage de grain) et du bureau de contrôle alimentaire provincial, la principale contrainte pour les foyers pauvres réside dans la manière d'accéder à la farine de blé, vu que la plupart d'entre eux n'ont plus de revenus. Le Gouvernement n'a pas encore fixé le prix du grain, d'où le fait que le prix de la farine de blé soit resté constant. La réglementation gouvernementale sur le système des quotas ainsi que l'embargo en vigueur sur l'importation de blé doivent encore être révisés par les autorités. Les grands meuniers rencontrent des difficultés pour acheminer la farine vers les régions rurales, à cause des routes et ponts détruits. Ils ne peuvent pas modifier les prix, étant donné que le Gouvernement contrôle et régule ces derniers. La hausse du prix du carburant a considérablement affecté les petits meuniers des régions rurales. Le volume moulu a également chuté de 600 kg par jour à environ 280 kg, du fait du déplacement de la population rurale, de la perte de réserves de blé stockées à l'échelle des foyers et de la difficulté d'accès par la route. Les récoltes sur pied telles que le riz, le maïs, les légumes et les fruits ont également subi des dommages, d'où une réserve de nourriture très restreinte pour les mois à venir.</p>	<p>Blé :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Une importante partie des réserves de blé des « consommateurs ruraux » (principalement les petits et moyens producteurs) a été perdue suite aux inondations. La perte de blé stocké dans les régions rurales accroîtra la demande de farine de blé sur les marchés urbains dans les mois à venir. 2. À l'heure actuelle, 40 000 tonnes au total sont disponibles auprès de PASSCO à Sukkur, où les bureaux de contrôle alimentaire provinciaux de Sukkur et de Shikarpur disposent de stocks s'élevant respectivement à 110 000 et 20 000 tonnes. Tandis que ces réserves semblent suffisantes pour satisfaire la demande immédiate de farine au cours des prochains mois, elles ne sauront répondre à une demande soutenue et accrue sur le long terme. 3. On a observé une hausse de 17 % du prix de la farine de blé au détail sur les marchés de Sukkur (de 240 à 280 roupies pakistanaises pour 10 kg). Les hausses du prix du blé au détail sont susceptibles de se poursuivre, créant ainsi un fardeau supplémentaire pour les foyers touchés par les inondations. 4. Les eaux stagnantes et les débris véhiculés par les inondations (dont de la vase et du sable) jusqu'aux terres agricoles causeront probablement un retard de plantation pour le blé qui sera récolté l'année prochaine, ainsi que de plus faibles rendements. <p>Main-d'œuvre agricole :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Pour de nombreux ouvriers et ouvrières agricoles, les opportunités en matière d'emploi risquent d'être restreintes au cours des prochains mois. Un soutien envers des projets à long terme portant sur la réhabilitation des terres et de l'irrigation est nécessaire. 2. Les niveaux de salaire sont menacés, du fait de la hausse du nombre d'ouvriers et ouvrières. 3. On s'attend à ce que certains ouvriers et ouvrières sans terre soient réticents à l'idée de revenir sur leurs terres rurales si aucune possibilité de revenu ou d'abri/logement n'est proposée. L'une des conséquences possibles est la hausse du taux d'exode rural.



Analyse des lacunes		<p>Fourrage :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Les dommages causés par les inondations aux récoltes sur pied de fourrage vert et de sucre de canne risquent d'être conséquents et ils renforceront le manque de fourrage qui survient à la fin de l'hiver. On estime que les pertes de paille de blé stockée, une source de fourrage peu coûteuse, sont également importantes.2. Les principales pertes en matière d'animaux concernaient les petits ruminants et la volaille.3. Environ la moitié des petits propriétaires de bétail déplacés indiquent qu'ils ont dû vendre un ou deux animaux afin de satisfaire leur besoin urgent d'espèces.4. Les propriétaires de bétail qui font réellement commerce rapportent qu'ils reçoivent une somme 30 à 50 % moins importante que celle à laquelle ils s'attendaient. <p>Poteaux en bambou et en bois d'œuvre :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Les réserves existantes de poteaux en bambou et en bois d'œuvre ne suffisent pas à satisfaire le besoin colossal d'abri d'urgence ou d'abri transitoire dans le Sindh.2. La disponibilité immédiate, le bas prix et la composition fibreuse des poteaux en bois manjhandari (<i>Sesbania aculeata</i>) constitue une alternative au bambou pour soutenir les tentes, encadrer les bâches en plastique ou servir de charpente de toiture pour les matériaux légers (chaume de palme).3. D'ici le début de l'année prochaine, la capacité du marché du bambou et du manjhandari à satisfaire la demande accrue liée à l'abri dépendra de deux variables : l'aptitude des ONG à renforcer leurs activités d'aide en matière d'abri d'urgence et d'abri transitoire ; et la précision au sujet de la politique de reconstruction proposée par le Gouvernement, notamment en ce qui a trait à la définition des types de matériaux de construction qui seront recommandés.4. Une modification de la demande est susceptible de survenir au cours du premier trimestre 2010 : elle risque de passer des abris soutenus par des poteaux en bambou et en bois d'œuvre à des maisons maçonnées.
---------------------	--	---

Intervention 1	Aide monétaire (subventions en espèces ou coupons) destinée aux petits producteurs dans les plaines et la partie inférieure des hautes terres, au Khyber Pakhtunkhwa, au Pendjab et dans les camps. Envisager un second versement pour la plantation du maïs.	Transferts monétaires ou coupons alimentaires pour satisfaire les besoins des foyers les plus vulnérables.
Intervention 2	Argent contre travail. Lien avec : l'aménagement du terrain ou la préparation de canaux d'irrigation ; d'autres programmes d'argent contre travail dans le domaine de la restauration des moyens de subsistance ; la réparation des routes endommagées par les inondations.	Transferts monétaires ou coupons destinés aux petits propriétaires de bétail ou aux foyers vulnérables, pour l'achat de fourrage ou d'aliments concentrés, ainsi que d'autres intrants agricoles.
Intervention 3	Distributions directes d'aide alimentaire destinées aux déplacés internes, dans les régions où l'accès physique au marché est impossible ou extrêmement difficile.	Soutien institutionnel aux services vétérinaires et aux organisations de femmes éleveuses de bétail, en vue d'un travail sur la portée et la formation avec pour axe principal la promotion de rendements laitiers plus élevés.
Intervention 4	Repérer et développer des sources de revenus alternatives pour les agriculteurs qui ne sont pas en mesure de planter leurs cultures cette année.	Encourager l'approvisionnement régional en poteaux de bambou ou de bois d'œuvre pour la construction d'abris d'urgence et d'abris transitoires, pour les trois mois à venir.
Intervention 5	Mener une évaluation du crédit disponible pour les foyers et les petits commerçants, ainsi que du rôle des institutions de microfinance et des banques dans la satisfaction des besoins de crédit.	Argent contre travail à des fins de rétablissement des moyens de subsistance ruraux, et de réhabilitation des terres agricoles, des canaux d'irrigation, ainsi que des routes.
Intervention 6	Plaidoyer auprès du Gouvernement au sujet de changements temporaires affectant les politiques d'importation et de commerce inter-provinces.	Évaluation de la sécurité alimentaire à l'échelle des districts afin de contribuer au programme de relèvement ; repérage de la population potentiellement victime d'insécurité alimentaire.
Intervention 7	Soutien de bailleurs de fonds en faveur du relèvement à court et à long terme (y compris pour la réduction des risques de catastrophes).	Distribution de semences de fourrage vert et des engrais pour la saison de plantation des cultures rabi, en se concentrant sur les terres cultivées qui ont été réhabilitées trop tard pour permettre la plantation de blé.
Intervention 8	Créer des magasins de semences et de fourrage à l'échelle des foyers et des communautés (Khyber Pakhtunkhwa).	Subventions en espèces pour contribuer au remplacement des actifs de subsistance et des matériaux pour les artisans et les ouvriers qualifiés (ex. charpentiers, maçons, mécaniciens).
Intervention 9	Approvisionnement en semences de blé destiné à de petits producteurs au Pendjab et au Khyber Pakhtunkhwa.	Soutien aux opportunités axées sur les femmes dans le domaine agricole, au sein et en dehors du foyer (ex. élevage de volaille, reconstitution du troupeau, jardins potagers).
Intervention 10	Évaluation des besoins par des ONG, dans le domaine de la sécurité alimentaire et du relèvement rapide.	Dissuader d'utiliser des poteaux de bambou ou de bois d'œuvre pour la construction de murs trois mois plus tard, afin d'éviter l'épuisement des réserves.
Intervention 11		Recherches approfondies sur les systèmes de marché des briques cuites produites dans les fours locaux ou régionaux, en vue de contribuer à repérer les opportunités de participation à une production accrue.
Intervention 12		Il faudrait mettre en place un groupe de travail technique au sein du groupe sectoriel de logement d'urgence afin d'apporter des conseils au sujet des matériaux de construction communs pour les logements résistants aux catastrophes.



ANNEXE 2 : COMPARAISON DES INTERVENTIONS EMMA DANS DIFFÉRENTS CONTEXTES ET SUR DIVERS MARCHÉ

Comparaison d'interventions EMMA		
Marché et pays évalués	Marché du riz importé et de la main d'œuvre agricole au Liberia, dans le comté du Grand Gedeh	Marché du porc et du poulet dans le district de Lê Thu'y, dans la province de Qua' ng Binh au Vietnam
Période d'évaluation (remarque : différente de la date de publication)	12-20 avril 2011	11-14 décembre 2010
Organisations impliquées dans le processus d'évaluation (excepté celle à l'origine de l'évaluation, le cas échéant)	Oxfam GB	Oxfam, Centre de gestion des catastrophes, Nations unies au Vietnam
Analyse des lacunes	<p>Le marché semble présenter une capacité restreinte à répondre à l'augmentation de la main-d'œuvre suite à l'afflux de réfugiés. L'analyse des capacités des agriculteurs montre que les petits et moyens producteurs ont tiré profit de la hausse de la disponibilité de main-d'œuvre. Néanmoins, les petits producteurs vulnérables disposent de très peu d'intrants agricoles et présentent une capacité très limitée à embaucher de la main-d'œuvre pour leurs rizières des basses terres. Leurs moyens de subsistance seront affectés sur le long terme, avec la baisse de l'autosuffisance alimentaire, la hausse de la dépendance au marché, un plus fort endettement et le recours à des stratégies d'adaptation négatives. L'étude n'a pas permis d'estimer le nombre de réfugiés qui exercent une activité agricole ou qui travaillent dans des rizières. Certains souhaitent se lancer dans une activité agricole dans les hautes ou basses terres tandis que d'autres le font déjà, et ils demandent un approvisionnement en intrants agricoles. En outre, leur source de revenu est limitée et ne leur permet pas de satisfaire leurs besoins essentiels, ni de démarrer des activités de subsistance.</p>	<p>Marché du porc :</p> <p>Sur les 25 800 éleveurs porcins, six semaines après l'inondation, environ 18 000 d'entre eux n'avaient pas encore redressé leur activité et avaient encore besoin d'aide. Leurs pertes sont estimées, en moyenne, à 30 % de leur troupeau, dont la majorité n'a toujours pas été remplacée. Un éleveur nécessitera six à douze mois pour reconstituer totalement son troupeau. À ce jour, des éleveurs de Lê Thu'y ont reçu, depuis la fin novembre, une aide sous forme de kits VET, et de matériaux de construction d'abris pour animaux. Cette aide sera apportée jusque fin janvier 2011. Lorsqu'on leur a demandé de choisir leur type d'aide préféré, leurs foyers ont opté pour une aide monétaire.</p> <p>Marché du poulet :</p> <p>Six semaines après les inondations, 8 600 éleveurs de poulets sur un total de 25 900 ont encore besoin d'aide. En moyenne, 30 à 40 % du nombre total de poulets par foyers ont été perdus, soit 5 à 8 poulets par éleveur. Certains éleveurs ont déjà pu en acheter de nouveaux, mais pas tous. On estime actuellement que le manque s'élève à environ 150 000 poulets. Le laps de temps nécessaire à un éleveur pour revenir au même nombre de poulets sans aucune aide extérieure est d'environ six à neuf mois. Les éleveurs préfèrent recevoir une aide pour l'élevage de poulets étant donné que les coûts d'investissement et de maintenance pour un élevage porcins sont considérés plus élevés.</p>



Intervention 1	Transferts monétaires sans conditions pour la nourriture.	Approvisionnement en porcelets ou poussins, destiné aux éleveurs.
Intervention 2	Coupons alimentaires.	Subventions en espèces aux productrices agricoles.
Intervention 3	Distribution directe de nourriture.	Coupons monétaires destinés aux productions agricoles de taille moyenne affectées gérées par des femmes, pour l'achat de porcelets ou poussins.
Intervention 4	Association d'une distribution directe de nourriture à des coupons alimentaires et une subvention en espèces pour les moyens de subsistance.	Micro-crédit ou prêts aux moyens éleveurs.
Intervention 5	Coupons de main-d'œuvre.	Aide pour les cultures (patate douce, manioc, banane, etc.) pour la promotion des plantes fourragères et l'intensification de leur culture.
Intervention 6	Plaidoyer auprès du Gouvernement, du PAM, de l'UNHCR et des bailleurs de fonds pour : 1/ accroître la couverture et favoriser les approches combinées pour ce qui a trait aux programmes (aide alimentaire associée aux transferts monétaires) ; 2/ cibler aussi en priorité les communautés hôtes affectées par l'afflux de réfugiés.	Plaidoyer en faveur de bâtiments d'élevage résistants aux inondations et aide dans ce domaine.
Intervention 7	Plaidoyer auprès du Gouvernement, d'ONG et du PAM, au sujet de l'impact négatif sur les marchés locaux provoqué par une distribution directe exclusivement alimentaire, dans l'optique de favoriser des interventions combinées qui comprennent des modalités de transfert monétaire.	Cours dispensés aux organismes d'enseignement et de formation professionnels, ainsi qu'aux éleveurs.
Intervention 8	Suivi du marché du riz importé et de la main-d'œuvre agricole dans la continuité de la présente évaluation EMMA, en vue de l'étendre à d'autres régions affectées par l'afflux de réfugiés.	
Intervention 9	Analyse de la chaîne de marché des semences.	
Intervention 10	Analyse de la chaîne de marché des articles d'hygiène (on suggère de choisir le savon, étant donné qu'il est aussi produit au niveau local).	
Intervention 11	Évaluation d'autres systèmes de marché (suggestions : ceux du manioc et de l'huile de palme).	
Intervention 12	Consultation des acteurs concernés sur le thème des frais de paiement liés à l'argent contre travail, et obtention d'un accord collectif.	
Intervention 13	Soutien à la production et à la commercialisation locales de riz afin d'accroître l'autosuffisance et de réduire la dépendance externe.	
Intervention 14	Plaidoyer en faveur de travaux de réhabilitation des routes par le Gouvernement	
Intervention 15	Aide à l'accès au crédit et au micro-crédit, pour les petits entrepreneurs et commerçants.	



ANNEXE 2 : COMPARAISON DES INTERVENTIONS EMMA DANS DIFFÉRENTS CONTEXTES ET SUR DIVERS MARCHÉ

Comparaison d'interventions EMMA		
Marché et pays évalués	Le système de marché du riz dans la province du Nord, au Sri Lanka	Rapport pour la crise d'Abiyé
Période d'évaluation (remarque : différente de la date de publication)	Mars-avril 2011	11-14 décembre 2010
Organisations impliquées dans le processus d'évaluation (excepté celle à l'origine de l'évaluation, le cas échéant)	USAID/OFDA pour l'USAID au Sri Lanka	Mercy Corps, Conseil norvégien pour les réfugiés
Analyse des lacunes	<p>Agriculteurs cultivant du riz paddy :</p> <p>Les bénéficiaires provenant de la culture du riz paddy pour cette saison assureront un revenu pour moins d'un mois (en supposant la vente de toute la récolte ou en comptant la valeur de la consommation personnelle de l'agriculteur). Les foyers ayant une femme à leur tête luttent tout particulièrement afin de pouvoir payer la main-d'œuvre et les intrants nécessaires. Leur situation pourrait donc même être pire.</p> <p>On peut cependant améliorer cette issue. Si le même agriculteur était à même de stocker son riz paddy et d'attendre avant de le vendre, ou s'il mettait des ressources en commun avec d'autres pour transporter le riz à faible coût afin de le vendre à un acheteur qui en donnera un meilleur prix, il gagnerait plus. Il est cependant évident que même dans de très bonnes conditions, la culture du riz paddy ne peut pas satisfaire à elle seule les besoins des familles, et qu'elle doit être complétée par d'autres activités de subsistance.</p> <p>Ouvriers et ouvrières :</p> <p>Au plus fort de la saison, les ouvriers hommes peuvent gagner un salaire 20 % supérieur au seuil de pauvreté, pour une famille de cinq personnes. Néanmoins, les niveaux de salaires et les heures de travail disponibles à d'autres moments de l'année forcent les ouvriers et ouvrières à gagner un revenu plus de 40 % en-dessous du seuil de pauvreté pour une famille moyenne. Pour les agriculteurs qui travaillent à temps partiel, le potentiel de revenus est plus bas, puisque le pic de la demande de main-d'œuvre survient lorsque ces agriculteurs doivent être eux-mêmes en train de récolter.</p> <p>Consommateurs de riz :</p> <p>La disponibilité de la nourriture ne semble pas être un problème majeur. Différents types de denrées alimentaires étaient largement disponibles dans les villes et villages de toute la province, bien que les habitants de régions plus rurales rencontrent des difficultés pour acheter de la nourriture en raison de moyens de transport lents et imprévisibles. Le PAM a estimé que les besoins en matière d'aide alimentaire diminueraient de manière régulière pour passer de presque 19 000 foyers en février 2011 à moins de 10 000 en avril et à tout juste 3 292 en juillet.</p>	<p>Tôle de fer pour la toiture :</p> <p>La fermeture de routes à partir de Khartoum a complètement coupé la chaîne d'approvisionnement depuis cette ville pour les importateurs, les commerçants régionaux et locaux. De nombreux commerçants régionaux ne sont pas en mesure de transporter de la tôle stockée.</p> <p>Pour les importateurs, la fermeture des routes du nord les a poussés à passer une deuxième commande depuis la Chine et Dubaï. La demande liée à cette tôle de fer a quadruplé depuis la fermeture des routes. Cette tôle, qui provient de la Chine et de Dubaï, est plus onéreuse ; ainsi peu de commerçants locaux et régionaux peuvent ou souhaitent en acheter auprès d'importateurs. Par conséquent, cette chaîne d'approvisionnement est partiellement interrompue.</p> <p>Les commerçants régionaux détiennent un stock de tôle de fer qui s'épuise lentement et la plupart sont réticents à l'idée de rechercher des voies d'approvisionnement alternatives car ils pensent que les routes vers Khartoum vont bientôt rouvrir. La plupart des personnes interrogées estimaient que la tôle de fer provenant d'autres sources était de qualité inférieure et qu'il n'y avait donc pas de demande pour celle-ci.</p> <p>Les commerçants locaux des zones ciblées ne disposent actuellement d'aucun stock de tôle de fer et leur capacité à reconstituer leurs stocks depuis Wau est amoindrie par des problèmes de transport tels qu'un coût élevé du carburant et le début de la saison des pluies, qui rend les routes difficilement praticables.</p> <p>La demande pour la tôle de fer à des fins de construction d'abris pour les foyers reste peu précise mais, vu l'absence d'herbe pour la construction d'abris traditionnels, plusieurs organisations humanitaires souhaitent étudier cette option. En plus des problèmes de demande, les obstacles majeurs sont, entre autres, le manque d'aptitudes techniques à la construction à l'aide de tôle de fer, ainsi que la disponibilité d'autres composantes nécessaires à un abri.</p>



<p>Analyse des lacunes</p>	<p>La principale difficulté pour les consommateurs de la province du Nord est l'accès à la nourriture en termes de finances. À l'automne 2010, les bénéficiaires ont signalé que la majorité de leur consommation de riz dépendait de l'aide alimentaire. Nombreux sont ceux qui ont affirmé qu'ils s'en sortaient financièrement, mais de justesse. La population n'épargne pas actuellement et elle s'inquiète de dépenses imprévues. Le prix de nombreux types d'aliments (dont la noix de coco, qui a une place dominante dans la cuisine) a également augmenté.</p>	<p>Tôles métalliques :</p> <p>La demande de tôles métalliques s'est maintenue, puisque celle-ci représente une nécessité élémentaire pour l'agriculture. Avant la crise, les agriculteurs apportaient couramment de la ferraille (y compris les houes distribuées par des ONG en Afrique de l'Est) aux forgerons afin que ceux-ci en fassent des tôles métalliques. On a également découvert qu'il était courant d'en disposer d'une par membre de la famille, étant donné qu'ils doivent tous travailler la terre lors de la saison des plantations. Les distributions effectuées par des ONG prennent rarement cela en compte, ce pourquoi la plupart des foyers achètent régulièrement de nouvelles tôles en amont de la saison des plantations. L'évaluation a donc conclu que, bien qu'un grand nombre d'entre elles ait été distribué par des ONG, les zones cibles comprenaient encore un marché de tôles métalliques.</p> <p>Semences de gombo :</p> <p>Les vendeurs de semences basés à Juba ont augmenté leurs commandes provenant d'Afrique de l'Est mais, malheureusement, il n'existe aucun lien de marché entre Djouba et nos populations cibles. Les commerçants régionaux basés à Wau ont continué d'acheter leurs semences de gombo auprès de fournisseurs à Khartoum mais les font livrer par avion et non par voie routière. Cela engendre un coût supplémentaire, que le seul vendeur de semences de Wau a affirmé ne pas répercuter sur ses clients : pour eux, le prix reste de 16 livres soudanaises au kilo. En effet, il savait que ses clients ne pourraient pas se le permettre, soulignant au passage l'importance de son commerce pour les agriculteurs locaux.</p> <p>On estime qu'avant la crise, il y avait plus de cinq vendeurs de semences à Wau alors qu'à l'époque de l'intervention EMMA, on n'en comptait qu'un seul, ce qui suggère qu'ils ont été considérablement touchés par les fermetures de routes.</p> <p>Au moment de l'évaluation, la route qui mène du Darfour du Sud à Aweil, dans le Bahr el Ghazal du Nord, a été partiellement rouverte. Un commerçant régional d'Aweil a confirmé qu'il recevait désormais des semences de Khartoum via la route passant par le Darfour. Il vend la plupart de ses semences à des agriculteurs locaux ; un commerçant local à Agok venait d'acheter ses semences à Aweil. Ce dernier a clairement affirmé qu'il avait choisi de ne pas stocker de semences de gombo, sachant qu'il ne pourrait pas les vendre dans les régions ciblées parce que des ONG en distribuent régulièrement.</p>
----------------------------	--	---



ANNEXE 2 : COMPARAISON DES INTERVENTIONS EMMA DANS DIFFÉRENTS CONTEXTES ET SUR DIVERS MARCHÉ

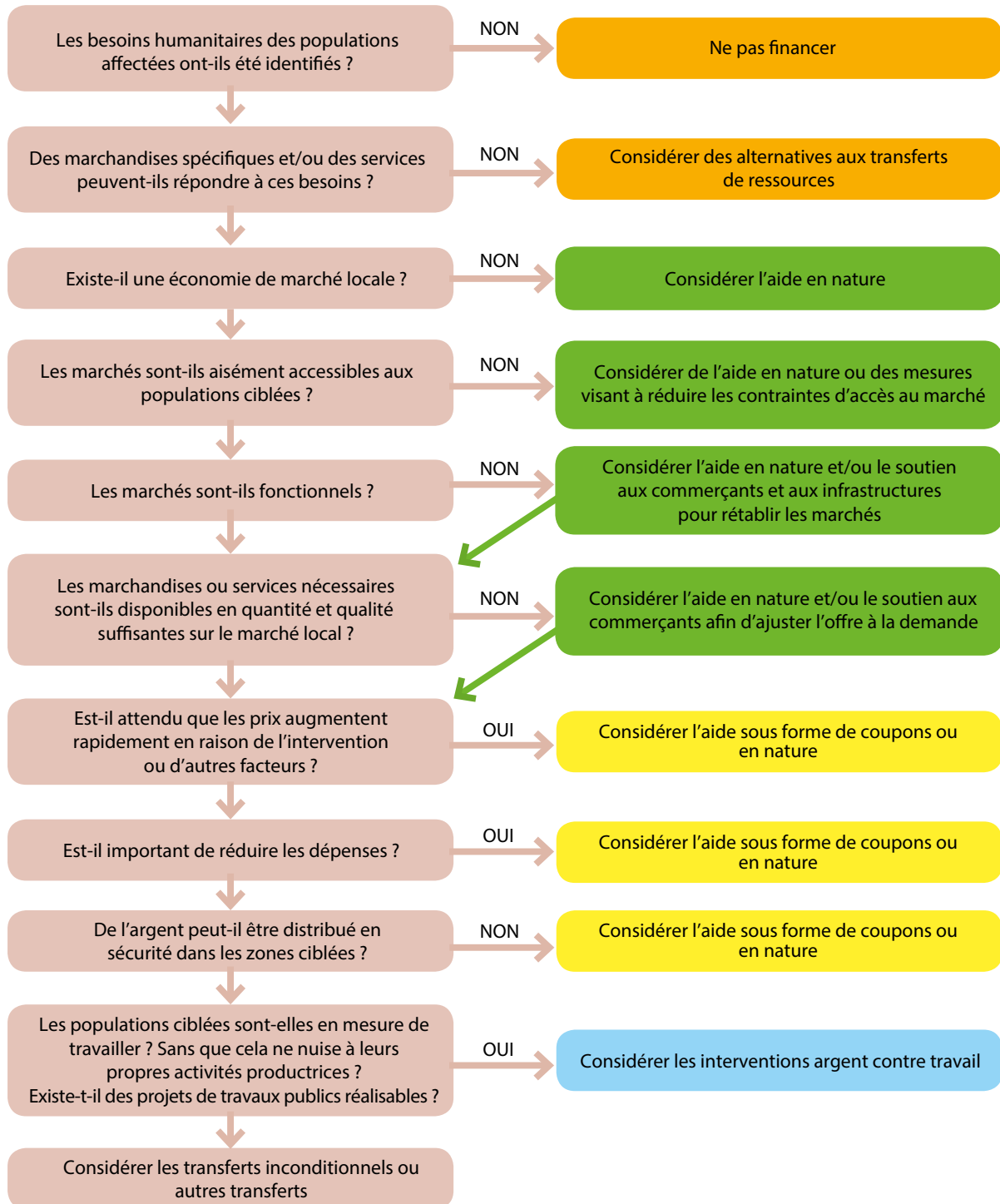
Intervention 1	Stockage amélioré, fondé sur les préférences des agriculteurs (commun ou individuel, dans les foyers ou à l'échelle des villages, dans des centres de services agricoles ou encore dans des coopératives multiservices).	Coupons destinés aux agriculteurs, pour l'achat de graines de gombo aux commerçants locaux.
Intervention 2	Mise à disposition de pompes à eau ou de pompes d'arrosage.	Subventions aux commerçants locaux, pour l'achat de graines de gombo aux fournisseurs.
Intervention 3	Aide à la documentation sur les terres.	Formation agricole à la sélection, la qualité et la gestion des semences, destinée aux agriculteurs.
Intervention 4	Diversification grâce à d'autres activités agricoles : élevage de bétail, cultures commerciales telles que celle d'oignons, de piments, de noix de coco et/ou d'autres plantes de grande culture, selon la pertinence dans la zone concernée et la demande sur le marché.	Coupons destinés aux foyers, pour l'achat de feuilles de tôle aux commerçants locaux.
Intervention 5	Soutien envers les entreprises nouvelles et naissantes : moulins à riz et épicerie de détail à l'échelle des villages, récolte sous contrat et location de machines, etc.	Construction d'entrepôts de stockage destinés aux commerçants locaux.
Intervention 6	Redynamisation des organisations ou associations d'agriculteurs (par le biais de coopératives multiservices, le cas échéant).	Services de transport pour les commerçants.
Intervention 7	Réhabilitation des infrastructures d'irrigation.	Coupons destinés aux bénéficiaires, pour l'obtention de tôles métalliques auprès des commerçants locaux ou directement auprès des forgerons.
Intervention 8	Intervention sur le marché afin de mettre en relation les acheteurs avec des acteurs progressistes du secteur privé.	Accord de subventions aux forgerons pour l'approvisionnement en nouvelles pièces de tôle.
Intervention 9	Crédit-stockage	Subventions aux magasins de quincaillerie locaux pour l'approvisionnement en tôle auprès de fournisseurs à Wau.
Intervention 10	Étude approfondie, notamment sous forme d'une analyse de la sécurité du système de semences (SSSA) ou d'une analyse de marché portant sur les moyens de subsistance alternatifs et diversifiés.	Microfranchise de commerçants de semences en vue de promouvoir les liens entre, d'une part, Djouba et Wau, et d'autre part, les petits marchés de plus petite taille dans l'État de Warrup et à Abiyé.
Intervention 11	Rendre possible la production de riz à plus grande valeur, l'intégration de riz dont les semences viennent du Gouvernement et sont certifiées, recours à des variétés traditionnelles/biologiques, et/ou une stratégie de marque améliorée pour le riz suivant la région d'origine.	Services d'information pour les commerçants, gérés par ces derniers ou par des agents gouvernementaux de vulgarisation agricole.
Intervention 12		Prêts aux commerçants, pour permettre l'approvisionnement en feuilles de tôle auprès d'importateurs à Wau.



Comparaison d'interventions EMMA	
Marché et pays évalués	Intervention en réponse à la sécheresse au Kenya en 2011, dans le comté de Wajir
Période d'évaluation (remarque : différente de la date de publication)	2-6 août 2011
Organisations impliquées dans le processus d'évaluation (excepté celle à l'origine de l'évaluation, le cas échéant)	Mercy Corps
Analyse des lacunes	<p>Dans tout le pays, les communautés ont signalé une baisse de l'accessibilité à l'eau et aux pâturages, et de la qualité des terrains de parcours, à cause des pluies limitées. Tous les foyers interrogés ont perdu la plus grande partie, voire la totalité de leurs troupeaux. De nombreux gardiens de troupeaux attendent que leurs animaux soient sur le point de mourir de faim avant de les vendre. Une poignée de communautés a rapporté des incidents résultant de l'affrontement entre hommes et animaux sauvages, étant donné que les gardiens luttent pour l'accès de leurs troupeaux à des ressources en eau et des terrains de parcours limités. Les principaux groupes de moyens de subsistance dans le comté de Wajir sont pastoraux, les revenus des ménages provenant surtout des ventes de bétail. Les réserves en eau et les terrains de parcours limités n'ont pas été suffisants pour maintenir la taille antérieure des troupeaux et la perte de têtes de bétail a entraîné une perte de revenus. Sans ventes de bétail, les achats deviennent difficiles, voire impossibles. La majorité des foyers, somme toute peu nombreux, qui entreprennent des activités agricoles, produisent des cultures vivrières et des légumineuses pour une consommation au sein des foyers. Très peu d'entre eux produisent un excédent à vendre sur les marchés locaux en cette saison. Les exploitations agricoles non irriguées n'ont pas été plantées la saison dernière. Les personnes qui se sont récemment placées en marge des communautés pastorales et qui ont commencé à faire pousser des cultures en irriguant des terres à l'aide de puits superficiels sont dotées de connaissances et compétences agricoles limitées. On s'attend à ce que les courtes pluies permettent la naissance de chevreaux, de veaux et d'autres animaux, ainsi que la production de lait parmi le bétail restant qui est encore en assez bonne santé. Le mois de novembre constitue généralement la pleine saison du commerce de bétail, bien qu'elle soit restreinte à cause de la taille réduite des troupeaux. L'absence d'une saison des pluies de plus limitera considérablement la capacité des foyers à se relever. D'après les foyers, on a déterminé que les revenus moins importants et les prix accrus de l'alimentaire étaient les obstacles majeurs à l'accès à la nourriture. À l'heure actuelle, la plupart des foyers pauvres et très pauvres dépendent de l'aide alimentaire, que ce soit celle qui leur est distribuée directement ou celle partagée par d'autres foyers. En de nombreux endroits, les dirigeants se sont plaints du fait que le ciblage de l'aide alimentaire n'avait pas été mis à jour depuis l'afflux de nouveaux foyers démunis. En outre, les quantités distribuées sont faibles et les distributions mensuelles durent environ une semaine lorsqu'elles sont partagées avec d'autres familles et avec le bétail. Par rapport à la situation présente six mois auparavant, les foyers consomment de plus petites quantités de nourriture. Au moment où elle a été interrogée, Halima Issa, de Bute, n'avait pas été en mesure de nourrir sa famille depuis deux jours. Fatuma Rashid, de Gurar, avait vu sa fille de cinq mois mourir de faim. La diversité du régime alimentaire est extrêmement limitée. Les foyers consomment surtout du riz, du maïs et du sorgho. La production de lait est faible, en raison du nombre restreint d'animaux et de leur santé, de sorte que la disponibilité et la consommation ont diminué au fil des six derniers mois. Les fruits et légumes sont disponibles dans les grandes villes telles que Wajir, Habaswein et Bute, mais seuls les foyers les plus riches en consomment et ils sont rarement disponibles dans les petites localités. En plus des besoins en eau et en nourriture, les dirigeants de la circonscription Wajir North ont souligné l'importance des infrastructures améliorées destinées au commerce et aux services. Les communautés basées dans le sud du comté de Wajir ont souligné l'importance de soutenir les foyers.</p>
Intervention 1	Transferts monétaires sans conditions pour satisfaire les besoins urgents des foyers vulnérables.
Intervention 2	Argent contre travail pour le rétablissement des moyens de subsistance et la réhabilitation des terres agricoles ainsi que des infrastructures de marché (ex. routes, marchés).
Intervention 3	Coupons alimentaires pour diversifier le régime alimentaire (ex. légumes, fruits, lait) des personnes en marge des communautés pastorales et de leurs hôtes.
Intervention 4	Subventions de transport visant à aider les commerçants et détaillants à accroître et développer l'approvisionnement en fruits et légumes.
Intervention 5	Coupons pour le fourrage, afin que les gardiens de troupeaux achètent du fourrage ou de la nourriture supplémentaire pour le bétail.

ANNEXE 3. DIRECTIVES D'INTERVENTION DE LA DG ECHO

FIGURE 8 : DIRECTIVES DE LA DG ECHO EN MATIÈRE DE FINANCEMENT



ANNEXE 4 : INSTITUTIONS DE SUIVI ÉLARGI DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE PAR PAYS

ANNEXE 4 : SUIVI ÉTARG : DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE PAR PAYS

Systèmes de suivi alimentaire et d'alerte précoce	Pays couverts	Marchandises et marchés couverts
GIEWS : Global Information and Early Warning System de la FAO	Algérie, Égypte, Libye, Maroc, Tunisie, Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Tchad, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Léone, Togo, Cameroun, République centrafricaine, Congo, République démocratique du Congo, Guinée équatoriale, Gabon, Burundi, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Rwanda, Somalie, Soudan, Ouganda, République unie de Tanzanie, Angola, Botswana, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Afrique du Sud, Swaziland, Zambie, Zimbabwe, Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan, Turkménistan, Ouzbékistan, Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Chine, République populaire démocratique de Corée, Inde, Indonésie, Japon, Laos, Malaisie, Maldives, Mongolie, Myanmar, Népal, Pakistan, Philippines, République de Corée, Sri Lanka, Thaïlande, Timor oriental, Viêtnam, Afghanistan, Iran (République islamique d'), Irak, Liban, Arabie saoudite, République arabe syrienne, Turquie, Yémen, Cuba, République dominicaine, Haïti, Costa Rica, Salvador, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Équateur, Guyana, Paraguay, Pérou, Uruguay, Venezuela, Biélorussie, République de Moldavie, Fédération de Russie, Ukraine	non renseigné (directives générales fournies pour de nombreux marchés et commodités)
FEWS NET : réseau Famine Early Warning System de l'USAID	Afghanistan, Tadjikistan, Haïti, Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Burkina Faso, Tchad, Liberia, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, Burundi, Djibouti, Éthiopie, Kenya, Rwanda, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, République unie de Tanzanie, Ouganda, Malawi, Mozambique, Zambie, Zimbabwe, Yémen	Bananes, haricots, manioc, huile de cuisson, dolique, poisson, arachide, bétail, maïs, millet, huile de palme, matoke (type de banane plantain), pommes de terre, riz (importé), sorgho, sorgho/millet, patate douce, mélange de teff, tubercules, blé, ignames
GMFS : Global Monitoring for Food security	Partenaires nationaux : Sénégal, Niger, Mali, Soudan, Éthiopie, Kenya, Mozambique, Malawi et Zimbabwe ; productivité de la végétation mesurée dans les pays suivants : Algérie, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, République centrafricaine, Tchad, Comores, Congo, République démocratique du Congo, Djibouti, Égypte, Guinée équatoriale, Érythrée, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Côte d'Ivoire, Kenya, Lesotho, Liberia, Libye, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Maurice, Maroc, Mozambique, Namibie, Niger, Nigeria, Réunion, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Afrique du Sud, Soudan, Swaziland, République unie de Tanzanie, Togo, Tunisie, Ouganda, Zambie, Zimbabwe	non renseigné



ANNEXE 4 : INSTITUTIONS DE SUIVI ÉLARGI DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE PAR PAYS

Systèmes de suivi alimentaire et d'alerte précoce	Pays couverts	Marchandises et marchés couverts
VAM : unité Vulnerability Analysis and Mapping du Programme alimentaire mondial	Afghanistan, Bangladesh, Cambodge, Inde, Indonésie, Laos, Myanmar, Népal, Pakistan, Philippines, Sri Lanka, Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, République centrafricaine, Tchad, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Liberia, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Sierra Leone, Burundi, Congo, République démocratique du Congo, Djibouti, Éthiopie, Kenya, Rwanda, Somalie, Soudan du Sud, République unie de Tanzanie, Ouganda, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mozambique, Swaziland, Zambie, Zimbabwe, Bolivie, Colombie, Costa Rica, République dominicaine, Équateur, Salvador, Guatemala, Haïti, Honduras, Nicaragua, Panama, Pérou, Arménie, Azerbaïdjan, Égypte, Géorgie, Jordanie, Kirghizstan, Territoires palestiniens occupés, Tadjikistan, Soudan	non renseigné clairement
MARS-FOOD : Surveillance de l'agriculture par télédétection (MARS), de la Communauté européenne et du Centre commun de recherches (CCR)	UE. En matière de sécurité alimentaire, coopération avec d'autres initiatives en vue d'effectuer un suivi des régions touchées par cette insécurité en-dehors de l'UE. Émission d'un grand nombre de communiqués au sujet de zones telles que le Niger et le Soudan, au cas par cas.	blé, orge, riz, maïs, colza, tournesol, betterave à sucre, pomme de terre et pâturages
EARS : Environmental Analysis and Remote Sensing	À l'international	pomme de terre, blé, maïs, sorgho, millet, café
AP3A : Alerte Précoce et Prévision des Productions Agricoles	Burkina Faso, Cap-Vert, Gambie, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad	non renseigné clairement
Agrhymet	Burkina Faso, Cap-Vert, Gambie, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad	non renseigné clairement
SADC : Regional South African Early Warning System for Food Security	Angola, Botswana, République démocratique du Congo, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Swaziland, République unie de Tanzanie, Zambie, Zimbabwe	entre autres, maïs et farine de maïs, riz, manioc, sorgho, millet, arachide, soja, fruits, légumes, pomme de terre et racines, café, blé et farine de blé, huile comestible et graines oléagineuses, tabac, coton, animaux vivants, bœuf, poulet, produits laitiers, épices, sucre, pois
Climate Change Prediction and Applications Centre (ICPAC) de l'IGAD	Burundi, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Rwanda, Soudan, Somalie, République unie de Tanzanie, Ouganda	Effectue un suivi du climat



ANNEXE 5 : LISTE DES PERSONNES INTERROGÉES

1. Emma Delo, CICR
2. Emily Henderson, Oxfam
3. Jessica Saulle, Oxfam
4. Miles Murray, Save the Children
5. Erin Lentz, Cornell
6. Megan McGlinchy, Catholic Relief Services
7. Issa Sanogo, Programme alimentaire mondial
8. Christopher Hillbruner, FEWS NET
9. Benjamin Watkins, anciennement du PAM
10. Fabian Tondel, FEWS NET
11. Blake Stabler, FEWS NET
12. Jude Powell, consultant qui mène une étude sur les EMMA
13. Karri Byrne, International Rescue Committee (IRC)
14. Sigrid Kuhlke, ECHO
15. Sara McHattie, ECHO
16. Devrig Velly, ECHO
17. Laura Meissner, USAID
18. Alessandro De Matteis
19. Ben Mountfield, consultant indépendant
20. Nick Maunder, anciennement de l'ECHO
21. Lili Mohiddin, Oxfam

ANNEXE 6 : BIBLIOGRAPHIE

- Abdulai, Awudu, Barrett, Christopher B. et Hoddinott, John. Does Food Aid Really Have Disincentive Effects? New Evidence from Sub-Saharan Africa. *World Development* 33 (10) : 1689–1704, 2005.
- ACF, ACTED, CARE, IRC, Oxfam, Save the Children. Pakistan Flood Response: KPK FINAL REPORT. Boîte à outils EMMA, septembre 2010.
- ACF, ACTED, CARE, IRC, Oxfam, Save the Children. *Pakistan Flood Response: Wheat Seeds and Flour Final Report*. Boîte à outils EMMA, septembre 2010.
- ACF, ACTED, CARE, IRC, Oxfam, Save the Children. *Pakistan Flood Response: Sindh Final Report*. Boîte à outils EMMA, septembre 2010.
- Adams, L. et Kebede, E. *Breaking the Poverty Cycle: A Case Study of Cash Interventions in Ethiopia. HPG Background Paper*. Londres : ODI, 2005.
- Agence spatiale européenne (ESA). Surveillance globale pour la sécurité alimentaire.
- AGRHYMET, Italie, Organisation météorologique mondiale (OMM). Le Projet Alerte Précoce et Prévisions des Productions Agricoles.
- Agricultural Market Information System (AMIS). *Enhancing Market Transparency*.
- Aheeyar. *Cash grants and microfinance in livelihood recovery in Tsunami affected areas of Sri Lanka*. Londres : ODI, 2006.
- Ahmed, Akhter U. *Comparing Food and Cash Incentives for Schooling in Bangladesh*. Rome : Programme alimentaire mondial, 2005.
- Aker, Jenny. *Does Digital Divide or Provide? The Impact of Cell Phones on Grain Markets in Niger*. Département d'économie, Fletcher School of Law and Diplomacy, Tufts University, Center for Global Development, septembre 2008.
- Albu, M. *Emergency Market Mapping & Analysis*. Practical Action Publishing, 2010.
- Albu, Mike, et Murphy, Emmet. *Market Analysis Tools in Rapid-Onset Emergencies, Phase One Report: A desk review of existing market analysis tools in relation to Oxfam's needs and capabilities*. Practical Action Consulting, Warwickshire, juillet 2007.
- ALNAP. *Humanitarian Action in Drought-related emergencies. Lessons Paper*. ALNAP, octobre 2011.
- Audsley et al. *Comparing cash and food transfers: a cost-benefit analysis from rural Malawi*. Programme alimentaire mondial.
- Bailey, S. et S. Walsh. *The Use of Cash Transfers in Emergency and Post-Emergency Non-Food Item Programs*. Journal of Humanitarian Assistance, 2007.
- Bailey, S., Savage, K. et O'Callaghan, S. *Cash Transfers in Emergencies: A Synthesis of World Vision's Experience and Learning*. Londres : ODI, 2008.
- Banque mondiale. The Global Development Learning Network (GDLN).
- Barrett, Christopher B., Bell, Robert, Lentz C., Erin et Maxwell, Daniel. Market Information and Food Insecurity Response Analysis. *Food Security* : 151-168. Février 2009.
- CaLP. Rapport de la conférence d'apprentissage du CaLP, 2010.



- Choularton, R. *Contingency Planning and Humanitarian Action: A Review of Practice. Network Paper 59.* Londres : ODI, 2007.
- Collins et al. *Portfolios of the Poor: How the World's Poor Live on \$2 a Day.* Princeton University Press, 2009.
- Collinson, Sarah. *Humanitarian action in conflict: implementing a political economy approach.* Instructions, Humanitarian Policy Group, Overseas Development Institute (ODI), avril 2003.
- Commission européenne. *Lessons Learned.* Islamabad : Pakistan Emergency Food security Alliance, mai 2011.
- Concern Worldwide. *Hard cash in hard times: cash transfers versus food aid in rural Zimbabwe.* Étude de cas, juin 2011.
- Consultative Group on International Agricultural Research (CGIAR). Centre de ressources pour l'apprentissage du CGIAR.
- Cosgrave, John. *Humanitarian Funding and Needs Assessment.* In *Humanitarian Response Index 2008.* Donor Accountability in Humanitarian Action, édité par DARA. New York : Palgrave Macmillan, pp. 75–88, 2009.
- Creti, P. et Jaspars, S. Eds. Les programmes de transferts monétaires lors de situations d'urgence. *Oxfam Skills and Practice.* Oxford : Oxfam, 2006.
- Creti, P. *The Impact of Cash Transfers on Local Markets.* CaLP, 2010.
- Creti, Pantaleo. Oxfam. *A market analysis and subsequent interventions following floods in the south-east of Haiti. Supplement 3.* Mars 2006 : 41.
- Darcy, James, et Hofmann, Charles-Antoine. *According to Need? Needs Assessment and Decision-making in the Humanitarian Sector.* HPG Report 15. Overseas Development Institute (ODI), septembre 2003.
- Davies, Simon, et Davey, James. *A regional multiplier approach to estimating the impact of cash transfers: The case of cash aid in rural Malawi.* University of Bath; Concern Worldwide, juin 2007.
- De Matteis, A. *Feasibility Study for Cash Transfers in Swaziland: An Analysis of Market Functioning.* Mbabane : Save the Children Swaziland, 2007.
- De Matteis, A. *Market Functioning in Turkana District, Kenya.* Oxfam, mai 2006.
- Devereux, S. et al. *After the FACT: An Evaluation of Concern Worldwide's Food and Cash Transfers Project in Three Districts of Malawi.* Institute for Development Studies, pour Concern Worldwide, 2006.
- Devereux, S. et al. *Making Cash Count: Lessons from Cash Transfer Schemes in East and Southern Africa for Supporting the Most Vulnerable Children and Households.* HelpAge International, Save the Children UK et l'Institute for Development Studies, 2005.
- Devereux, S. et Jere, P. "Choice, Dignity and Empowerment"? *Cash and Food Transfers in Swaziland: An Evaluation of Save the Children's Emergency Drought Response.* 2007/08. Save the Children Swaziland, 2008.
- Devereux, S. et Mhlanga, M. *Cash Transfers in Lesotho: An Evaluation of World Vision's Cash and Food Transfers Pilot Project.* 2008.
- Devereux, S. *Innovations in the Design and Delivery of Social Transfers: Lessons Learned from Malawi.* Document d'orientation, Concern Worldwide, 2008.
- Dirba, Getachew et Ren, Simon. *Market Analysis in Emergency Food Security Assessments: Guidelines on Market Situation Analysis & Forecast and Response Protocol.* SENAC, Rome : Programme alimentaire mondial, août 2007.
- Donovan et al. *Why pay attention to markets? Emergency Needs Assessments and the Impact of Food Aid on Local Markets.* Instructions SENAC, Programme alimentaire mondial, juillet 2006.

- Donovan, Cynthia et McGlinchy, Megan. *Market Profiles and Emergency Needs Assessments: A Summary of Methodological Challenges*. SENAC, Michigan State University, Programme alimentaire mondial, mai 2006.
- Dorosh et al. *Key Issues in Emergency Needs Assessment. Background Technical Papers*. Unité d'évaluation des besoins d'urgence, Programme alimentaire mondial, octobre 2003.
- EARS. *EARS. Satellite Data for Climate, Water and Food*.
- Esoko. *Esoko: The Market on your Mobile*.
- FAO Rural Radio.
- FAO. *Bridging the Rural Digital Divide*.
- FAO. *Developing a Response Analysis Framework for Food Security Emergencies: Mapping of On-Going Response Analysis Processes*. Avril 2011.
- FAO. *Information Management Resource Kit (IMARK)*.
- FEWS NET (Famine Early Warning System Network). *Niger Food Security Emergency: Malnutrition and Animal Losses Worsen during the Hunger Season*. 2005.
- Gentilini, Ugo. *Cash and Food Transfers: A Primer. Occasional Papers No. 18*. Rome : Programme alimentaire mondial, 2007.
- Global Information and Early Warning System.
- Good Friends: Centre for Peace Human Rights and Refugees. *Alternative NGO Report on the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination Against Women First Periodic Report of the Democratic People's Republic of Korea*. Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, juin 2005.
- Gray, Vanessa. *The un-wired continent: Africa's mobile success story*. Union internationale des télécommunications (UIT).
- Hallam, A. *Evaluating Humanitarian Assistance Programmes in Complex Emergencies. Good Practice Review 7*. Londres : ODI, 1998.
- Harvey et al. *Cash for Work: A Contribution to the International Debate based on Lessons Learnt in Northern Afghanistan*. Eschborn : GTZ, Ministère fédéral de la coopération et du développement économiques, octobre 2009.
- Harvey et al. *Distribution d'argent : les mécanismes de transferts monétaires en situations d'urgence* Save the Children UK pour le CaLP, 2010.
- Harvey et al. *Food Aid and Food Assistance in Emergency and Transitional Contexts: A Review of Current Thinking*. Instructions, Humanitarian Policy Group, Overseas Development Institute (ODI), 2010.
- Harvey, P. *Cash and Vouchers in Emergencies. HPG Discussion Paper*. Londres : ODI, 2005.
- Harvey, P. *Cash-Based Responses in Emergencies. HPG Report 24*. Londres : ODI, 2007.
- Harvey, P. et Bailey, S. *Les programmes de transferts monétaires lors de situations d'urgence*. Humanitarian Practice Network, Overseas Development Institute, juin 2011.
- Harvey, P. et Marongwe, N. *Independent Evaluation of Oxfam GB Zambia's Emergency Cash-Transfer Programme*. ODI pour Oxfam, 2006.
- Harvey, P. et Savage, K. *No Small Change: Oxfam GB Malawi and Zambia Emergency Cash Transfer Programme: A Synthesis of Key Learning*. Londres : ODI, 2006.



Hoddinott, John. 2004. *Examining the Incentive Effects of Food Aid on Household Behaviour in Rural Ethiopia*. Rome : Programme alimentaire mondial.

Hodges et al. *Guidance for DFID country offices on measuring and maximising value for money in cash transfer programmes*. Boîte à outils, DFID, octobre 2011.

Hofmann et al. *Measuring the impact of humanitarian aid A review of current practice*. HPG Research Briefing. Humanitarian Policy Group, Overseas Development Institute, juin 2004.

ICTs for Agricultural Livelihoods. International Institute for Communication and Development (IICD).

International Fund for Agricultural Development (IFAD). *The First Mile Project*. Nations unies.

International Rescue Committee (IRC). *Cement Market System, Kyrgyzstan*. Boîte à outils EMMA, juin 2010.

International Rescue Committee (IRC). *Corrugated Galvanized Iron (CGI) Market System, Kyrgyzstan*. Boîte à outils EMMA, juin 2010.

International Rescue Committee (IRC). *Early Potato Market System, Kyrgyzstan*. Boîte à outils EMMA, juin 2010.

International Rescue Committee (IRC). *Wheat Flour Market System, Kyrgyzstan*. Boîte à outils EMMA, juin 2010.

IRC, la Croix-Rouge américaine, la Croix-Rouge haïtienne, la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Save the Children, Mercy Corps, Oxfam GB, ACDI/VOCA, le Programme alimentaire mondial et FEWS NET. *The Market System for Beans in Haiti*. Boîte à outils EMMA, février 2010.

ITC : e-Choupal.

Jaspars, S. et Maxwell, D. *Food Security and Livelihoods Programming in Conflict: A Review*. Network Paper 65. Londres : ODI, 2009.

Jaspars, Susanne. *Linking relief and development programming in Wajir, Kenya*. Special Supplement. Field Exchange, mars 2006.

Jensen, Robert. *The Digital Divide: Information (Technology), Market Performance, and Welfare in the South Indian Fisheries Sector*. *The Quarterly Journal of Economics*, 2007, 122, N°3 : 879-924.

Kardan, A. et al. *Evaluation of Zimbabwe's Emergency Cash Transfer (ZECT) Programme*. Concern Worldwide et Oxford Policy Management, 2009.

Kebede, E. *Moving from emergency food aid to predictable cash transfers: Recent experience in Ethiopia*. *Development Policy Review*, 2006, 24, N°5 : 579-599.

L'IRC, la Croix-Rouge américaine, la Croix-Rouge haïtienne, la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Save the Children, Mercy Corps, Oxfam GB, ACDI/VOCA, le Programme alimentaire mondial et FEWS NET. *The Market System for Construction Labor in Port au Prince, Haiti*. Boîte à outils EMMA, février 2010.

L'IRC, la Croix-Rouge américaine, la Croix-Rouge haïtienne, la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Save the Children, Mercy Corps, Oxfam GB, ACDI/VOCA, le Programme alimentaire mondial et FEWS NET. *The Market System for Rice in Haiti*. Boîte à outils EMMA, février 2010.

L'OFDA de l'USAID pour l'USAID au Sri Lanka. *Rice Market System, Northern Province, Sri Lanka, March-April 2011*. Boîte à outils EMMA, juin 2011.

Lentz, Erin C. et Barrett, Christopher B. *Improving Food Aid: What Reforms Would Yield the Highest Payoffs?* *World Development*, 36, 7 : 1152-72. 2007.

Lor-Mehdiabadi, Waheed et Adams, Lesley. *Evaluation and Review of the Use of Cash and Vouchers in Humanitarian Crises: Part I*. Direction générale de l'aide humanitaire de la Commission européenne (DG ECHO), 2008.

- Lor-Mehdiabadi, Waheed et Adams, Lesley. *Evaluation and Review of the Use of Cash and Vouchers in Humanitarian Crises: Part II*. Direction générale de l'aide humanitaire de la Commission européenne (DG ECHO), 2008.
- Madi et al. *The Impact of Closure and High Food Prices on Performance of Imported Staple Foods and Vegetable and Fruits Market in the oPt*. Al-Sahel Co. for Institutional Development and Communications, Programme alimentaire mondial, décembre 2009.
- Magen, Benjamin, Donovan, Cynthia et Kelly, Valerie. *Can Cash Transfers Promote Food Security in the Context of Volatile Commodity Prices? A Review of Empirical Evidence*. MSU International Development Working Paper 96. 2009.
- Market and Emergency Needs Assessments: Cairo Workshop*. SENAC, Programme alimentaire mondial, mars 2006.
- Maunder, Nick. *The Impact of Food Aid on Grain Markets in Southern Africa: Implications for Tackling Chronic Vulnerability: A Review of the Evidence*. Regional Hunger and Vulnerability Programme. 2006.
- Maxwell, D. et al. *Emergency Food Security Interventions*. *Good Practice Review 10*. Londres : ODI, 2008.
- Meissner, Laura. *Emergency Market Mapping & Analysis (EMMA) Report: Rice Market System, Northern Province, Sri Lanka*. USAID/OFDA, mars-avril 2011.
- Mercy Corps, Conseil norvégien pour les réfugiés. *Report for the Abyei Crisis*. Boîte à outils EMMA, juillet 2011.
- Mercy Corps. *Kenya 2011 Drought Response Wajir County*. Instructions, boîte à outils EMM, août 2011.
- Michelson et al. *Cash, Food or Vouchers in Urban and Rural Kenya? An Application of the Market Information and Food Insecurity Response Analysis Framework*. The Earth Institute, Columbia University, 2012.
- Michelson, Hope, Morey, Mitchell et Cramer, Laura. *Results of the Market Information and Food Insecurity Response Analysis (MIFIRA) Framework Conducted in Two Locations in Kenya*. Le Cash Learning Partnership, avril 2011.
- Mohiddin, L. et Albu, M. *Emergency Mapping and Analysis (EMMA) Tool*. Field Exchange, N°35. 2009.
- Mude et al. *Journal of Development Studies*. Responding to food insecurity: Employing the MIFIRA framework in rural Northern Kenya. 2012
- Nagarajan, Geetha. *Microfinance and Cash-for-Work in Livelihood Restoration following a Natural Disaster. Brief 4*. Banking with the Poor Network, mai 2006.
- Nations unies. International Fund for Agricultural Development (IFAD).
- Omamo, S. et al. *Revolution: From Food Aid to Food Assistance: Innovations in Overcoming Hunger*. Rome : PAM, 2010.
- Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). *FAO Principles of Surplus Disposal*. Guide, Rome, juillet 2011.
- Oxfam GB. *Imported Rice and Agricultural Labor Markets in Liberia - Grand Gedeh County*. Boîte à outils EMMA, avril 2011.
- Oxfam, Disaster Management Center (DMC), Nations unies au Vietnam. *The pig and chicken market Lê Thủy District, Quảng Bình province, Viet Nam*. Boîte à outils EMMA, décembre 2010.
- PAM, IRC, FAO. *Report on the Wheat Flour and Tomato Market Systems: Eastern Libya*. Boîte à outils EMMA, septembre 2011.
- Patterson, Anna. *Labor Markets, Livelihood Strategies, and Food Security in Afghanistan*. Famine Early Warning Systems Network (FEWS NET), USAID FEWS NET, Mai 2007.
- Programme alimentaire mondial. *Market Analysis Framework: Tools and Applications for Needs Assessments*. Service d'analyse de la sécurité alimentaire, OXDF, ébauche à des fins de conseil interne, 3 octobre 2011.



Programme alimentaire mondial. *Vulnerability Analysis and Mapping*.

Rapsomanikis et al. *Market Integration and Price Transmission in Selected Food and Cash Crop Markets of Developing Countries: Review and Applications*. FAO, 2003.

Sabates-Wheeler, Rachel, et Devereaux, Stephen. *Cash Transfers and High Food Prices: Explaining Outcomes on Ethiopia's Productive Safety Net Programme. Working Paper 004*. Future Agricultures, janvier 2010.

Southern African Development Community. *Agricultural Information Management Systems (AIMS)*.

Special Brief: Market functioning in southern Somalia. Food Security and Nutrition Analysis Unit, juillet 2011.

Staunton, C. *Hard Cash in Hard Times: A Social Accounting Matrix Multiplier Analysis of Cash Transfers and Food Aid in Zimbabwe*. University of Dublin, 2010.

The GSMA Development Fund Top 20: Research on the Economic and Social Impact of Mobile Communications in Developing Countries. HMS Wireless, GSM Association.

The SEEP Network, ACDI/VOCA, IRC, CROSE, Save the Children. *The Market of Beans in Sud-Est Department of Haiti. Micro Report*. Boîte à outils EMMA, mars-avril 2010.

The SEEP Network, ACDI/VOCA, IRC, Save the Children, Diakonie. *The Market for Agricultural Labor in Sud-Est Department of Haiti. microReport*. Boîte à outils EMMA, mars-avril 2010.

Tschirley et al. *Food Aid and Food Markets: Lessons from Mozambique. Food Policy 2* : 189-209. 1996.

Tschirley et al. *Local and Regional Food Aid Procurement: An Assessment of Experience in Africa and Elements of Good Donor Practice. International Development Working Paper No. 91*. Michigan State University, 2007.

Union internationale des télécommunications (UIT). *Telecentres*.

Union internationale des télécommunications (UIT). *World Summit on the Information Society*. Tunis, 2005.

USAID. *Famine Early Warning Systems Network (FEWS NET)*.

Vouchers and Cash Transfers as Food Assistance Instruments: Opportunities and Challenges. Policy Issues, Agenda Item 4, WFP Executive Board Regular Session. Rome, 27–30 octobre 2008.

Wei, Emily. *Local and Regional Procurement: A Case Study of Mercy Corp's programming in Haiti, Kyrgyzstan and Niger*. Congressional Hunger Center, juin 2011.

Wiki MicroLinks de l'USAID. *Applying a Conflict Lens throughout the Project Cycle*. Novembre 2010

L'analyse de marché en situation d'urgence

Malgré la quantité d'outils disponibles et d'innovations dans la conception de programmes, la communauté humanitaire fait face à certaines difficultés dans l'intégration des résultats d'analyses de marché dans la planification des programmes en situations de crise. Ce document représente la première phase d'une analyse menée par le Cash Learning Partnership de comprendre comment renforcer les interventions en faisant appel aux analyses de marché et les éléments nécessaires à des analyses de marché de qualité. En examinant la capacité et l'état actuel des réflexions dans le secteur, ce rapport fournit des pistes sur la manière d'améliorer la qualité des analyses de marché et leur impact sur les programmes humanitaires.

Cette recherche a été mandatée par le Cash Learning Partnership (CaLP), en partenariat avec la Fédération des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Le CaLP a bénéficié du soutien financier du service d'aide humanitaire et de protection civile de la Commission européenne (ECHO) et de Visa Inc.